

PARIS MATCH

HORS-SÉRIE

UN NUMÉRO POUR LA MÉMOIRE
DES TÉMOIGNAGES INTIMES
DES CORRESPONDANCES INÉDITES

L'AMOUR SANS
VISAGE
PAR MARC DUGAIN

FEMMES SUR
TOUS LES FRONTS

11 NOVEMBRE 1918 / 2018
LE CENTENAIRE

TOUS ENFANTS DE POILUS

RÉVÉLATIONS
LA JOURNÉE LA PLUS
SANGLANTE
LE DERNIER MORT
AU COMBAT



M 01639 - 29H - F: 6,95 € - RD



A Paris, le jour de l'armistice,
dans la rue Royale pavée, la foule
en liesse célèbre les vainqueurs.



Rendez-vous sur le Mékong, Hô Chi Minh-Ville, Phnom Penh, Angkor

EMBARQUEZ AVEC

PARIS
MATCH



GRANDES DESTINATIONS



Chantal Forest
Directrice de croisière



Régis Le Sommier
Directeur adjoint de Paris Match



Se référer à la brochure pour le détail des prestations et les conditions générales de vente. Licence n°IM075150063. Création graphique : OceanoGrafik.com

Embarquez pour une croisière culturelle passionnante sur l'un des fleuves les plus majestueux du monde, en compagnie de **Régis Le Sommier**, directeur adjoint de *Paris Match*, et de **Chantal Forest**, spécialiste de la destination. Ce magnifique itinéraire vous fera naviguer à travers le Vietnam et le Cambodge, à la découverte des merveilles de ces pays aux traditions encore intactes, dont les marchés colorés d'Hô Chi Minh-Ville, le palais royal de Phnom Penh, les fabuleux temples sculptés d'Angkor...

OFFRE SPÉCIALE :

-300 € de réduction /pers. pour toute réservation avant le 30 novembre 2018 (code REVE) soit la croisière au départ de Paris à partir de ~~5 690 €~~ 5 390 € /pers. du 16 au 28 mars 2019 à bord du **RV Indochine II** (vols depuis Paris, pension complète, boissons (sélection), conférences et taxes inclus).

Demandez la brochure au 01 75 77 87 48, par mail à contact@croisieres-exception.fr ou sur www.croisieres-exception.fr/parismatch

**Croisières
d'exception**
S'enrichir de la beauté du monde

EDITORIAL



PAR OLIVIER ROYANT DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

L'histoire de 14-18 continue à s'écrire

A la onzième heure du onzième jour, du onzième mois de l'année 1918, dans toute la France, les cloches sonnent à la volée. Au front, la « Marseillaise » jaillit à pleins poumons des tranchées. Place de la Concorde et à l'Opéra, des foules en liesse se rassemblent. Pour la première fois depuis quatre ans, Français et Allemands peuvent se regarder sans s'entre-tuer. L'arrêt des combats a été signé le matin à 5 h 15 dans le wagon spécial du généralissime Foch, au carrefour de Rethondes, au milieu de la forêt de Compiègne. L'armistice laisse derrière lui 9,7 millions de tués et près de 4 millions de blessés. Cette tuerie sans précédent, supérieure aux pertes cumulées des guerres de la Révolution et de l'Empire, laisse une France exsangue.

Côté français, près de 1,4 million d'hommes sont morts. Un combattant sur six n'est pas revenu. La guerre a décimé les paysans et la jeunesse française. Un jeune mobilisé sur trois entre 20 et 27 ans a péri. Les survivants sont nombreux à être rentrés invalides ou défigurés. Les dépouilles de centaines de milliers de leurs camarades n'ont jamais été retrouvées ou identifiées. Le grand historien René Rémond désignait le 11 novembre 1918 comme sans doute en France la journée la plus importante du XX^e siècle. Il relevait aussi qu'« avec le temps, à mesure que s'estompera la fierté de la victoire, que ses fruits apparaîtront plus amers, le deuil et l'horreur de la guerre prendront le pas dans l'esprit public sur la fierté et la satisfaction ». Le jour de fête deviendra un jour de deuil.

En cet automne 2018, ce grand anniversaire nous permet de tourner une page sans oublier d'honorer la mémoire de ceux qui ont versé leur sang pour la France et la liberté. Cent ans après, l'histoire de la Grande Guerre continue à s'écrire. Ce hors-série exceptionnel de Paris Match a été réalisé en partenariat avec la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, qui nous a orientés vers les meilleurs historiens que nous tenons à remercier. La Mission nous a également ouvert les portes des Archives nationales et des archives départementales, qui, à l'issue de la Grande Collecte organisée dans le pays, ont pu numériser 325 000 documents et conserver 1 700 fonds d'archives. Autant de précieux témoignages pour l'histoire, pour la mémoire, qui permettent de revisiter ces quatre années de guerre à hauteur d'homme.

Nous n'avons oublié ni la souffrance des soldats ni le rôle des femmes. En marge de la politique et des grandes séquences militaires, nous avons voulu nous intéresser à l'histoire intime, au lien amoureux et au sacrifice des enfants. Dans le cadre de la Grande Collecte, plus de 20 000 Français ont été reçus par des représentants des archives nationales et départementales, qui ont examiné les documents iconographiques ou écrits apportés afin d'être numérisés et légendés. Preuve que nous sommes tous des enfants de poilus et que quelque chose de 14-18 continue à sommeiller en nous. Le 11 novembre 2018 sera là pour en témoigner. ■



TOUS ENFANTS DE POILUS

Quarante millions de Français ont un ascendant ayant participé à la Grande Guerre. A Match, on ne fait pas exception : voici quelques-uns des aïeux de l'équipe qui a réalisé ce numéro historique.



EUGÈNE LE GAC
Grenadier au 41^{er} régiment d'infanterie. Incorporé à 19 ans, en 1916.
Croix de guerre, deux étoiles de bronze.



CAMILLE GAUTIER
Maréchal des logis au 19^{er} régiment de chasseurs à cheval. Incorporé en 1914, à 32 ans. Croix de guerre, étoile de bronze.



GEORGES FONTAINE
Sergent au 46^{er} régiment d'infanterie. Incorporé à 25 ans, en 1914. Croix de guerre, étoile de bronze.



ALBERT VALDIGUIÉ
Pharmacien aide-major à la 17^{re} section d'infirmiers militaires. Incorporé à 39 ans, en 1914. Chevalier de la Légion d'honneur.



EMILE GIRAUD
Canonnier conducteur au 20^{er} régiment d'artillerie de campagne. Incorporé à 23 ans, en 1914.



GOSLEN DE LA POËZE
Pilote aux escadrilles N91 et N75 de 1917 à 1919. Incorporé à 21 ans, en 1914. Croix de guerre, deux citations.

MATTHIAS PETIT



11 NOVEMBRE 1918 / 2018 - LE CENTENAIRE

TOUS ENFANTS DE POILUS

LE DÉPART. S'ILS SAVAIENT...

Les jours noirs de l'armée française
par Laurent Valdiguié

6

VAUQUOIS : LES ARTÈRES DE L'ENFER

par Valérie Trierweiler

18

LA VIE MALGRÉ TOUT

26

VALEUREUX GUERRIERS VENUS D'AILLEURS

36

Pierre Vermeren: «*Les zouaves ont été les meilleurs soldats qui soient*»

38

FEMMES SUR TOUS LES FRONTS

40

La France découvre ses filles
par Valérie Trierweiler

44

COMME SI LES COMBATS NE SUFFISAIENT PAS...

46

Des permissions au compte-gouttes
par Caroline Fontaine

48

Fusillé pour l'exemple

50

par Guillaume de Morant

LEURS LETTRES, DES MOTS COMME UNE CARESSE

52

par Valérie Trierweiler

LA GUERRE DES ENFANTS

56

par Caroline Fontaine

SOUDAIN LE SILENCE

62

Rémi Dalisson: «*Le sens du 11 Novembre évolue*»

66

RECONSTRUIRE LES CORPS... ET LES ÂMES

68

L'amour sans visage
par Marc Dugain

70

Les blessures invisibles

74

par Caroline Fontaine

LES DERNIERS MORTS DE LA DERNIÈRE HEURE

76

par Laurent Valdiguié

UN SI JOLI VILLAGE

78

A Escamps, 18 fils ne sont jamais rentrés
par Caroline Fontaine

80

Une famille décimée

84

par Guillaume de Morant

DISPARU SUR LE CHAMP DE BATAILLE

86

On a retrouvé le soldat Leguay
par Caroline Fontaine

88

LE TEMPS DE LA PAIX, LE TEMPS DE L'APRÈS

90

France: quand la Grande Guerre a-t-elle fini?
par Antoine Prost

92

Allemagne: le traumatisme de la défaite

94

par Gerd Krumeich

La Grande Collecte et la commémoration du centenaire de 14-18

96

par Joseph Zimet

CRÉDITS PHOTO. P. 3: Collections particulières. P. 4: ECPAD / coll. Mick Michel - J. B. Tournassoud / Photographe inconnu. P. 6 et 7: Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet. P. 8 et 9: Archives Nationales / France - Pôle image, S&M / ANSA / UIG via Getty Images. P. 10 et 11: Georges-Ernest Clerfeuille, Archives Nationales / France - Pôle image. P. 12 et 13: Archives Nationales / France - Pôle image, Daniel Quintin / ECPAD / Défense. P. 14 et 15: Frantz Adam / AFP. P. 16 et 17: Hubert Fanthomme. P. 16 et 17: Philippe Petit, Archives Nationales / France - Pôle image. P. 18 à 23: Philippe Petit, Archives Nationales / France - Pôle image. P. 24 et 25: DR, Stéphane Compoin / Bureau233. P. 26 et 27: DR, P. 28 et 29: Philippe Petit, ECPAD. P. 30 et 31: Maurice Letang / ROGER-VIOLLET, Archives Nationales / France - Pôle image, ECPAD. P. 32 et 33: ECPAD, Archives Nationales / France - Pôle image. P. 34 et 35: Albert Samama-Chikli / ECPAD. Philippe Petit. P. 36 et 37: Pierre Pansier / ECPAD / Défense. P. 38 et 39: Jules Gervais-Courtellement / Cinémathèque Robert-Lyénen / Roger-Viollet. P. 40 et 41: ECPAD. P. 42 et 43: Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet, ECPAD. Gabriel Boussuge / ECPAD / Défense. P. 44 et 45: Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet, Julien Bouchet / ECPAD. P. 46 et 47: Mairie de Saint-Michel de Maurienne. P. 48 et 49: Mairie de Saint-Michel de Maurienne, DR. P. 50 et 51: Bernard Wis, DR. P. 52 à 55: ECPAD, Philippe Petit. P. 56 à 61: Collection Le Vieux Montmartre / Musée de Montmartre. P. 62 à 67: Virginie Clavières, Roger-Viollet, Willy Rizzo. P. 68 et 69: Piston / Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet. P. 70 et 73: ECPAD, Philippe Petit, Charles Winckelsen / ECPAD / Défense. P. 74 et 75: DR, Philippe Petit. P. 76 et 77: DR. P. 78 et 83: Philippe Petit. P. 84 et 85: Bernard Wis, DR. P. 86 et 89: Hubert Fanthomme. P. 90 et 91: Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet. P. 92 à 95: Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet. P. 96 à 98: Philippe Petit, Excelsior - L'Equipe / Roger-Viollet.

Dans les tranchées,
la vie s'organise vaille
que vaille, dans l'attente
de la canonade.



ecpa ► **d**

AGENCE D'IMAGES
DE LA DÉFENSE

ARMEE 106 B1168 / Défense / ecpad / photo recadrée

CE N'EST PAS DU CINÉMA

12 millions de photographies / 31 000 films

www.ecpad.fr





LE DÉPART S'ILS SAVAIENT...

Quatre millions d'hommes ordinaires mobilisés au début du mois d'août 1914 deviennent, en l'espace de quelques jours, des soldats extraordinaires. Les Français n'ont pas eu besoin d'attendre que sonne le tocsin pour comprendre que la guerre était déclarée. Presque toute la population masculine est appelée sous les drapeaux. Entre le 1^{er} et le 20 août, 16 500 trains seront nécessaires pour acheminer troupes et matériels. Les combats dureront cinquante mois sans relâche pendant lesquels l'armée française incorporera huit millions d'hommes. La plupart avaient 20 ans. Ils voulaient se comporter en braves et accomplir leur devoir.



**ILS PENSAIT
QUE CE SERAIT JUSTE
POUR QUELQUES MOIS**

L'ordre de mobilisation générale a été donné le 2 août 1914.

L'Allemagne a déclaré la guerre à la France le 3. Trois jours plus tard, ces hommes sont en route pour rejoindre leur régiment.



**SI LA TRANCHEE EST
CONQUISE AUX EPARGES,
LA GUERRE DES MINES
NE FAIT QUE COMMENCER**

Sur la crête des Eparges, dans la Meuse, du premier assaut français donné le 17 février 1915 jusqu'aux contre-attaques allemandes d'avril, les combats seront très violents. Ici, un soldat de l'Empire est capturé par des Français. Au total, 530 000 Allemands connaîtront le même sort. A dr., deux hommes de l'infanterie aident un camarade blessé. Le site ne sera libéré qu'en septembre 1918, par l'offensive de la 1^e armée américaine, après une longue guerre des mines.



Les premiers affrontements sont terriblement sanglants. Les Alliés perdent la bataille des Frontières, qui dure du 7 au 23 août 1914 et mobilisent plus de 1 million de poilus. Les Allemands sont à quelques dizaines de kilomètres de Paris quand s'annonce la célèbre bataille de la Marne, décisive mais coûteuse en pertes humaines. Après une semaine de combats acharnés, du 5 au 12 septembre, Français et Britanniques réussissent à faire échouer le plan Schlieffen, qui prévoyait l'invasion rapide de la France en passant par la Belgique. Dans la nuit du 7 au 8 septembre, le général Gallieni réquisitionne 700 taxis pour acheminer 4 000 fantassins en renfort. Les soldats exténués réussissent à stopper l'avancée de l'ennemi, mais au prix de 21 000 vies. Ce n'est qu'un début.



A Courcelles, en juin 1918,
des fantassins vivent dans
l'attente de la reprise des
combats à l'abri d'une butée
le long du bien nommé
chemin d'Enfer, leur bâche
posé au sol. Un marmitage
en règle, bombardement
d'artillerie dense, va les
décimer. Les survivants sont
hagards.



LORS DE LA BATAILLE DU MATZ, UN MARMITAGE SURPREND UNE UNE SECTION AU REPOS

Déjà quatre ans d'affrontements et les pertes sont colossales. Les grandes batailles se sont enchaînées. La première année demeure la plus meurtrière, suivie par la deuxième: 60 000 morts par mois en 1914, 31 000 en 1915. Puis viendra Verdun en 1916, guerre totale. Au corps-à-corps s'ajoutent les dégâts de l'artillerie lourde. La Somme, à partir de juillet 1916, mène à un siège de cinq mois, et l'offensive désastreuse du généralissime Nivelle au Chemin des Dames, en 1917, sape le moral des troupes. Les tanks font leur apparition cette même année et permettent aux Alliés de se rétablir. L'enlisement qui caractérise 1918 entraîne la fin des hostilités.



**DES IMAGES
CENSURÉES POUR
QUE L'ARRIÈRE
IGNORE LA RÉALITÉ
DU TERRAIN**

Un arbre sanglant : ce corps désarticulé, propulsé dans les airs est resté accroché dans les branches hautes. Les shrapnels – obus à balles – accroissaient efficacement la portée des tirs. Un crâne fiché sur un bâton : partout des ossements jonchent le sol dans des paysages devenus lunaires.

Hormis les moments de cantonnement, il n'est pas un matin sans que le poilu se demande s'il survivra au jour qui se lève. Chaque minute passée en première ligne sans être touché est une victoire. Mais il faut aussi affronter la mort des autres, affreuse, terrifiante, les cadavres déchiquetés, une fois le rideau de fumée levé. Dans leurs carnets, les soldats décrivent le chaos après les accrochages, le paysage de désolation, les dépouilles par centaines que les survivants doivent transporter ou recouvrir de chaux lors de « la corvée des morts », l'odeur pestilentielle... A l'épuisement physique s'ajoute l'infinie lassitude de vivre au milieu d'un champ de carnage.



LES HOMMES SEMBLENTE STATUFIÉS PAR LA BOUE, COMME UN MONUMENT AUX MORTS DE CHAIR ET D'OS

Jamais un conflit n'avait engendré autant de violences et fait autant de victimes. Le bilan est effroyable : pour l'ensemble des pays engagés, on comptabilise 9,7 millions de militaires tués ou disparus. Rien que pour la France, ils sont 1,4 million, soit la macabre statistique de 948 morts quotidiens pendant 1568 jours et près de 4 millions de blessés – 80 % des blessures étant imputables aux tirs d'artillerie.





Les jours noirs de l'armée française

Au cours de l'offensive de Champagne, un officier procède à l'identification des corps de ceux qui sont tombés le 30 septembre 1915. Dès les premiers mois de guerre, le général Joffre a donné des consignes pour l'inhumation en fosses communes : jusqu'à 100 morts ensemble.



PAR LAURENT VALDIGUIÉ

Une comptabilité macabre, à donner le tournis. Des pertes ahurissantes. Une hécatombe. Une saignée. En un mot : une boucherie. Le 22 août 1914 et le 25 septembre 1915 sont les deux dates de la Grande Guerre qui se disputent le triste titre de jour le plus meurtrier de l'histoire de France. Plus de 21 000 tués à chaque fois. C'est presque l'équivalent, en quarante-huit heures, du nombre total de morts – 58 000 – de l'armée américaine au cours des dix-neuf années de la guerre du Vietnam.

A Waterloo, 6 800 soldats de Napoléon perdirent la vie le 18 juin 1815. Et à Omaha Beach, le 6 juin 1944, 2 800 G.I. furent fauchés sur le sable normand. C'est dire si ces deux journées du 22 août 1914 et du 25 septembre 1915 ont l'une et l'autre quelque chose de dantesque. Il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale et les deux bombes nucléaires lâchées sur Hiroshima et Nagasaki (respectivement 70 000 et 40 000 morts selon les Américains) pour dépasser leur triste record. Et pourtant aucune de ces deux dates n'a été gardée dans nos mémoires. Aucune commémoration particulière, aucun anniversaire, rien... Les milliers de poilus fauchés durant ces sinistres journées ont été noyés dans le souvenir général de la Grande Guerre.

Il a d'ailleurs fallu attendre un siècle pour que des historiens se penchent sur cette comptabilité et donnent ainsi la mesure du drame. De son côté, l'armée n'a jamais vraiment inventorié ses morts au quotidien. « Ce n'était même pas une préoccupation, explique Jean-Michel Steg, qui a publié en 2013 "Le jour le plus meurtrier de l'histoire de France : 22 août 1914" (éd. Fayard). Ce n'est qu'en 1915 que le Parlement a timidement demandé à être

un peu informé des pertes. Et seulement en 1917 que l'état-major a commencé à s'en soucier parce que les bras manquaient. » Selon lui, le 22 août 1914, alors que tout le front français était à l'attaque, restera le jour le plus sanglant avec 27 000 morts.

En mai dernier pourtant, à l'initiative du site Un jour, un poilu, de Jean-Michel Gilot, un titanesque travail de bénévoles va arriver à un autre résultat. En indexant une à une 1,4 million de fiches mises en ligne par le ministère de la Défense sur sa page Mémoire des hommes, ces bénédictins d'Internet sont parvenus, grâce à l'informatique, à un autre comptage : « Il est désormais possible de dire que la journée la plus meurtrière du conflit ne serait pas, comme les historiens l'ont longtemps cru, le 22 août 1914 (21 035 morts), mais le 25 septembre 1915 avec les offensives de Champagne et d'Artois qui ont fait 23 416 morts », a admis le ministère de la Défense. « Dans ce dernier décompte, tout dépend de la fiabilité des fiches initiales qui est elle-même relative, précise Jean-Michel Steg. Mais dans les deux cas, ce sont des chiffres énormes... longtemps inavouables et inaudibles. » Un siècle pour compter ses morts. « La France fait son deuil dans la douleur et le silence », poursuit l'historien, qui se dit hanté lui-même par 1914 et ses saignées. Comment expliquer que de telles hécatombes aient été possibles ?

D'abord par le volume des armées en présence. À partir du 3 août 1914, les deux nations vont mettre sur le pied de guerre en un temps record une masse énorme de conscrits : 2,8 millions de Français sont enrôlés au

15 août – soit un homme valide sur quatre ! – et plus de 3 millions d'Allemands. De chaque côté, paysans, ouvriers, employés, intellectuels, tous doivent apprendre en un très court délai à utiliser des armes nouvelles. Le grognard de Napoléon tirait trois coups à la minute. Le paysan de 1914, avec son Lebel, en tire vingt. Et 400 avec une mitrailleuse. Les canons à tirs tendus de Waterloo lançaient des boulets ronds à faible distance. Le 75 français, cent ans plus tard, envoie des projectiles explosifs à 9 kilomètres. Et l'artillerie lourde, avec ses tirs courbes, peut « nettoyer » les pentes opposées. Dans cette guerre nouvelle, le fantassin ne sera à l'abri nulle part.

Autre explication, celle des mentalités. Les deux armées qui foncent l'une vers l'autre ont changé d'époque, mais l'état d'esprit de ceux qui les dirigent semble toujours être celui du siècle précédent. « Dans leurs mains, ils avaient des mitrailleuses, et pourtant, dans leurs têtes ils étaient encore à Austerlitz », résume Jean-Michel Steg. Et puis ils pensaient tous qu'après une grande bataille tout serait terminé à la fin de l'année. » Un seul mot d'ordre, dans les rangs français : l'attaque à outrance. Mais avant toute chose, c'est bien l'inaptitude du commandement à prendre en compte la puissance de feu qui va conduire à ces pertes jamais vues.

En ce mois d'août 1914, les Français se dirigent vers l'Alsace et la Lorraine perdues en 1870. Les Allemands contournent par la Belgique. Le 21, à gauche du dispositif français, la 3^e division d'infanterie coloniale, basée à Brest, commandée par le général Léon Raffenel, est entrée en Belgique. Les reconnaissances aériennes sont encore inexistantes, les éclaireurs inefficaces dans ces régions boisées et vallonnées. L'armée française est aveugle. Il a plu sur un sol chaud. Le 22 au matin, le brouillard est dense. Le général Raffenel estime qu'il ne rencontrera pas les Allemands avant plusieurs jours. Il n'imagine pas que le petit village de Rossignol sera bientôt son tombeau.

A cet endroit, Français et Allemands, comme le reconstitue avec minutie Jean-Michel Steg, foncent tête baissée. Mais la doctrine prussienne, laissant une large autonomie aux cadres de première ligne, bien formés, va permettre une réaction efficace. Les Allemands reculent aussitôt après la première escarmouche, se camouflent en forêt, choisissent les meilleurs emplacements de mitrailleuse et installent à la hâte leur artillerie de campagne. Les Français, sans préparation, attaquent au jugé. Un, puis deux régiments seront anéantis. « Ces charges désespérées ne font qu'accroître les pertes », note Steg, constatant « un commandement défaillant ». « Vers 15 h 30, le général Raffenel, devenu totalement aboulique, s'éloigne de son état-major autour de Rossignol et on perd sa trace. Son corps ne sera retrouvé que le lendemain, sans qu'on puisse déterminer s'il s'est suicidé ou s'il est mort sous le feu ennemi. » En une matinée, plus de 7500 hommes de sa division ont été tués, soit un quart des pertes françaises sur les frontières ce jour-là. Longtemps, pour expliquer un tel désastre, les militaires ont avancé que les Français

s'étaient lancés à l'assaut de fortifications allemandes. Ils ont aussi mis en cause les pantalons rouges des soldats qui en faisaient des cibles. A Rossignol pourtant, l'ennemi n'était arrivé que le matin même. Il n'y avait pas trace de fortifications. Et dans cette forêt, dans ce face-à-face à courte distance, la couleur des pantalons n'aurait rien changé...

Cela n'empêchera pas Joseph Joffre, le responsable des armées françaises, de mettre en cause « des défaillances individuelles » pour expliquer cet échec initial aux frontières. Même si, à Rossignol, poilus et officiers se sont fait tailler en pièces sans reculer... Ingratitude et inélégance du chef. Mais peut-il en être autrement quand on est à la tête d'une armée qui perdra quotidiennement 948 hommes pendant 1568 jours ?

L'autre journée noire de l'armée française, en 1915, doit tout à Joffre lui-même. En septembre 1914, après la déroute d'août et la bataille des frontières, le miracle de la Marne a permis d'éviter la victoire allemande et fait reculer l'adversaire. Mais les soldats de Helmuth von Moltke, en se dégageant, ont pu s'installer sur les meilleurs emplacements défensifs du front. Durant tout le face-à-face des tranchées, les Allemands auront partout l'avantage de la position. En 1915, Joffre croit encore à la possibilité de la reprise de la guerre de mouvement. Il l'imagine dans la plaine de Champagne. C'est là, le 25 septembre, après la plus formidable concentration d'artillerie de toute la guerre, que la percée doit avoir lieu. Entre Reims et Verdun... En un seul jour, l'attaque ratée fera 23 416 morts, selon l'indexation du site Un jour, un poilu. Les Français prendront les premières lignes ennemis, notamment à la Main de Massiges, mais ils échoueront à conquérir les deuxièmes lignes. Comme une répétition générale de ce qui aura lieu l'année suivante à Verdun, à l'initiative des Allemands, puis en 1917, au Chemin des Dames à l'initiative des Français. A chaque fois, le feu des attaquants entame les défenses sans permettre de percée significative. Mêmes hécatombes.

Autant la journée d'août 1914 était celle de l'impréparation initiale, autant celle de septembre 1915 fut celle de l'échec des offensives de masse. Seul changement notable, l'uniforme français est entre-temps devenu bleu horizon et les poilus ont désormais des casques sur la tête... Mais le résultat final est le même. L'équivalent d'une localité de 25 000 habitants est rayé de la carte en vingt-quatre heures, comme si les villes d'Agen, Carpentras, Béthune ou Concarneau étaient éliminées, sans un mot. Englouties dans le grand silence du deuil qu'a connu la France d'après-guerre. Un silence de cent ans. ■

L'ÉQUIVALENT D'UNE LOCALITÉ DE 25 000 HABITANTS EST RAYÉ DE LA CARTE EN VINGT- QUATRE HEURES, COMME SI LES VILLES D'AGEN, CARPENTRAS, BÉTHUNE OU CONCARNEAU ÉTAIENT ÉLIMINÉES, SANS UN MOT



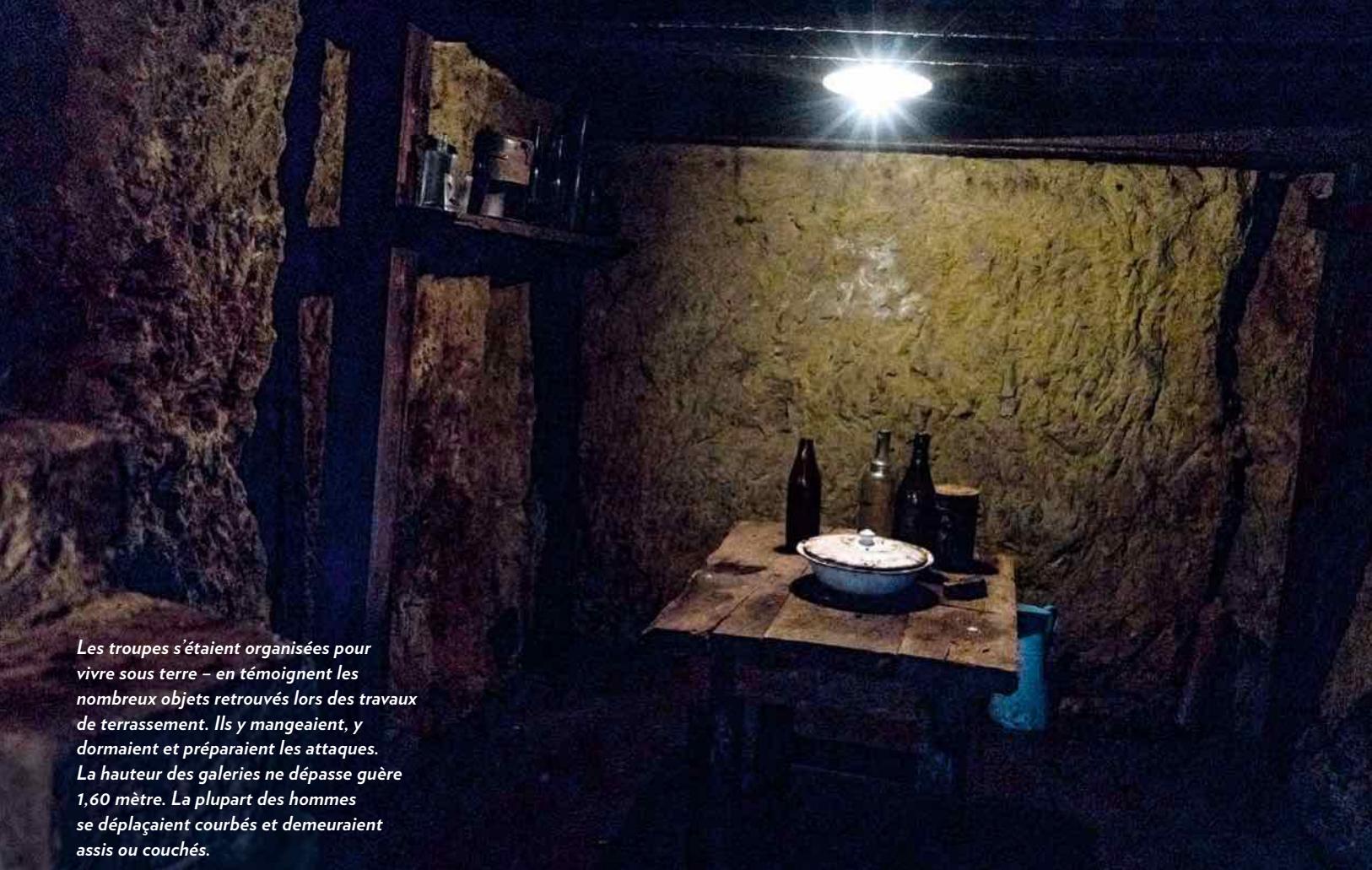
UN LABYRINTHE DE PLUS DE 20 KILOMÈTRES

Cette entrée de mine donne sur une tranchée, mais le site, entretenu aujourd'hui par l'Association des amis de Vauquois et de sa région, est une véritable termitière. Si les Français y ont creusé environ 5 kilomètres de tunnels, les Allemands y avaient établi un casernement de 184 pièces avec 17 kilomètres de galeries. Les plus profondes sont aujourd'hui inondées.

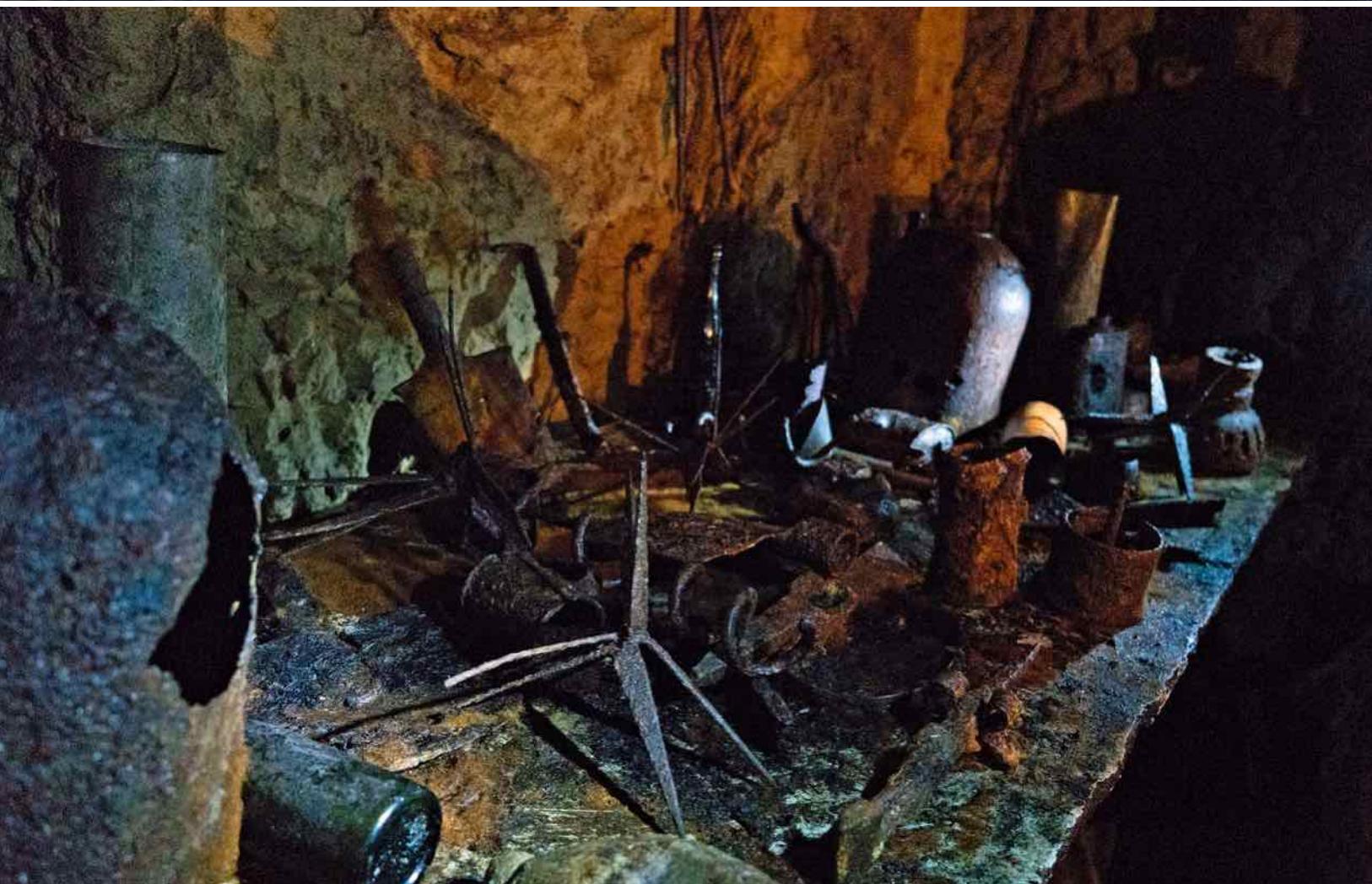
PHOTOS PHILIPPE PETIT

LES ARTÈRES DE L'ENFER

La butte de Vauquois, véritable poste d'observation, offrait une position unique pour laquelle Français et Allemands se sont battus pendant quatre ans dans une guerre souterraine.



Les troupes s'étaient organisées pour vivre sous terre – en témoignent les nombreux objets retrouvés lors des travaux de terrassement. Ils y mangeaient, y dormaient et préparaient les attaques. La hauteur des galeries ne dépasse guère 1,60 mètre. La plupart des hommes se déplaçaient courbés et demeuraient assis ou couchés.



VAUQUOIS À TOUT PRIX, UNE GUERRE DANS LA GUERRE

Pour le commandant en chef des armées, Joseph Joffre, alors général, il n'est pas question d'abandonner ce site stratégique à l'ennemi. Quand la plupart des soldats se battent en surface, camouflés dans les tranchées, ici, en sous-sol de ce village d'Argonne, Français et Allemands entament une guerre des mines, véritable guerre des nerfs, qui va durer quatre ans. Des kilomètres de souterrains sont excavés par les belligérants, à quelques dizaines de mètres les uns des autres. Les sapeurs venus en renfort remuent des milliers de tonnes de terre et de roche, creusant jusqu'à 100 mètres de profondeur pour mieux se cacher et atteindre l'ennemi par-dessous. Leurs homologues, en face, sont appelés les « pionniers ». On s'écoute, on s'épie pour mieux frapper l'autre avec des explosions à répétition (on en a recensé 199 côté allemand, 320 côté français).



Gruppe de sapeurs en
tenu de travail.

L'entrée d'une sape
qui mène dans les réseaux
de fils de fer des bâches

326. La Guerre 1914-1916 — VAUQUOIS (Meuse)
R. P. Canon-révolver dans une tranchée



L'armée a fait appel
aux sapeurs,
soldats du génie, qui
détruisent les
galeries ennemis
à coups de
camouflets, des
mines garnies
d'explosifs.

Il arrive parfois qu'à force de creuser les adversaires se rencontrent et s'entre-tuent

PAR VALÉRIE TRIERWEILER

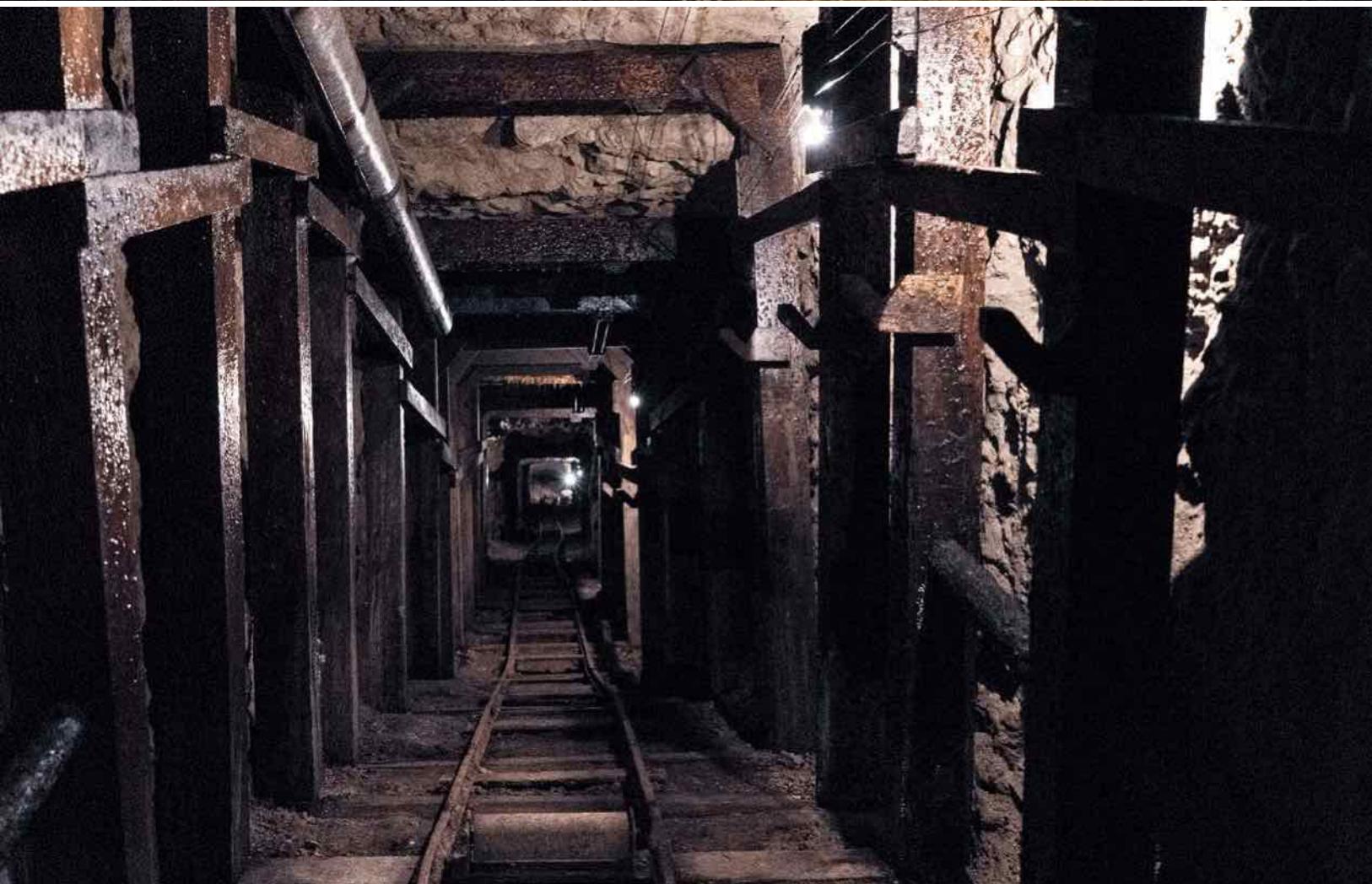
Vauquois, lieu au nom infiniment moins célèbre que Verdun, se trouve pourtant à quelques tirs d'obus de là, trente-cinq kilomètres à l'ouest, en Argonne, cette région naturelle aux confins de la Marne, des Ardennes et de la Meuse. Trois départements à jamais associés à la Grande Guerre, à ses champs de bataille et à ses morts. Quand éclate le conflit, Vauquois a fière allure. Il n'y a que peu d'habitants – 168 recensés seulement –, mais le village culmine crânement sur une butte à 290 mètres d'altitude, surmonté d'un clocher majestueux. Vauquois, c'est aussi un ancien site gallo-romain qui domine la vallée et qui rend le lieu stratégique, et une colline surnommée le Mamelon blanc, observatoire sans pareil. La peur n'a pas le temps de s'installer. Dès le 3 septembre 1914, les Allemands marchent sur la butte. L'armée française recule aussitôt devant l'ennemi, il faut évacuer les civils. C'est à bord de quelques charrettes que les Grimpelts – surnom des villageois car ils vivent haut perchés – s'échappent de leur paradis. Certains n'auront pas le temps d'aller bien loin. Le maire, M. Poinsignon, boulanger et épicier de son état, est stoppé en chemin, ramené à Vauquois. Il sera brûlé sous les yeux de sa femme et de ses deux filles dans l'église incendiée volontairement. Raymond, son petit-fils âgé de 7 ans, sera retrouvé le corps criblé de balles. Le village tombe, les troupes du Kaiser Guillaume II y trouveront cinq vieillards qui, coûte que coûte, avaient refusé de partir. Elles en feront des otages. Des obus ont endommagé quelques habitations mais l'église tient encore sur un pan de mur.

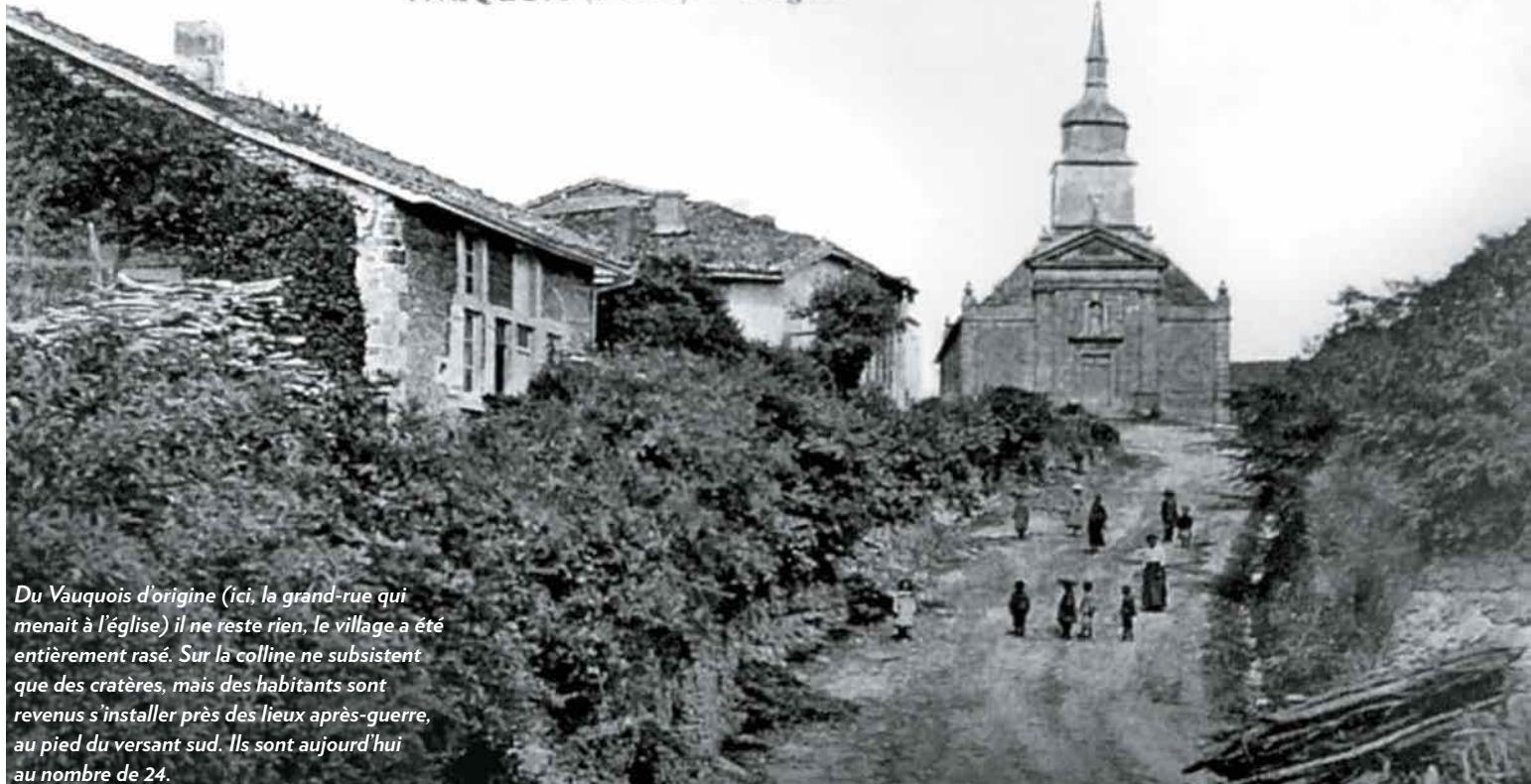
Du village d'alors, il ne reste rien aujourd'hui. Un siècle après la fin de la guerre, on aperçoit des cratères sur lesquels l'herbe a repoussé, dense. Et sous cette végétation, une poignée d'irréductibles, l'Association des amis de Vauquois, entretient les 17 kilomètres de galeries. Là où deux nations, la France et l'Allemagne, se sont livré des combats sans merci, quatre ans et deux jours durant. Une effrayante guerre de positions au cours de laquelle chacun des deux camps a creusé des kilomètres de coursives pour attaquer l'ennemi par-dessous. Ces boyaux sont devenus, au fil des mois, de véritables lieux de vie tandis que les explosions se sont poursuivies. Il fallait tenir l'endroit, la butte était le meilleur poste d'observation sur la voie ferrée. C'était aussi un point de passage du ravitaillement de Verdun. Un lieu hautement convoité.

C'est au tour des Allemands, le 12 septembre 1914, d'opérer un repli. Mais le 24, ils font reculer les poilus et s'emparent à nouveau de la colline. Vauquois est en flammes. Pendant six mois, les assauts se succèdent à l'initiative de l'un ou l'autre bataillon. Arrive le premier Noël de guerre. Il n'y aura pas de relâche, l'artillerie ouvre le feu dès le petit matin avant une journée calme. Il ne gèle pas trop encore, les soldats les plus chanceux peuvent ouvrir leur paquet de réveillon, petit répit avant la terrible année 1915 qui se profile. Car bientôt le général Joffre ordonne de reprendre Vauquois. La ligne française n'est qu'à 100 mètres de celle de l'adversaire. Du 28 février au 4 mars, l'artillerie, (*Suite page 24*)



Les boyaux étaient régulièrement envahis par du monoxyde de carbone, gaz inodore mortel. Dans les premiers temps, les sapeurs n'étaient pas équipés de masques et venir en aide à un camarade inconscient devenait une opération très risquée. Des rails subsistent, qui servaient à pousser les wagonnets emplis de gravats.





Du Vauquois d'origine (ici, la grand-rue qui menait à l'église) il ne reste rien, le village a été entièrement rasé. Sur la colline ne subsistent que des cratères, mais des habitants sont revenus s'installer près des lieux après-guerre, au pied du versant sud. Ils sont aujourd'hui au nombre de 24.

au terme de combats sans précédent, repousse l'armée ennemie. Les pertes sont sévères : 3000 tués ou disparus. Les obus tombent dru. Il neige désormais fort sur la bourgade en ruines et les hommes sont épuisés, démoralisés. Mais le Mamelon blanc est récupéré. La victoire est fragile, les actions se poursuivent. Incessants. Il faut, en plus, s'atteler à «la corvée des morts», soigner les blessés et tenir soi-même le coup.

Les Allemands ont construit des abris souterrains. Ils ont installé une quasi-forteresse qui résiste aux obus et peut abriter jusqu'à 300 individus. Les hommes de Joffre se mettent à creuser eux aussi. Parallèlement, la construction de mines a débuté à partir des premières tranchées. Le génie s'y attelle mais les travaux n'avancent pas vite. Le 15 mars 1915, alors que la brume est opaque, 800 tirs de bombe sont décomptés de part et d'autre créant des entonnoirs à la surface. Les «boches» se préparent à une offensive d'un genre nouveau et redoutable : le lancement de liquide incendiaire. Les sapeurs arrivent en renfort et vont s'enterrer, installant des postes d'écoute de l'ennemi. L'opération se poursuit, ils percent des galeries étroites et basses en direction des lignes adverses. Hautes de seulement 90 centimètres, elles ne permettent pas aux hommes de se tenir debout. Qu'à cela ne tienne, des rameaux de plus en plus longs prolongent ces galeries. Les soldats de l'Empire bombardent régulièrement les puits d'accès, il faut se remettre à l'ouvrage.

Au-dessus, les combats au corps-à-corps, à la baïonnette, se poursuivent, les conscrits se fusillent les uns les autres quasiment à bout portant. Les hommes creusent. A chaque coup de pelle, ils heurtent un cadavre. Le nombre de corps à peine ensevelis est estimé à plus de

3000. Les survivants tentent de tenir au milieu de l'odeur pestilentielle et des milliers de mouches. En mai 1915, les Français craignent que les hommes de la «Deutsche Heer», plus avancés en sous-sol, ne fassent sauter tout le plateau. Leur armée est totalement retranchée. Les poilus aménagent à leur tour davantage de mines équipées de chambres à coucher. Ils creusent, les sapeurs s'approchent au plus près des galeries rivales. La gaize se fait plus résistante, ils l'attaquent au piolet. Jusqu'à déposer des explosifs sous les positions allemandes. Un succès. Il arrive parfois qu'à force de percer les adversaires se rencontrent et s'entre-tuent.

Les explosions se multiplient, les pertes humaines aussi. En quatre mois, les Français font sauter 77 camouflets et mines contre 51 du côté adverse. Mais ces déflagrations provoquent des fuites de gaz et des hommes meurent asphyxiés. Des deux côtés, on s'équipe désormais d'appareils respiratoires et on se professionnalise. Les galeries prennent de la hauteur pour atteindre la taille d'un homme. On n'est pas grand à cette époque-là, les soldats dépassent rarement 1,70 mètre. Mais ils continuent l'excavation à genoux et à la lueur des bougies. Il faut, chaque nuit, évacuer les sacs de terre, charger les fourneaux – ces cavités que l'on bourre d'explosifs. On apprend à ventiler les tunnels, on s'équipe de groupes électrogènes. Des renforts de personnel sont nécessaires. Les bataillons sont relevés tous les vingt-huit jours, les Allemands, eux, ne connaissent pas d'alternance. Ceux qui ont la chance de survivre restent dans leur termitière.

En février 1916, le front de Verdun est pilonné de tous côtés. Lorsque l'offensive se calme, la guerre des



Le site est conservé en l'état en hommage à ceux qui se sont battus pour le défendre. Un monument a été érigé en 1926, à l'endroit exact où se situait la mairie, en face de l'église dont l'emplacement (à g. du monument, au niveau du poteau) est indiqué par un simple panneau.

mines s'intensifie à Vauquois. Une déflagration sans précédent a lieu. Une mine allemande de 60 tonnes de West-falit fait 108 morts. La riposte ne se fait pas attendre. Les explosions se poursuivent durant des semaines. Dans les carnets de guerre, les hommes évoquent les ténèbres et l'enfer. Du début à la fin de ces hostilités souterraines, on comptera plus de 500 conflagrations de gros calibres, 66 kilos d'explosifs au mètre carré. En quatre ans, les Français perdront 7000 hommes, les Allemands 8000. Un carnage. Ce siège souterrain relève davantage de la guerre psychologique que de l'offensive véritable. La canonnade perpétuelle rend fou les soldats.

« Nos boches envoient des tas d'obus, un peu de tout, un peu tout le temps, un peu partout. C'est ce qu'on appelle le tir... d'énerver », témoigne André Pézard dans « Nous autres à Vauquois ». Pas question de se résigner, encore moins d'abandonner. À partir de septembre 1916, l'infanterie décide d'aller encore plus profond, jusqu'à 40 mètres sous terre. Les assaillants sont déjà à 50 mètres... Les sapeurs du 1^{er} régiment sont désormais équipés de marteaux piqueurs. Mais les charges ennemis sont de plus en plus lourdes. En 1917, cette course sans fin et sans fond se poursuit inlassablement. L'objectif est d'aller de plus en plus loin et de faire un maximum de victimes.

Mais la situation se stabilise malgré tout et va même se figer. Au fur et à mesure que l'année passe, la lassitude, les effectifs insuffisants, atteignent le moral des troupes des deux côtés. Les travaux de construction s'arrêtent. L'objectif principal est désormais de neutraliser l'ouvrage de l'autre. En 1918, en prévision de la grande bataille finale, les Français envisagent la destruction totale des souterrains. Alors on bourre les fourneaux.

DU DÉBUT À LA FIN DE CES HOSTILITÉS SOUTERRAINES, ON COMPTERA PLUS DE 500 EXPLOSIONS DE GROS CALIBRE, 66 KILOS D'EXPLOSIFS AU MÈTRE CARRÉ. LES FRANÇAIS PERDRONT 7 000 HOMMES, LES ALLEMANDS 8 000. UN CARNAGE

La dernière charge française explose le 21 mars, la dernière allemande le 9 avril. Au cours de l'été, les deux armées renoncent à faire sauter la butte, qui n'est plus un enjeu stratégique. Le dénouement approche.

La libération de Vauquois est confiée à la 35^e division d'infanterie (D.I.) de l'armée des Etats-Unis, dirigée par le général Peter E. Traub. Ses hommes viennent en majorité du Kansas. L'officier reçoit l'ordre de relever la 73^e D.I. le 20 septembre. Il arrive sur la zone quatre jours plus tard. Quarante mille obus s'abattent sur ce qu'il reste du Mamelon blanc. La résistance allemande s'amenuise mais ne capitule pas. Cependant, avec seulement 25 hommes en état de combattre, ses heures sont comptées. Le 26 septembre à 16 heures, c'en est fini. Les Américains ont mis un point final à cette incroyable guerre des mines. Quelques-uns des anciens habitants de Vauquois reviendront s'établir au pied de la butte dès 1919, dans des cabanes

en bois. Il faudra attendre 1923 pour que soit reconstruite la première maison en pierre. En septembre 1937, le site est classé monument historique. Aujourd'hui, le village compte 24 habitants. Vauquois n'est pas mort pour la France. ■

Valérie Trierweiler

A lire : « La butte meurtrie. Vauquois, la guerre des mines, 1914-1918 », les Amis de Vauquois et de sa région.

« Nous autres à Vauquois », d'André Pézard, éd. la Table ronde.



DÉJEUNER MACABRE

Au calvaire de Villers-aux-Bois en mai 1915, la popote est un moment de répit. Et quand les cercueils vides arrivent avant la soupe, les mobilisés s'en servent comme d'une table, posant dessus leurs gamelles... en attendant que l'un d'entre eux peut-être y repose.

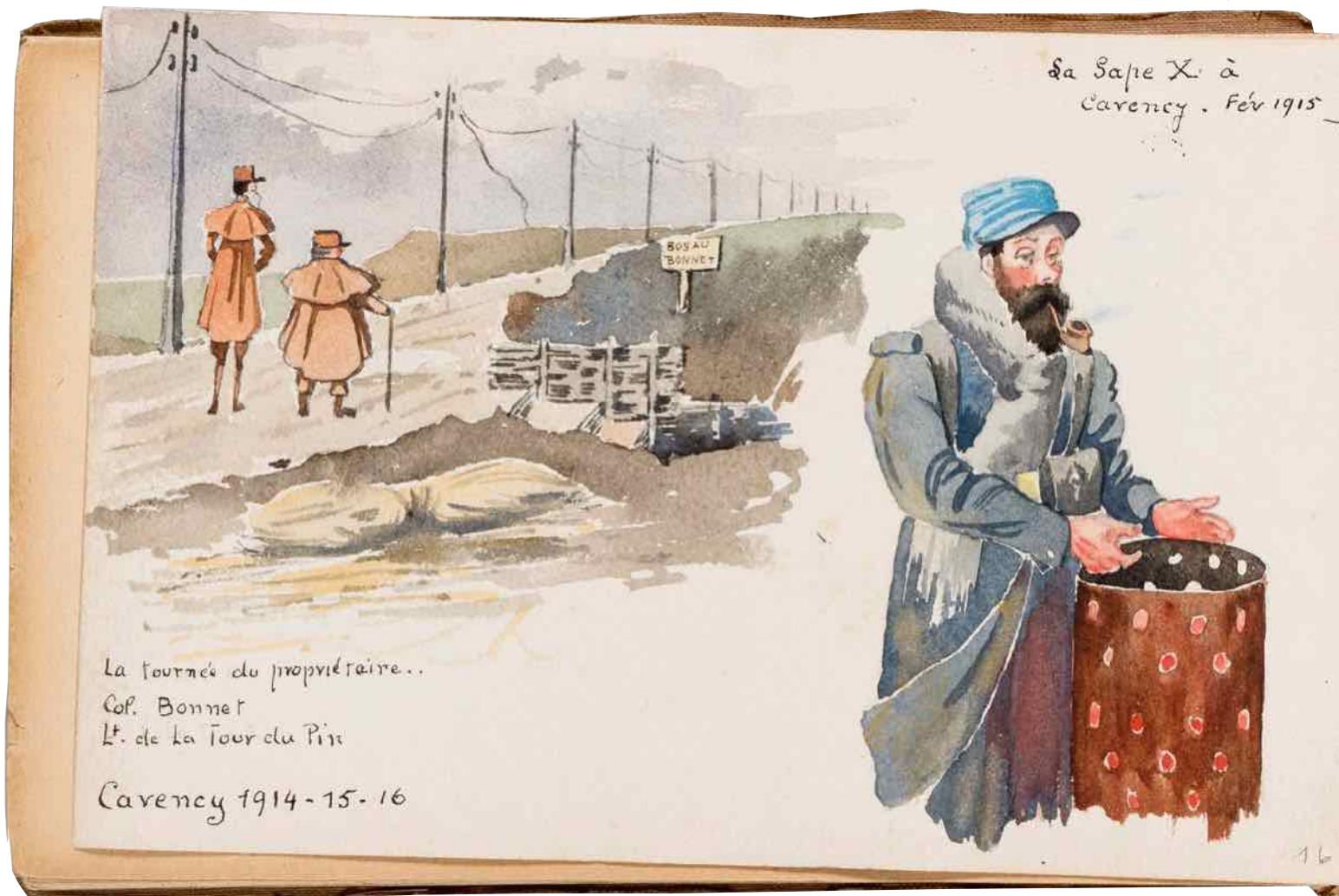
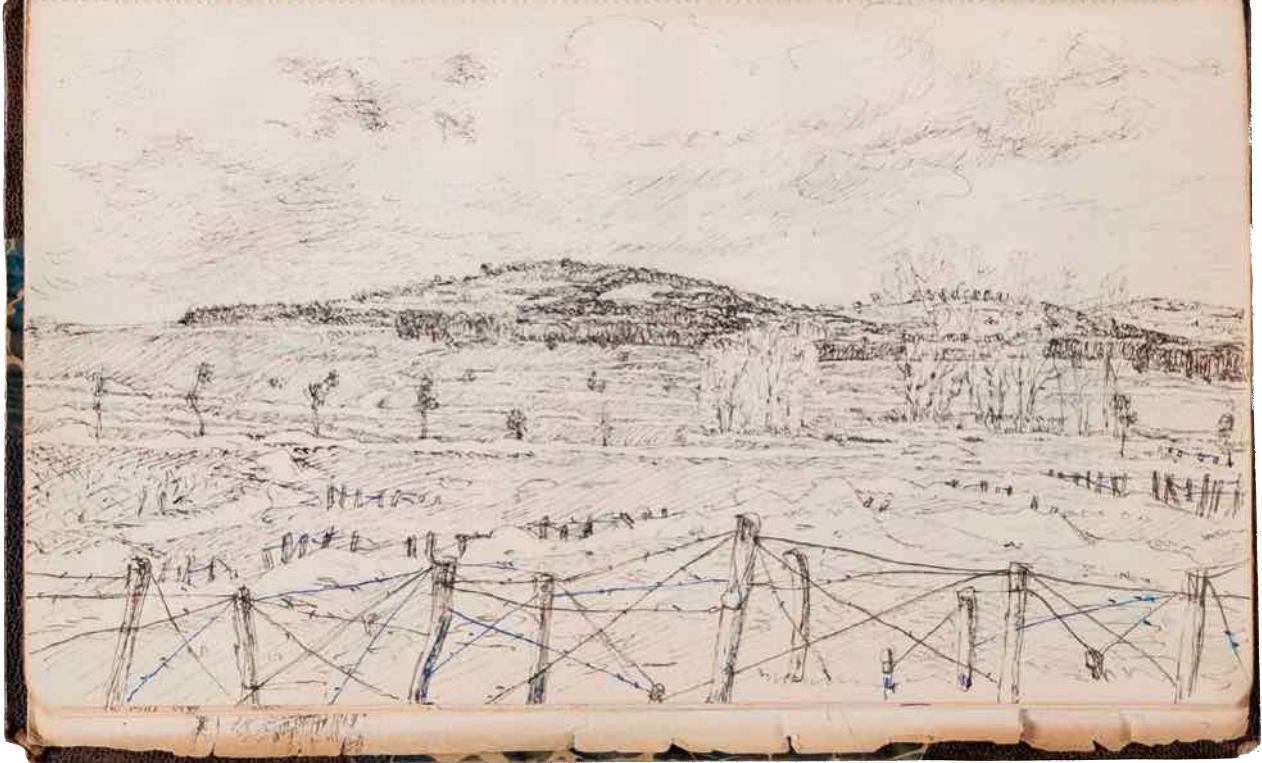


LA VIE MALGRÉ TOUT

PAR VALÉRIE TRIERWEILER

Ils ont peur, ils ont froid, ils ont faim. Tous se plaignent de leur propre saleté et des odeurs, pestilentielle. Les poilus sont en permanence confrontés au pire. Et le plus difficile reste de partager son quotidien avec la mort.

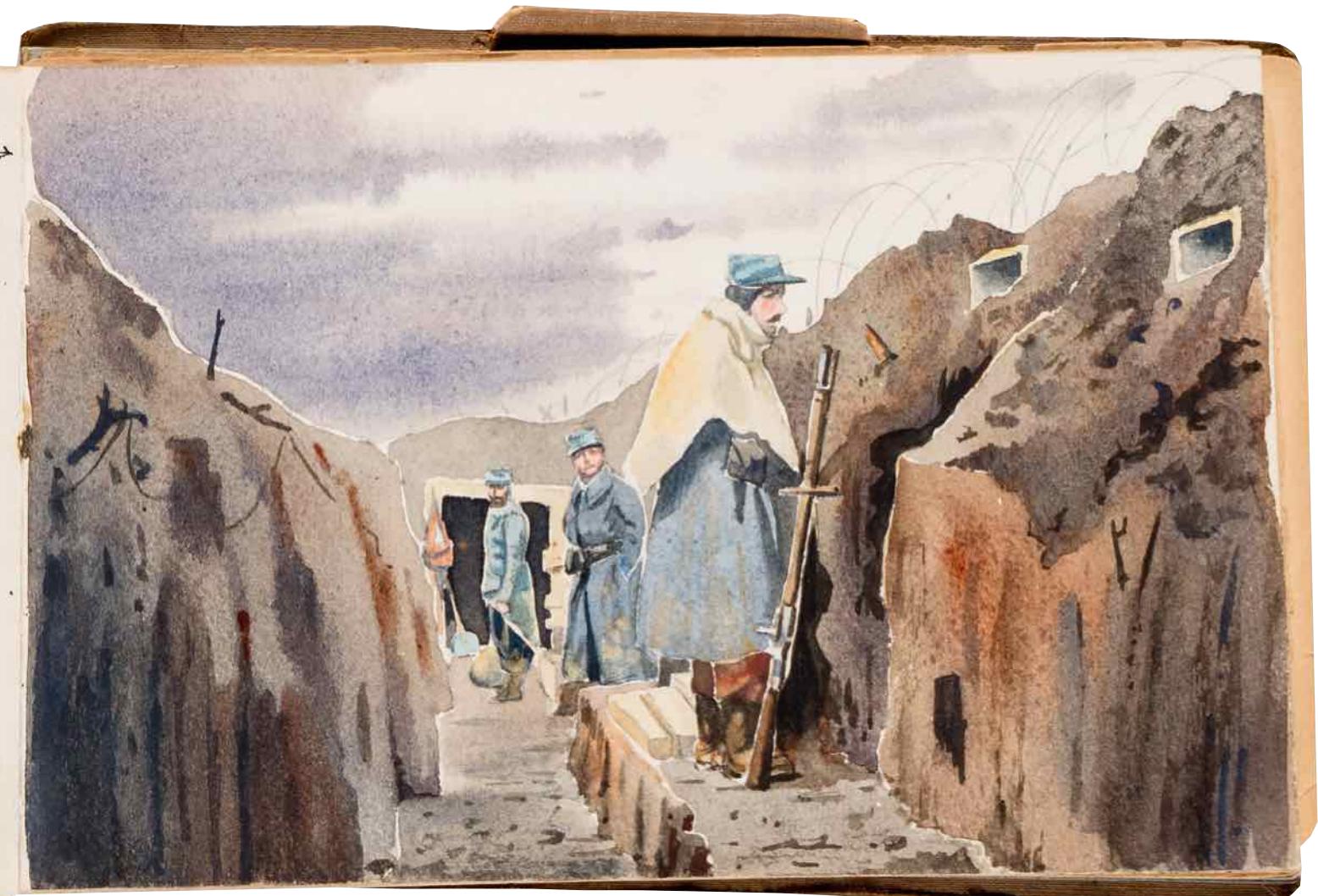
Ci-contre : dessin à la plume de Paul Diffloth représentant un champ de barbelés (1916).
Ci-dessous : le carnet d'aquarelles d'Hubert de Montbrison, stationné sur le front de l'Ouest, à Carenty, village occupé par les Allemands dès le mois d'octobre 1914, comporte 40 pages. Déposé aux Archives nationales, il nous renseigne sur les occupations des hommes entre les attaques.



DES TÉMOIGNAGES POUR L'HISTOIRE

Nombreux sont les soldats plongés dans l'horreur qui narrent au jour le jour, dans des carnets, le récit des batailles et leur vie qui n'en est plus une. Certains écrivent, d'autres peignent ou dessinent. Ces documents intimes nous apportent un éclairage précieux sur l'ampleur de leurs souffrances et leur courage. Au fil du temps, le calepin devient le confident, l'ami le plus proche qu'on retrouve le soir à la lueur d'une bougie.

En août 1917, dans le blockhaus de la section photographique et cinématographique de l'armée, créée en 1915, des hommes développent des photos. Dissoute en 1919, elle sera réactivée en 1939 et deviendra l'actuel Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD).





En 1915, en Champagne, les premières tranchées viennent d'être creusées. Les hommes sont en pleine séance d'épouillage à Perthes-lès-Hurlus, dans la Marne.



JOUER, SE LAVER, RIRE ENSEMBLE... LES MOMENTS DE TRÈVE

Il faut à la fois poursuivre les gestes d'avant et inventer ceux que la vie en communauté exige. Les soldats partagent tout. Quand ils ne sont pas au combat, que la canonnade leur laisse un peu de répit, ils tentent de concilier leurs besoins avec la rudesse des temps. On s'épouille entre camarades, on chasse les rats ensemble. Lorsque l'un reçoit un colis de victuailles, il n'est pas rare qu'il le partage avec ses frères d'arme. Jouer aux cartes, prendre un bain ou se faire tailler la barbe sont des priviléges, des instants de normalité volés à ces temps d'apocalypse.



Cette photo de propagande des services de communication de l'armée montre des soldats en train de remplir une baignoire dans une ferme à l'aide de la pompe à bras des pompiers réquisitionnée.





*A l'aide d'une brouette,
un soldat évacue du champ
de bataille le corps
d'un camarade tué,
le 27 septembre 1915,
en Champagne.*



Le 22 novembre 1916, au poste de secours du fort de Vaux, près de Verdun, que les Français viennent de reprendre aux Allemands.

SAUVER LES HOMMES, ENFOURIR LES CORPS

Des brancardiers, reconnaissables au brassard orné de la croix rouge qu'ils portent, déposent un blessé, qu'ils sont allés chercher en première ligne, à l'infirmerie. La bataille de Verdun fait rage en cette année 1916. Plus loin, un soldat transporte des croix en bois pour les tombes des tués. Là, c'est dans une fosse commune qu'on ensevelit les défunt, trop nombreux pour bénéficier de sépultures personnelles. La « corvée des morts » sera achevée lorsque leurs dépouilles seront recouvertes de chaux vive et de terre. L'horreur insensibilise petit à petit ceux qu'elle marque dans leurs esprits si ce n'est dans leur chair.



Un aumônier se tient au bord d'une sépulture collective, à Villers-aux-Bois (Marne).

UN LENDEMAIN DE PLOMB ET DE PAPIER

Les corvées sont continues. Elles ne cessent jamais. En attendant la reprise des combats, il faut nettoyer les armes, préparer les munitions, anticiper le prochain assaut. Penser guerre du matin au soir et du soir au matin. Mais l'intendance ne suit plus. Les moyens matériels ne sont pas suffisants au regard du nombre d'engagés sur le terrain. A la fin de la guerre, 70 millions d'hommes auront été mobilisés dans les deux camps à travers le monde. Autant de bouches à nourrir, de soldats à équiper, à transporter, à relever. La France ne possède que 5 100 mitrailleuses et 3 930 canons de campagne lorsque sonne le tocsin le 1^{er} août 1914. Dès la mi-septembre, l'armée a consommé la moitié de son stock d'obus. Il faudra attendre la fin de l'année 1917 pour que l'offre d'obus s'équilibre avec leur utilisation.



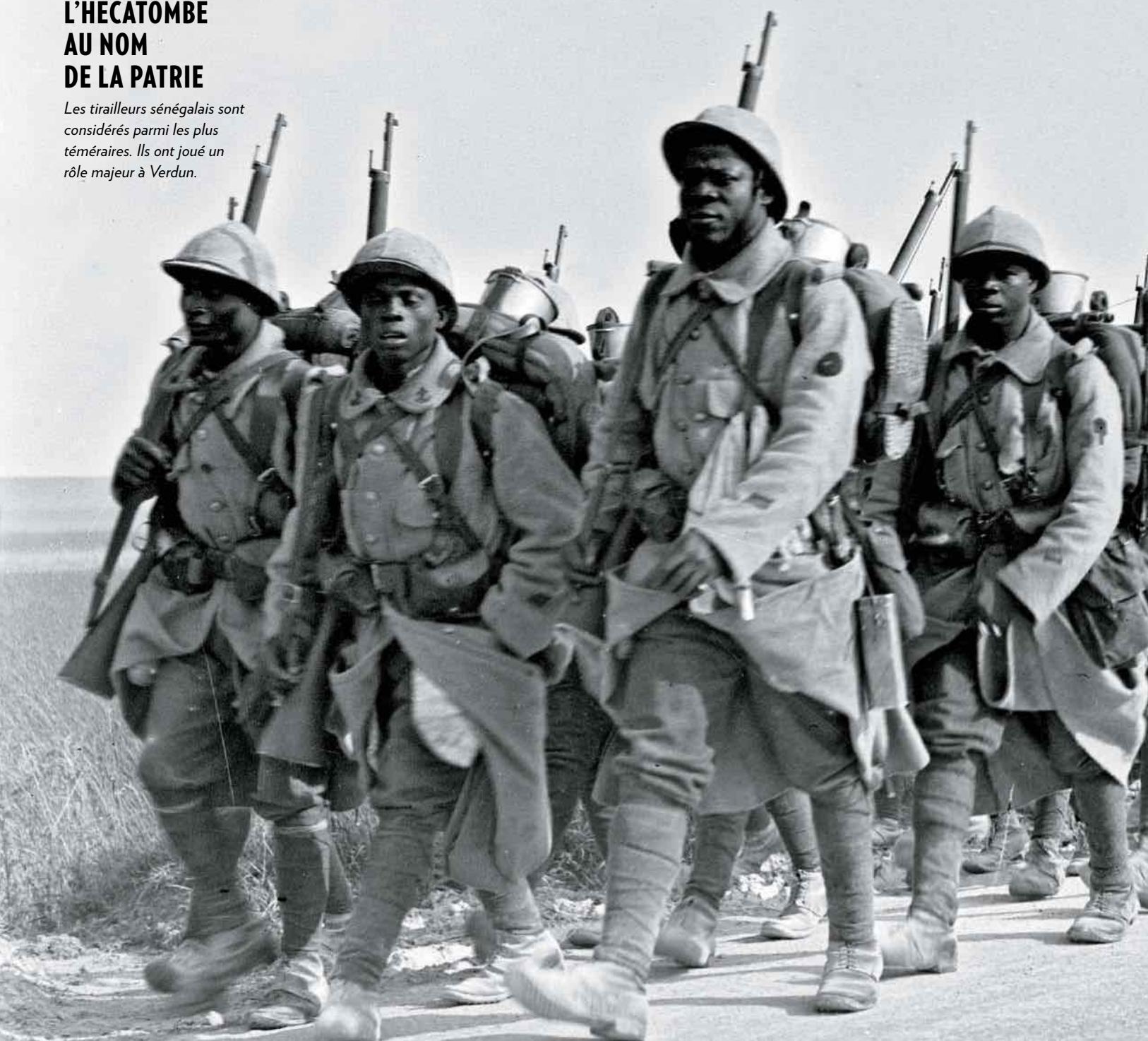
Le 19 avril 1915, dans les parties basses du fort de Douaumont, ces soldats rechargeant des bandes de mitrailleuse.



Ami Grivaz conservait, pliées contre son cœur, des lettres de son épouse Maria. Cavalier dans l'infanterie il est mort à Vaux le 25 août 1917 après avoir été grièvement blessé cinq jours plus tôt. Ci-dessus, son fascicule de mobilisation, le courrier que Maria, inquiète, lui avait écrit le 26 août, après avoir reçu des nouvelles de son infirmière, et la lettre de condoléances de Jeanne, la sœur du soldat, adressée à l'épouse.

EN ROUTE POUR L'HÉCATOMBE AU NOM DE LA PATRIE

Les tirailleurs sénégalais sont considérés parmi les plus téméraires. Ils ont joué un rôle majeur à Verdun.





VALEUREUX GUERRIERS VENUS D'AILLEURS

L'armée coloniale et l'armée d'Afrique sont venues renforcer le front européen à hauteur de 600 000 hommes, recrutés pour la plupart sur le continent africain. Il leur faudra attendre septembre 1917 pour obtenir l'égalité de traitement avec les métropolitains.

«Les zouaves ont été les meilleurs soldats qui soient»

PIERRE VERMEREN

PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE À L'UNIVERSITÉ PARIS-I PANTHÉON-SORBONNE

INTERVIEW VALÉRIE TRIERWEILER

Paris Match. Comment s'est faite la distinction entre les troupes coloniales et les troupes d'Afrique ?

Pierre Vermeren. C'est très simple. L'armée d'Afrique a été créée en 1834 en Algérie, elle est devenue par extension la deuxième armée française en Afrique du Nord, comprenant l'Algérie, la Tunisie, le Sahara puis le Maroc, alors que les troupes coloniales, appelées aussi troupes de marine, sont devenues "la troisième armée". Elles sont nées au Sénégal, se sont développées dans des régions d'Afrique (la "force noire") mais aussi en Indochine et dans d'autres pays d'Asie. Il s'agissait de deux modes de commandement différents.

Quand ces armées ont-elles été engagées dans la guerre ?

Elles l'ont été en deux temps. En 1911, le député Adolphe Messimy avait insisté afin que les indigènes musulmans soient appelés pour la conscription en Algérie. Le service militaire obligatoire y devient effectif entre 1912 et 1913. Le général Charles Mangin a également mené cette campagne pour la "force noire" au Sénégal. L'armée d'Afrique a été engagée dès le début du conflit puisqu'elle a participé notamment à la bataille de la Marne. La "force noire" est arrivée plus tard. Les Indochinois également.

Mais n'est-ce pas sur le front d'Orient que les Asiatiques ont d'abord été présents ?

Pas seulement. Ils ont surtout été requis en tant que travailleurs coloniaux sur le sol français. Ils étaient considérés comme meilleurs comme main-d'œuvre que

comme soldats. Des centaines de milliers d'entre eux étaient utilisés dans les usines et les champs. Les Africains noirs étaient, quant à eux, réquisitionnés en tant que soldats, les Maghrébins comme combattants et comme travailleurs.

Y avait-il une rivalité entre ces différentes armées ?

Non, car elles n'étaient pas mélangées. L'armée française était tellement gigantesque ! Les unités coloniales étaient cantonnées, avec une politique d'encadrement à tous les niveaux. Les unités se succédaient au front, elles se croisaient seulement. Il y avait une véritable volonté politique de ne pas mêler les différentes troupes. C'était déjà assez difficile entre les Algériens, les Tunisiens et les Marocains, tous n'avaient pas le même statut. Les Algériens, par exemple, étaient français mais indigènes. La vraie rencontre entre ces populations a eu lieu dans les usines de la région parisienne. Les autorités ne voulaient pas non plus que les coloniaux s'intègrent à la population française.

Ont-ils souffert de racisme ?

Non ce n'était pas la question. La situation coloniale induit une domination. Des gens ont le pouvoir et d'autres obéissent. L'armée est ambiguë pour cela, car elle est égalitaire. La relation n'est pas basée sur l'identité ethnique mais sur le grade. Un soldat indigène effectue le même travail qu'un poilu.

Le général Pershing, commandant de l'AEF, la force expéditionnaire américaine, aurait demandé que soient instaurées des mesures d'apartheid au sein de l'armée.

La France a refusé, mais y a-t-il eu discrimination ?

Il y avait une ségrégation chez les Américains qui n'existe pas dans l'armée française. Evidemment l'encadrement de l'armée d'Afrique était plutôt blanc mais avec des exceptions. Pendant la guerre, il y a eu beaucoup de promotions d'officiers coloniaux. Le petit-fils d'Abd el-Kader, par exemple était capitaine. On n'a pas cherché à reproduire le système colonial pendant les combats. En revanche, il y a eu une prise de conscience du nationalisme algérien pendant la guerre, dans les tranchées et les usines. C'est là qu'est née l'idée de l'Algérie en tant que nation. Il y avait donc davantage de prévention politique que de racisme à proprement parler.

Dans notre mémoire collective, nous songeons avant tout aux tirailleurs sénégalaïs et assez peu aux soldats d'Afrique du Nord, pourtant plus nombreux. Comment l'expliquez-vous ?

Les tirailleurs sénégalaïs sont ceux qui ont le plus frappé les esprits. La plupart des Français n'avaient jamais vu de noirs. Et leur présence a été survendue. Ils ont été présentés comme des sauveurs qui terrorisaient les Allemands. Aujourd'hui, depuis les indépendances, les Etats du Maghreb vivent leur participation au conflit comme une honte, une aliénation coloniale. Ce qui n'est pas le cas du Sénégal. Les tirailleurs ont, eux, gardé une image positive. Pour la France, commémorer la participation des Algériens reste une affaire compliquée. Même chose en Tunisie.



Ce «Portrait des zouaves» de Jules Gervais-Courtellemont, réalisé en 1914, est un autochrome – technique de photographie en couleur.

COMBIEN ÉTAIENT-ILS ?

175 000 Algériens
(dont 35 000 tués ou disparus)

40 000 Marocains
(dont 12 000 tués ou disparus)

80 000 Tunisiens
(dont 21 000 tués ou disparus)

180 000 Africains noirs
(dont 25 000 tués ou disparus)

41 000 Malgaches
(dont 2 500 tués ou disparus)

49 000 Indochinois
(dont 1 600 tués ou disparus)

La France a-t-elle su honorer ces combattants ?

Ils ont été couverts d'éloges, de médailles et de citations. Les armées les plus distinguées sont des troupes d'Algérie et du Maroc. Ces hommes ont également bénéficié d'une reconnaissance politique. Georges Clemenceau voulait donner la citoyenneté à tous les soldats algériens, mais seuls ceux qui ont été décorés l'ont obtenue, c'est-à-dire 40 000 hommes sur 175 000. Ils ont aussi décroché beaucoup de fonctions dans l'administration coloniale. Et la France a entrepris la construction de la Grande Mosquée de Paris dans les années 1920 pour honorer la mémoire des 70 000 morts musulmans.

Ces troupes ont-elles été utilisées comme la chair à canon ?

Pas plus que les poilus. Le taux de mortalité était quasiment le même. Il est légèrement supérieur pour les troupes d'Afrique, une armée d'élite, qui a immédiatement combattu en prenant tous les risques.

Comment se sont illustrés les spahis et les zouaves ?

Ce sont des troupes de l'armée d'Afrique, née au XIX^e siècle. Les spahis étaient les cavaliers de l'armée

ottomane, et les zouaves tenaient leur nom d'une armée kabyle presque entièrement massacrée lors de la conquête de l'Algérie. Ils sont passés au service de la France et ont été remarqués à Verdun. Mais il faut savoir que chez les zouaves, il n'y avait que des blancs, des Français d'Algérie. Ils étaient quelques milliers à composer cette troupe d'assaut d'excellence. Ils étaient les meilleurs, à l'image des commandos aujourd'hui. Le corps a été dissous en 1964, en même temps que l'armée d'Afrique.

En quoi la présence de ces troupes a-t-elle changé le rapport à la colonisation ?

Les élites indigènes en sont ressorties avec des priviléges, elles sont

restées loyales à la France. Parallèlement, s'est développée une conscience politique, mais sans doute davantage chez les travailleurs coloniaux. Les soldats n'avaient pas le droit de faire de la politique. La Goutte-d'Or est née comme quartier algérien pendant la Première Guerre mondiale et l'est restée, avec une population ouvrière qui s'y est ancrée. Les ouvriers se sont appuyés sur le sacrifice des soldats pour demander des droits. Ils ont commencé à en obtenir partiellement en 1920 suite à des promesses de Clemenceau.

Y a-t-il eu des rébellions ou des actes d'insoumission ?

Pas que l'on sache. Les coloniaux étaient étrangers à la réalité européenne, ils venaient d'un autre monde. C'étaient des gosses qui descendaient de leur montagne, des jeunes ruraux qui comprenaient à peine le français. Les Africains avaient quelque chose de chevaleresque, ils se battaient sans discuter, obéissant aveuglément à leurs chefs. Il n'y a eu aucune reculade. Ils faisaient l'admiration du commandement français, c'est pour cette raison qu'ils ont été couverts de médailles. C'étaient les meilleurs soldats qui soient. ■



ON LEUR CONFIE LE FAÇONNAGE DES ARMES

Dans les fabriques, la main-d'œuvre féminine a afflué, notamment dans l'industrie chimique et le travail des métaux.

Ici, en janvier 1916 dans la Loire, des soudeuses achèvent le ceinturage d'obus. On les surnomme les « munitionnettes ».



FEMMES SUR TOUS LES FRONTS

Dès le 7 août 1914, elles sont appelées en renfort pour remplacer les hommes à tous les postes. Au champ ou à l'usine, filles, mères et épouses se retroussent les manches pour l'effort de guerre.



Jardinier
dans un square
au Louvre.
Juin 1917.



Factrice du
service des
postes parisiens.
Juin 1917.



Porteuse de
journaux à vélo.
Juin 1917.

ELLES TIENNENT LA CADENCE ! LEUR BATAILLE, C'EST LE TRAVAIL

Aucun corps de métier ou presque n'échappe au courage des femmes. En quatre ans, 60% des actifs sont mobilisés et il faut les remplacer. Chefs de famille en l'absence des maris, elles doivent subvenir aux besoins du foyer, l'allocation versée aux épouses de soldats ne suffit pas. Elles deviennent alors factrices, soudeuses, conductrices de tram, agricultrices... La guerre a permis à la France de découvrir sa part féminine et ce dont celle-ci était capable. Mais ce premier grand pas vers l'émancipation ne durera pas. A leur retour, les hommes voudront retrouver leur place et remettre les femmes à ce qu'ils estiment être la leur.

Dans l'Oise, en 1917, les chevaux
ont été réquisitionnés et les
femmes tirent elles-mêmes la
lourde herse pour aérer la terre
labourée avant les semaines.





Une wattwoman – conductrice de tram électrique – et une receveuse sur la ligne desservant Montparnasse, en 1917.

La France découvre ses filles

PAR VALÉRIE TRIERWEILER

Marie espérait une lettre de son mari, depuis des semaines. Mais pas celle-ci. Camille a été enrôlé dans le régiment de Saumur, il y a déjà presque neuf mois. Nous sommes le 22 mars 1915 et le maréchal des logis Gautier, matricule 1477, né le 8 octobre 1881, lui annonce qu'il n'a pas obtenu sa permission. L'épouse de 34 ans est déçue, elle restera seule cette fois encore avec ses deux enfants, Odette et Simone, 9 et 6 ans, à Montreuil-Bellay, petite bourgade de Maine-et-Loire. Comme beaucoup, elle doit assumer seule la charge de la famille. Pour elle, il n'est pas question de prendre la place de son mari. Sa profession ne le permet pas, il est peintre en bâtiment. «Pensez-vous ! Ce n'est pas un métier de femme.» Les tickets d'alimentation ne suffisent pas. L'angoisse la tenaille, il faut nourrir les filles, surtout après la perte du petit Jean, mort de la coqueluche le 2 novembre 1913. Il n'est pas imaginable de perdre un autre enfant. La douleur a été si grande. Pour gagner un peu d'argent, Marie Gautier va faire des ménages chez les bourgeois d'à côté, juste de quoi acheter quelques miches de pain.

Camille survivra à la Grande Guerre, et même à la première bataille de Verdun. Il ne rentrera qu'en 1918 du 7^e régiment de hussards, exsangue mais avec un certificat de bonne conduite rédigé sur proposition de son capitaine : «Camille Gautier a tenu une bonne conduite le temps qu'il est resté sous les drapeaux et qu'il y a constamment servi avec honneur et fidélité.» Ainsi, Marie récupérera son époux. Ensemble, ils réussiront même à ouvrir une petite entreprise de peinture après-guerre. A la mort de Marie, les deux filles, Odette et Simone, ne se marieront pas pour rester auprès de leur père affaibli et veiller sur

lui. Toutes les Françaises n'auront pas la chance de voir leur homme revenir du front. La plupart doivent se débattre dans les affres d'un quotidien harassant pendant que le poilu se bat, lui, contre l'ennemi. A la douleur de voir partir un époux, un fils, un frère ou un père, s'ajoute le vide. Les femmes doivent leur succéder dans leur travail tant la main-d'œuvre fait défaut. Il n'y a que des grands blessés et des mutilés qui rentrent avant la fin du conflit.

Cinq jours après l'entrée en guerre de la France, le gouvernement met en place une allocation pour les femmes de mobilisés. Dès le 7 août, les affiches du recrutement lancé par les préfectures, au nom du président du Conseil, René Viviani, fleurissent un peu partout : «Avis aux femmes françaises. Debout donc femmes françaises, filles de la patrie. Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur les champs de bataille. Il n'y a pas dans ces heures graves de labeur infime. Tout est grand qui sert le pays.» Alors les femmes remplacent. Les paysannes sont les premières à prendre la relève aux champs afin d'assurer la récolte, ensemencer la terre et nourrir les bêtes. Tout le monde est convaincu que les hommes seront bientôt rentrés. Mais il faudra patienter encore trois longs hivers et trois récoltes...

Parce qu'elles n'ont pas le choix, mères et filles vont labourer et moissonner, leurs longues jupes balayant la terre. Elles se mettent à conduire les charrues et à diriger les exploitations. La plupart d'entre elles avaient déjà l'habitude d'aider, mais se substituer, ça non, jamais. Il faut non seulement remplacer les hommes mais aussi parfois les bœufs quand les bêtes ont été réquisitionnées. Quel que soit leur âge, les femmes

ramassent les pommes de terre, manient la faux et battent le blé. Les mains ont commencé à se dessécher presque autant que les coeurs quand chacune a compris que la guerre allait s'éterniser.

Fin 1914, après cinq mois de conflit à peine, la France compte déjà 300 000 morts et 600 000 blessés. Très vite, le pays doit relancer son industrie qui a perdu tous ses ouvriers. On manque de stocks et de munitions. En 1917, il faut produire 300 000 obus par jour contre... 4 000 en 1914. La cadence ne fait que s'accélérer.

LES JOURNÉES DE LABEUR SONT INTERMINABLES

En quatre ans de combats, ce sont 60 % des actifs qui doivent quitter leur poste de travail. Le pays a plus que jamais besoin des femmes, et celles-ci doivent trouver de l'argent. L'allocation ne suffit pas, elle ne permet pas d'acheter de la viande, tout est devenu tellement cher. Alors certaines entreprises engagent systématiquement les épouses des soldats, qui touchent ainsi le salaire du chef de famille. Pour les autres, ce n'est pas si simple. Il n'est pas rare qu'une centaine de candidates se présentent pour une annonce. Les usines de guerre font le plein, les femmes se précipitent afin d'occuper ces emplois bien rémunérés. Les nouvelles ouvrières ne sont pas formées, cela viendra à la tâche, tout s'apprend. Les journées sont longues, il faut travailler dix à douze heures durant, sept jours sur sept, confier les gosses à une voisine ou à une grand-mère. Les gestes sont minutieux et répétitifs. Pour combler les douilles, on s'aperçoit que ces dames remplissent la fonction à merveille. On leur donne le surnom



Vérificatrice de becs Auer pour la Compagnie parisienne de gaz.
Juin 1917.



Automobiliste.
Paris, juin 1917.



Garde-voie de la gare du Nord.
Juin 1917.

de «munitionnettes», certaines «obusettes» osent même porter la salopette de travail, les cheveux relevés en chignon ou camouflés sous un fichu. Les forgeonnes travaillent avec les lunettes de soudure, comme les hommes. Il n'y a que celles qui fabriquent les caillebotis pour les tranchées qu'on ne sait pas nommer.

La femme ordinaire devient extraordinaire, elle s'émancipe. Elle conduit des locomotives, des tramways et des autos, serre des boulons, porte du charbon et ramone les cheminées. Pour la première fois, une majorité d'entre elles s'échappe du foyer. Ce n'est pas pour déplaire à certaines. Et puis, il y a celles comme Paulette qui deviennent infirmières après une rapide formation. «Les anges blancs» sont souvent issus de milieux favorisés. Elles sont 23000 diplômées réparties dans 750 hôpitaux. En 1914, la Croix-Rouge dispose d'un réseau de 250000 adhérentes. A l'appel de l'organisation médicale, des milliers de femmes de tous âges ont accouru. Il

arrive qu'elles soient trop nombreuses dans ces hôpitaux de fortune et les plus aguerries sont envoyées dans les postes de secours au plus près des combats. A Verdun, on en compte six, qui travaillent sous la mitraille, dans le bruit des obus et le risque perpétuel. Ce n'est pas comme à l'arrière. Paulette refait un bandage pour la troisième fois de la journée. Peut-être n'était-ce pas nécessaire, mais le soldat à la main arrachée ne rechigne pas à ce qu'on s'occupe de lui...

La guerre s'enlise et des femmes sont désormais réquisitionnées, les volontaires ne suffisent plus. Les classes supérieures épargnées au début doivent s'y mettre elles aussi. Dans les petites villes, certaines s'improvisent institutrices. Une fois l'école terminée, elles peuvent aussi prendre la place du maire ou du conseiller, au front eux aussi. Les journées sont sans fin pour celles qui pallient l'absence des hommes. ■

«*Les femmes au temps de la guerre de 14*», de Françoise Thébaud, éd. Payot.

DES DESTINS HÉROÏQUES

Louise de Bettignies est sans doute la plus emblématique des héroïnes de guerre. Originaire de Lille, elle a 34 ans en 1914 et a reçu une solide éducation. Elle a étudié à Oxford et parle l'anglais, l'allemand et l'italien. Dès la déclaration de guerre, elle décide d'entrer en résistance. Elle prend le nom d'Alice Dubois pour faire passer des lettres, espionner l'ennemi et transférer des hommes en zone libre. Louise sait se travestir en lingère ou en marchande pour ne pas se faire repérer. En août 1915, elle est à la tête d'un réseau de 250 agents, le plus important jamais dirigé par une femme. Elle apprend l'offensive de Verdun et en informe l'état-major français, qui ne prend pas au sérieux son information. Arrêtée par les Allemands en octobre 1915, elle est condamnée à mort. En définitive, sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Détenue à la forteresse de Siegburg, près de Cologne, elle meurt le 27 septembre 1918.

Louise Thuliez, institutrice, ravitaillait des soldats français et anglais cachés dans le Nord puis les aidait à fuir vers la Hollande. Elle aussi sera arrêtée mais survivra à sa captivité. Elle en sortira avec la croix de guerre.

Marie Marvingt était pilote émérite. Comme l'armée française n'accepte pas de femmes dans ses unités combattantes, elle se déguise en chasseur alpin pour rejoindre un régiment dans les tranchées. Découverte et exclue, elle intègre finalement l'armée dans les Dolomites, en Italie. Après avoir été infirmière de guerre, elle reprend le pilotage. Elle bombardera une caserne allemande à... Metz! V.T.

Une infirmière monte à bord d'un train sanitaire arrêté à Monthairons, au sud de Verdun, au cours de l'année 1916.



COMME SI LES COMBATS NE SUFFISAIENT PAS...

Les hommes devront attendre presque une année avant les premières permissions. Et encore, ce n'est qu'en février 1916 qu'elles se généralisent. Rien ou presque n'a été anticipé pour faire face à l'afflux massif de soldats rentrant chez eux.





LA PLUS GRANDE CATASTROPHE FERROVIAIRE FRANÇAISE

On n'a jamais pu établir le nombre exact de victimes, mais on estime que près de 800 soldats, partis d'Italie et impatients de regagner leurs foyers en cette veille de Noël, ont péri dans l'accident du train fou à Saint-Michel-de-Maurienne, le 12 décembre 1917.

Des permissions au compte-gouttes

Quand ils quittent leur foyer, les soldats n'imaginent pas que le conflit va durer. L'état-major non plus, qui promet une guerre courte. Rien n'est prévu pour le retour au foyer. A l'arrière, femmes et enfants ne sont souvent pas préparés à retrouver ces hommes usés, rendus différents par l'expérience du feu.

PAR CAROLINE FONTAINE

A son retour définitif, bien sûr que tout avait changé. A commencer par lui, à cause de son goût prononcé pour la bouillie, héritage des années de tranchées. Le souvenir de cet homme, que l'horreur et la violence avaient fait autre, a été effacé des mémoires familiales. « Mort de boisson », c'était la seule chose que l'on connaissait de lui. Ni prénom ni date de naissance. Rien. Le grand-père de Jean-Yves Le Drian, avait disparu de l'histoire. Et quand son petit-fils, alors ministre de la Défense a parcouru les champs de bataille, au gré des commémorations de la Première Guerre mondiale, il l'a fait sans savoir que le père de son père y avait combattu. Joseph François Le Drian – c'était son nom – journalier, docker de profession, était un authentique héros : « Soldat extrêmement courageux, dont la bravoure ne s'est pas démentie pendant les durs combats du 8 au 14 juin 1918 »,

dira le général de division Marchand dans la citation qui lui accorde la croix de guerre avec étoile d'argent. Mort le 30 septembre 1928, Joseph appartenait au 52^e régiment d'infanterie coloniale (devenu le 2^e Rima, le régiment le plus décoré de l'armée française), qui fut de toutes les grandes batailles : de Verdun à la Champagne en passant par les Dardanelles. Au terme de la guerre, il avait perdu 20000 hommes.

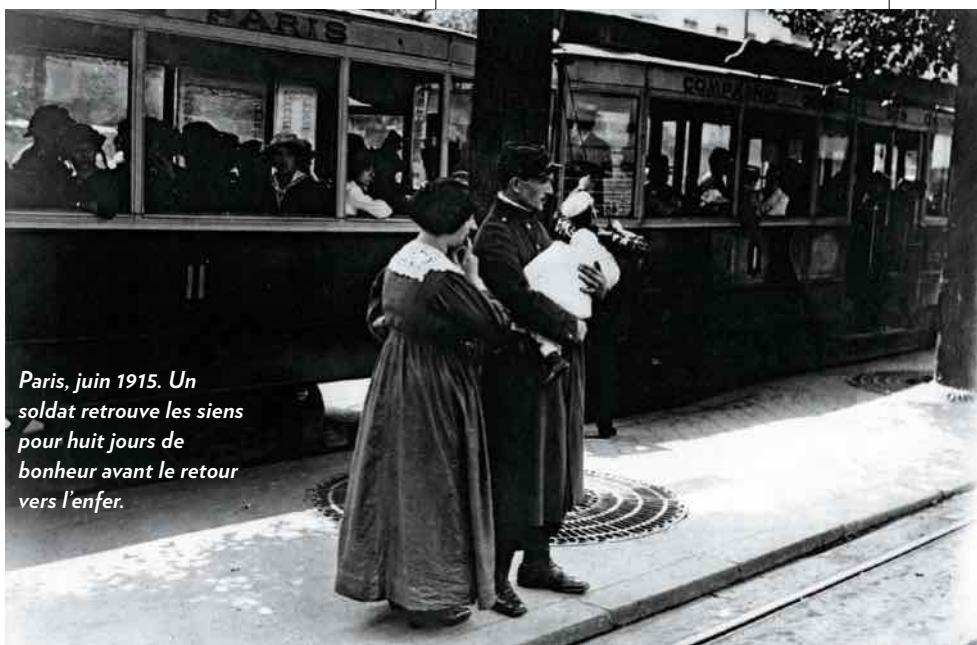
Longtemps après, en 2016, quand un livre a dévoilé cette histoire ⁽¹⁾, les Le Drian se sont mis à interroger les anciens, fouiller dans les archives et les vieux albums. « Il a été gazé et je viens d'apprendre qu'il avait perdu ses dix frères pendant cette guerre », nous avait confié le ministre. Pas étonnant, du coup, la boisson... Mais ce qui nous intéresse ici, c'est ce que les archives militaires ont révélé : le père du ministre a été conçu à l'occasion d'une permission accordée pour « avoir aidé son sergent à rapporter le corps d'un sous-officier tué sur un

terrain battu par les mitrailleuses » en juin 1918. Une vie pour un mort. Sans la récompense de cet acte de bravoure – un court retour au foyer – l'histoire aurait été bien différente.

La permission. Cette coupure tant attendue, tant espérée, qui arrive si tard et qui est si courte. C'est « la grande préoccupation des combattants », rappelle l'historienne Emmanuelle Cronier ⁽²⁾, la respiration du soldat, celle qui lui permet de retrouver ses proches, de reprendre le cours de sa vie d'avant.

LA CRAINTE DE L'INFIDÉLITÉ MINE LES RELATIONS

« Dans le hall, au milieu de nous tous, un grand gars marchant très vite me devança. Avant de s'engager dans l'escalier de sortie, il s'arrêta un moment, regardant de tous côtés. Se détachant de la foule, une jeune femme cria son nom d'une voix poignante, et dans un immense élan se jeta sur sa poitrine. Il la saisit à pleins bras, furieusement, l'enveloppant de ses grands bras avides. Suspendue à son cou, le serrant éperdument, elle appuya si fortement sur l'arrière de son casque que celui-ci tomba et rebondit avec fracas sur les marches. [...] Indifférents à tous, ils étaient immensément seuls ⁽²⁾. » Les retrouvailles sont rêvées par les combattants, mais il est rare qu'elles se déroulent aussi bien que celle décrites par le soldat Jean-François Durand, débarquant à la gare du Nord... La place du soldat, absent trop longtemps, a changé, et avec elle celle des membres de son entourage. « Avoir eu tant de mal à chasser le boche de ma tranchée. Et trouver ma belle-mère installée dans mon appartement ! »



caricature, en septembre 1917, «Le Canard enchaîné»⁽²⁾.

La crainte de l'infidélité des épouses mine souvent les relations conjugales. Les registres de police fourmillent d'histoires de poilus surprenant celles qu'ils aiment dans les bras d'un autre. Ainsi, à l'occasion d'une permission, l'artilleur Le Fort se présente au domicile de celui qu'il sait être l'amant de sa femme. Ce dernier ouvre et Le Fort le tue de six coups de revolver. Il sera acquitté «sous les applaudissements du public»! La défense avait plaidé que «prendre la femme d'un poilu expose l'homme qui s'en rend coupable à une sorte de risque professionnel»⁽²⁾.

DEUX MONDES PARALLÈLES : LE FRONT ET L'ARRIÈRE

Le combattant lui-même est parfois devenu méconnaissable. «Pendant toute la durée de la guerre, il n'a eu que trois permissions, raconte Pierre Joxe, ancien ministre de François Mitterrand, à propos de son grand-père Auguste. Lorsqu'il est rentré, la première fois, dans leur pavillon de Bourg-la-Reine, la famille s'est attablée autour d'un repas. A la stupéfaction générale, il a empoigné la bouteille de vin posée devant lui et s'est mis à boire au goulot! Ma grand-mère ne s'est pas démontée et lui a dit : "Mais enfin, Auguste, où vous croyez-vous?" Il a, paraît-il, reposé la bouteille⁽¹⁾. » La scène illustre bien la séparation entre deux mondes parallèles, celui du front et celui de l'arrière, deux univers aux codes différents. Auguste oublie un instant les usages devant sa famille médusée par le «changement» que la guerre a opéré sur ce monsieur d'ordinaire gentil, bien élevé et infiniment poli.

De nombreux poilus éprouvent ainsi d'énormes difficultés à se reconnecter à leur entourage. Le retour au foyer est synonyme de tensions et de déception. Cela l'est d'autant plus qu'ils ne tiennent au front que dans l'espoir d'une proche permission qui, face à l'horreur de la guerre, assure au soldat de rester en vie au moins ces quelques jours. «Maintenant que je vais partir, écrit le soldat Jean-François Durand, tâcher d'oublier toutes ces visions monstrueuses et cette permission que je serre sur ma poitrine est un brevet de vie pour quelque temps⁽²⁾.» ■



LA MORT AU DERNIER TOURNANT

C'était quelques jours avant Noël 1917. Des soldats français envoyés en renfort sur le front italien avaient, en récompense de leurs efforts, obtenu quelques jours de répit. Il faut dire qu'ils étaient épuisés, eux qui, pour la plupart, avaient, avant l'Italie, connu les terribles tranchées de l'est de la France. Un immense train, long de 350 mètres, composé de 17 voitures en bois, avec à son bord près de 1 200 hommes quitte la ville italienne de Bassano del Grappa, le 11 décembre 1917.

A l'époque, le trafic des permissionnaires en France est tel – en moyenne 45 000 soldats par jour – qu'un système spécial a été mis en place : des trains gratuits ne respectant pas toujours les règles de sécurité, sans aucun confort, dans lesquels s'entassent les hommes souvent debout pour de très longs trajets. «Du bétail serait mieux traité, s'indigne même le député radical Lauraine, car on craindrait l'intervention de la LPA (Ligue de protection des animaux)!»⁽²⁾

A bord, pourtant, ce 11 décembre 1917, l'heure est à la joie, on chante «On reverra Paname...». Etre bientôt chez soi, dormir dans un lit, pouvoir se laver, s'habiller chaudement, et la famille... Voilà déjà un jour qu'ils sont partis. Après une pause en gare de Modane, le train s'ébranle à 22 h 47 et descend en direction de Saint-Michel-de-Maurienne. Le dénivelé moyen est très fort – 22 pour mille, parfois même 30 pour mille.

Trop lourd, l'immense convoi ne peut freiner correctement et prend une vitesse excessive. Il dépasse les 120 km/h – au lieu des 45 km/h réglementaires – et devient vite incontrôlable. L'unique locomotive ne peut rien pour retenir l'attelage de plusieurs centaines de tonnes. Dans les virages, des voitures déraillent, la motrice se détache et file vers la gare. Le wagon de tête quitte les rails et s'écrase contre un mur. Les autres viennent s'encastrer dans un enchevêtrement de bois, de ferrailles, de chairs broyées, qui bientôt s'embrase. Quatorze voitures sont entièrement détruites.

Il faudra cinq jours, dans un froid glacial, pour extraire les corps – mais tous ne seront pas retrouvés – et rendre à nouveau la ligne praticable. Le bilan «officiel» est de 424 victimes. Mais le 13 décembre au matin, seuls 183 hommes ont répondu présent à l'appel. La plus importante catastrophe ferroviaire en France est longtemps restée méconnue : dès la nuit du drame, l'état-major intervient auprès du service officiel de la censure, à Paris, et le fait classer secret défense. On ne connaîtra jamais le nombre exact de ces morts – probablement autour de 800 – sur la route de la «perm». C.F.

1. «Mon grand-père était un poilu. Dix politiques livrent leurs secrets de famille», de Caroline Fontaine et Laurent Valdiguié, éd. Tallandier.
2. «Permissionnaires dans la Grande Guerre», d'Emmanuelle Cronier, éd. Belin.

Chapelant est dressé sur son brancard à la verticale et attaché contre un pommier

PAR GUILLAUME DE MORANT

Le 11 octobre 1914, à 9 heures du matin, dans la cour du château des Loges, à Beuvraignes, dans la Somme, le brancardier Sabatier ligote le sous-lieutenant Chapelant à sa civière. Grièvement blessé à la jambe par une balle allemande, hurlant de douleur, le condamné est dressé sur son brancard à la verticale et attaché contre un pommier. Un adjudant lui bande les yeux, l'aumônier Lestrade lui fait baiser le crucifix. Le lieutenant-colonel Didier, chef de corps du 98^e régiment d'infanterie, excité par la boisson, se promène à grands pas en vociférant des injures. L'officier supérieur est connu pour ses accès de colère et son mépris des hommes. En juillet 1915, il sera relevé du front et muté à l'intendance, à Versailles, par Joffre qui le soupçonne d'avoir sacrifié 1400 soldats dans les Ardennes, au bois de la Gruerie. Chapelant ne sera pas sa dernière victime. Le peloton d'exécution surgit d'un bosquet, s'aligne. Douze balles claquent. Le corps de Chapelant est emporté à la fosse commune. Le prêtre, pleurant à chaudes larmes, récite la prière des morts et s'écrie : « On vient de fusiller un innocent ! »

Cette scène a inspiré « Les sentiers de la gloire », le film de Stanley Kubrick. Mais la réalité dépasse la fiction. Deux jours avant, Jean-Julien Chapelant, engagé volontaire, élevé au grade de sous-lieutenant, que l'on croyait disparu dans la bataille, est revenu des lignes

allemandes. Il a rampé sur plus de 1 kilomètre, une balle dans le genou. Sous un violent bombardement, quand son capitaine a été tué net par une rafale, Chapelant a été le dernier à mitrailler les Allemands. Et s'il a été fait prisonnier, c'est une fois blessé, à court de munitions et après avoir donné l'ordre de se battre au mousqueton ! Mais son chef convaincu qu'il s'est rendu sans combattre déclare : « Tu es un lâche. Je vais te faire fusiller pour l'exemple. » Il le fait traduire sans délai devant un conseil de guerre, qui le condamne à la peine de mort pour « capitulation en rase campagne ».

Depuis cent ans, ce jugement expéditif hante les mémoires. Il n'est pas le seul. « On compte 953 cas de fusillés entre 1914 et 1918, dont beaucoup sont scandaleux », explique l'historien Frédéric Mathieu. « Il y a eu 40 réhabilitations après la guerre, puis plus rien jusqu'au 9 novembre 2012, quand le sous-lieutenant Chapelant a bénéficié de la mention "mort pour la France". Ce n'est pas une réhabilitation dans le sens où les révisions de son procès n'ont jamais abouti, mais c'est le seul geste de la France pour l'un de ses soldats depuis les années 1930. On peut même dire qu'il est "juste" sur le plan moral, mais illégal au sens juridique. »

Dans le cas Chapelant, l'idée de l'erreur judiciaire est née très tôt. Avant l'exécution, ses camarades sortent des tranchées pour protester. Menacés du même sort, ils rentrent bien vite dans

le rang. En 1919, sous la pression des anciens combattants, le nom de Chapelant est gravé sur le monument aux morts d'Ampuis, dans le Rhône, son village natal. En 1924, un livre écrit par le secrétaire de mairie Gabriel Trancy évoque publiquement la terrible injustice et une manifestation réunit des centaines de personnes autour du forgeron du village, Joannès Chapelant, le père du sous-lieutenant : « Ce n'est pas un chien, aidez-moi à retrouver son corps. » Sa mère mourra de chagrin, son père passera le restant de sa vie à ce combat, consacrant toutes ses économies aux deux procès en réhabilitation intentés en vain.

SON CORPS AURAIT PEUT-ÊTRE ÉTÉ RETROUVÉ

Christian Rollat, un écrivain local, a publié une enquête détaillée, et grâce à lui une stèle, officiellement inaugurée le 18 octobre 2014, a été érigée sur les lieux de l'exécution. Selon lui, la vérité est simple. Après 154 morts en une semaine de combats acharnés, les hommes du 98^e régiment d'infanterie sont découragés, proches de la mutinerie. « On a voulu faire un exemple, et aussi montrer qu'on ne fusillait pas que la troupe », raconte l'auteur. De fait, Jean-Julien Chapelant est un des rares officiers fusillés, avec le commandant Wolff. « La vérité, c'est que Chapelant a été exécuté sur ordre de son supérieur. Personne n'a écouté ses dénégations, personne n'a vérifié les faits. »

Les archives sont édifiantes. Son chef influence le président de la cour martiale : « Vous entendez, Gaube, il faut me le fusiller ! » Puis Didier, réalisant que Chapelant est blessé, en référence au général Demange, commandant la division. La réponse fuse : « La justice doit suivre son cours. Vous trouverez demain, avec l'aide de votre médecin, le moyen de mettre debout ce malheureux avant de le faire tomber. » Autre monstruosité : les aveux sont fabriqués de toutes pièces, datés de six jours après l'exécution.

Le sous-lieutenant Chapelant sera-t-il un jour réhabilité ? Il faudrait un élément nouveau, un cadre législatif qui n'existe pas aujourd'hui. Pour la famille, cette histoire reste un scandale : « Il y a eu un gradé qui avait beaucoup bu, tout ça se passait en haut lieu », se désole Josette Jasmin, sa petite-nièce. « Depuis le début, c'est l'histoire du pot de terre contre le pot de fer. L'armée n'a jamais voulu reconnaître son erreur, c'est la grande muette. » Christian Rollat est convaincu d'avoir retrouvé le corps au cimetière de Conchy-les-Pots dans l'Oise : « Dans un carré civil et anonyme, comme tous les fusillés pour l'exemple. » Une hypothèse prise au sérieux par l'association du Souvenir français : « Les autorisations sont en cours. Nous allons exhumer le corps et procéder à des tests ADN, il faut que le devoir de mémoire s'exerce jusqu'au bout », assure son président Serge Barcellini. ■

A lire : « 14-18, les fusillés », de Frédéric Mathieu, éd. Sébriot.



VERS LA RÉHABILITATION, UN SIÈCLE APRÈS ?

Ci-dessus, la stèle à la mémoire de Jean-Julien Marius Chapelant près du monument aux morts du Bois-des-Loges, dans l'Oise. En médailon : pendant les grandes manœuvres de Bourg-Lastic, en mai 1912, Chapelant pose aux côtés de ses camarades de la 3^e section de mitrailleuses du 98^e régiment d'infanterie de Roanne. Ci-contre, le village de Beuvraignes, dans la Somme, dévasté par l'artillerie allemande, là où le jeune homme a été fusillé.



LES MOTS COMME UNE

Ma chère petite femme. Ma gosse. novembre 1915
tu vois je me suis fait rapporter deux belles cartes pour ma petite gosse
je t'adore. je m'imprèse de te l'en-
oyer ma gosse tu seras contente
ma gosse. dis oui. Je fais un
peint de tes chères petites lettres qu'
t'envoies. dis que c'est ma
barque de les faire venir
mes pensées

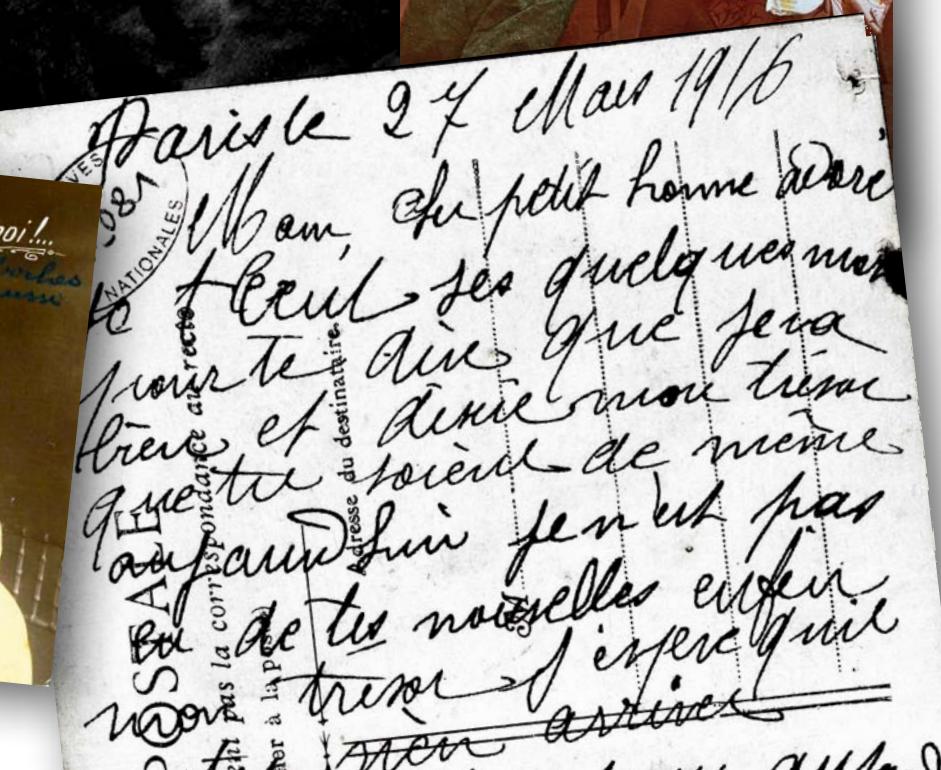


Calé dans sa tranchée, le cœur battant, le poilu attend la distribution du courrier. Les lettres des femmes et des fiancées sont les plus précieuses.

Face au bruit et à la fureur guerrière, mots doux et missives enflammées aident à tenir sur le front, à garder espoir. Ces précieux documents, dont voici quelques extraits, sont conservés aux Archives nationales.



CARESSE



1^{er} Août 1914.

Hélène
Mon adresse
Maurice
Ta
fi te confie à Dieu
Tois crainte fi serai vaillante

Un trait d'union entre les couples

PAR VALÉRIE TRIERWEILER

Des chiffres à donner le tournis. Des quantités comme il n'y en aura jamais plus. Durant les quatre années de guerre, chaque combattant aura écrit ou reçu 1 000 lettres environ. Chaque jour, ce sont entre 1 et 5 millions d'enveloppes qui transittent de part et d'autres du pays. Un total de 10 milliards de missives sera échangé pendant le conflit, qu'il faut acheminer vers leurs impatients destinataires. Du jamais-vu. Des lettres ou des cartes postales sur lesquelles une écriture fébrile évoque les petites choses du quotidien et les sentiments les plus profonds. Des mots qui avaient tant de mal à être dits avant, cette sorte de mots qui se murmurent la nuit à l'oreille la tête posée au creux d'une épaule. Avant. Avant le feu et le sang. Avant que la peur lancinante et le danger encouru ne s'emparent des esprits. Avant la mort, omniprésente, imminente.

En août 1914, les courriers d'adieux ne traduisent pas encore l'angoisse de la séparation. Elle ne doit pas durer, cette guerre. Les hommes rentreront vite, au plus tard à Noël. Les femmes encouragent leurs hommes. Les

hommes rassurent leurs femmes. Et puis aux jours ont succédé les semaines, puis les mois et enfin les années. Ce sont ces mots couchés sur le papier qui ont permis de tenir, ce sont ces lettres parfumées, parfois accompagnées de fleurs séchées, qui ont pansé les plaies, ces enveloppes à décacheter qui ont comblé les solitudes. Selon l'historienne Clémentine Vidal-Naquet, spécialiste des correspondances conjugales pendant la Grande Guerre, 5 millions de couples mariés font l'expérience douloureuse de l'amour à distance pendant cette période. Sans compter les fiancés, les concubins, les amants... Combien sont-ils de coeurs qui saignent ? Le bonheur de naguère est remplacé par «le pacte épistolaire» : «Je t'écris donc je t'aime.»

Tout le monde correspond ou presque. Ces échanges ne sont plus réservés à la bourgeoisie, ils se popularisent, se démocratisent. Il n'y a guère que les ouvriers qui osent à peine traduire leurs sentiments par écrit, peu confiants dans leur usage du français. Certains dessinent, d'autres griffonnent comme ils peuvent. Quoi de mieux pour tromper l'attente que ces lignes de l'être l'aimé ? Comme une suspension pardelà la sauvagerie et les bombes.

Comme les autres poilus – ils sont près de 8 millions –, Jacques Rivière guette la distribution du courrier. Nous sommes en février 1917. Les hommes sont fatigués, usés, démoralisés. Jaques est en captivité dans un camp allemand et la séparation d'avec sa jeune épouse, Isabelle, dure déjà depuis trois ans. Connaître les grands et petits événements de l'arrière devient encore plus indispensable. La lettre de sa « grande petite chérie » vient de lui être remise, sa réponse ne tarde

pas. « Plus je vais, plus l'émotion de recevoir quelque chose de toi devient forte. J'ai gardé ta lettre dix minutes avant de l'ouvrir, rien que pour le bonheur de savoir que tu allais me parler. Et j'ai passé la moitié de la journée à relire d'anciennes lettres que cette nouvelle ravivait, refaisait inédites, et où il y avait encore de petits coins oubliés ou incomplètement sentis. » Essentielles comme l'oxygène, ces pages noirries jouent sur le moral des troupes. Leur absence plus encore. Jacques ne se gêne pas pour exprimer ses regrets à sa femme : « Ma chérie, il fait beau mais pas de lettres ! Aussi tout est sombre et sans joie. Rien de plus pénible – en ce moment surtout – que cette attente des nouvelles qu'il faut traire au jour le jour comme le lait d'une vache maigre et récalcitrante. »

In'est pas le seul à se plaindre du silence. Georges et Lily, commerçants, sont aussi jeunes mariés. Leur enfant, Geneviève est venue au monde après la mobilisation. Que de frustrations pour le jeune père... Davantage encore quand le courrier s'espace. Lily explique à Georges qu'elle lui écrira moins souvent, faute de temps, d'inspiration aussi peut-être. Voilà qui ne plaît pas au soldat, plus malheureux que jamais : « Maintenant que tu m'annonces que tes lettres seront de plus en plus rares, je me demande pourquoi ? Et je ne souhaite qu'une chose, c'est que le grand coup vienne, pour que je puisse mourir chliquement. » Celle qui était appelée « ma chère petite femme bien-aimée » devient « ma chère petite Lisette ».

Clémentine Vidal-Naquet, après avoir disséqué des centaines de lettres d'amoureux, a mis en lumière la correspondance remarquable de sensibilité entretenue par Maurice et Yvonne Retour, terrassés par l'éloignement et le manque. Le couple s'écrit quasi quotidiennement, s'aime par les mots. Dès le 1^{er} août 1914, Yvonne, mariée depuis deux ans, interroge son époux – « Quand te verrai-je ? » – tout en lui conseillant de ne pas prendre de risques. Chaque jour, l'un comme l'autre attendent la missive salvatrice. Il lui parle du front, de la boue et du danger. Elle évoque le foyer, l'enfant, les travaux. Tous deux n'ont de cesse de décrire ces jours sans fin emplis de solitude. Ils racontent les saisons de l'âme et cette vallée de larmes qui les sépare. En janvier 1915, l'indissociable



Maurice Retour profite d'une permission en août 1915 pour immortaliser sa famille, son épouse, Yvonne, et leur petit Michel âgé de tout juste 2 ans. Très amoureux, le couple s'écrit chaque jour. Maurice sera tué en Champagne le 27 septembre 1915. Yvonne, enceinte de leur deuxième enfant, ne se remariera jamais.

couple espère l'armistice pour leur anniversaire de mariage, en avril. La déception est grande quand passe cette date, alors qu'ils sont toujours l'un sans l'autre. Ils se laissent parfois aller à des échanges chastement coquins, s'adressent de « la chaude tendresse », « des baisers au coin de la bouche ». Yvonne éperdue déroule de doux mots : « une avalanche de caresses de celle qui t'adore » ; « Je peux te dire toutes les folies que je veux » ; « Je t'adore et n'ai pas honte de dire combien je te désire. » Des mots empreints de tant de pudeur. Davantage que dans les courriers d'un certain Philippe Pétain adressés à Eugénie Hardon en pleine bataille de Verdun.

« J'aime te mettre sur la route du bonheur et te faire goûter toute la volupté des sensations que je rêve pour toi. Si tu savais quel frisson de tout mon être quand je te sens bien à moi, prête à défaillir sous la violence du plaisir que je te donne. »

Yvonne et Maurice ont beau « s'aimer plus que tout », ils ne seront pas épargnés par la tragédie. Maurice trouvera la mort en octobre 1915. « Je suis brisée, il me semble que je n'ai plus de cœur tant il est broyé dans ses fibres les plus intimes », écrit Yvonne à son frère quatre jours après l'annonce du décès de son mari. Elle lui survivra soixante ans sans jamais se remettre. Comme 58 % des veuves de guerre, restées seules avec ou sans enfants. Maurice Retour – à qui son nom n'aura pas porté chance – n'avait pas anticipé sa disparition : aucune lettre n'a été retrouvée à remettre à la jeune veuve.

A l'instar de René Jacob qui l'adresse à sa « petite femme chérie », certains poilus prennent soin de laisser un ultime message destiné à être ouvert s'ils devaient mourir. « J'ai été pleinement heureux avec toi mon amour, j'ai connu le bonheur complet. [...] Je dépose les plus beaux baisers sur tes beaux yeux. » Une lettre poignante avec cette recommandation : « Ouvrir délicatement cette enveloppe et faire parvenir celle qui est à l'intérieur à son adresse. » On imagine le désespoir de l'aimée, comme celui de toutes les malheureuses qui, un jour, ont reçu la visite du maire ou du gendarme venu annoncer la pire des nouvelles. ■

« Correspondances conjugales. 1914-1918 », de Clémentine Vidal-Naquet, éd. Robert Laffont.

OUI AU MARIAGE

En 1914 et 1915, on se marie plus que jamais. De nombreuses unions sont célébrées, vite, avant le départ au front, parfois même sans qu'il y ait eu de fiançailles. En avril 1915, l'Etat instaure, pour la durée de la guerre, le mariage par procuration. Il s'agit de répondre à une demande pressante de l'opinion et de mobilisés qui veulent garantir à leur aimée une pension de veuve en cas de

malheur. Mais ce n'est pas la seule raison. Certains combattants craignent de ne plus retrouver leur fiancée à leur retour. Sans parler des enfants nés neuf mois après... les permissions mais hors de l'institution maritale et qu'il faut légitimer. Jusqu'en 1917, entre 2000 et 3000 demandes parviennent au ministère. La loi sur le mariage par procuration a été un échec : pas facile

de se marier dans la perspective de devenir veuve... comme le seront 630 000 femmes à la fin de la guerre. Le retour du mobilisé ne signifie pas toujours le recommencement du couple. Les divorces sont en nette augmentation en 1918 et prononcés en majorité (59 %) aux torts de l'épouse, pour cause d'adultére... Il arrive aussi que le soldat démobilisé ne parvienne

pas à retrouver ses repères et que les conjoints, en dissonance, fassent un constat d'échec. Privés de rapports sexuels, traumatisés par les combats, un certain nombre d'hommes sont revenus impuissants. Reste le déséquilibre entre les sexes : les jeunes filles à marier étant en surnombre, comment faire pour pallier le manque d'hommes ? VT.

LA GUERRE DES ENFANTS

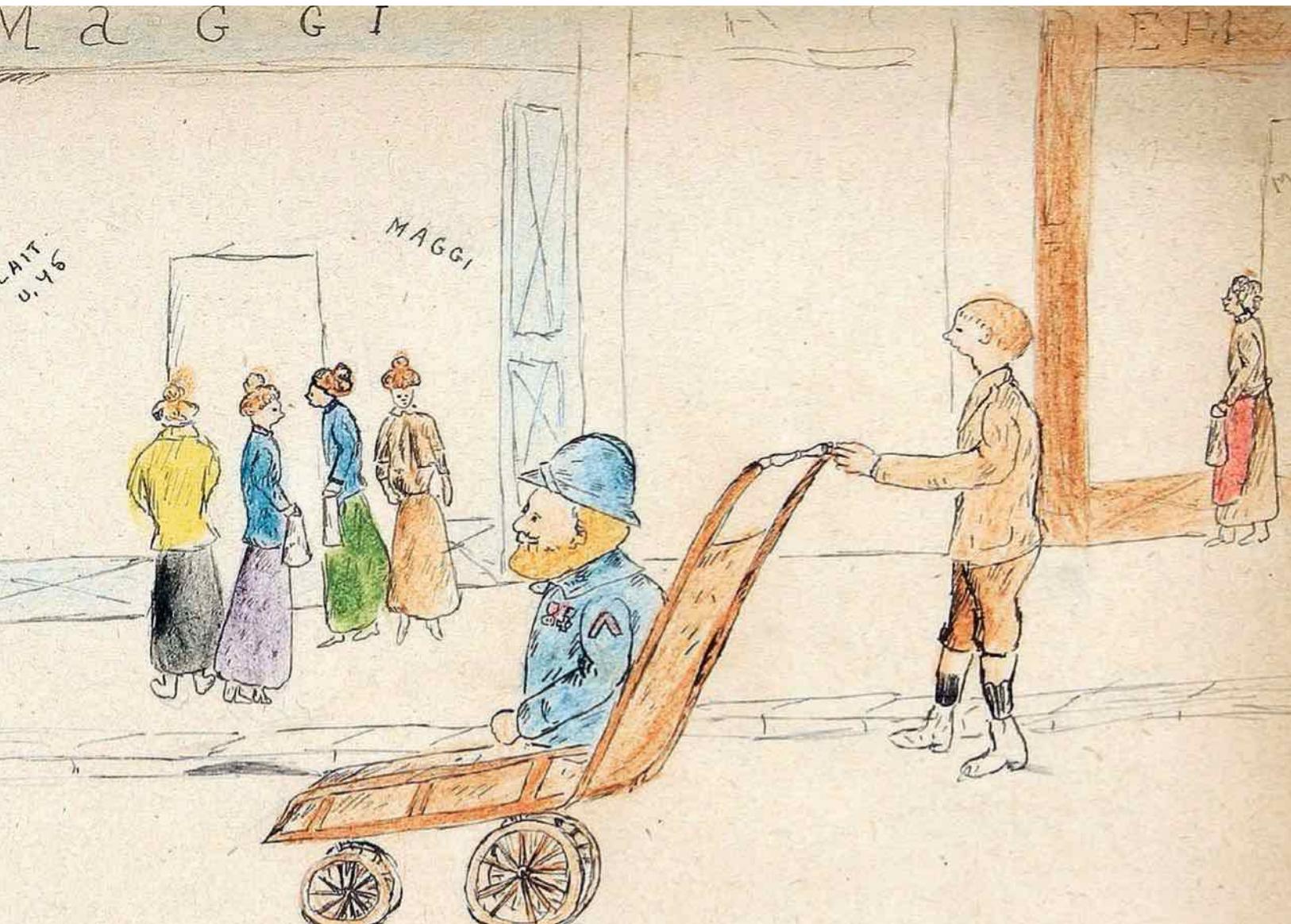


Le conflit est entré dans les salles de classe : la carte de l'avancée des troupes est au tableau, l'enseignement de l'histoire, de la géographie, du français, comme les exercices de calculs et même la gymnastique – devenue un « entraînement patriotique » – sont des outils de propagande à destination des plus petits. L'école est en guerre, les enfants y organisent des collectes pour l'emprunt national, font la quête pour les orphelins – on estime leur nombre à 1,1 million à la fin des hostilités, soit près d'un enfant sur dix –, apprennent la mort d'un maître parfois remplacé par une femme... La société Le Vieux Montmartre a conservé près de 1 300 dessins, des travaux d'école réalisés entre 1914 et 1918 par des élèves âgés de 6 à 13 ans, scolarisés dans deux écoles primaires de garçons du XVIII^e arrondissement parisien. Un trésor inestimable qui dit la guerre à hauteur d'enfant.

PAR CAROLINE FONTAINE



© « Un poilu amputé des deux jambes est conduit par son fils dans une voiture (rue Championnet), 16 décembre 1916 », P'tit homme, Collection Le Vieux Montmartre / musée de Montmartre.

AIT
0.46

jambes est couché par son fils dans une voiture (me Champignonnet)

LA BATAILLE DES CRAYONS DE COULEUR

La guerre est partout, dans les corps des hommes et les habits des femmes – à l'image de cette veuve qui marche vêtue de noir. Les enfants la côtoient au quotidien, leurs dessins le montrent. Ils disent son intrusion à l'école, l'évolution des perceptions à l'arrière à mesure que le conflit s'enterre dans les tranchées, que les permissionnaires racontent l'horreur, que l'espace public est envahi par les soldats mutilés et les vêtements noirs du deuil. Racontant dans un premier temps le combat idéalisé – le gentil Français tuant le méchant « boche » –, les dessins se font plus réalistes et détaillent la violence des affrontements, la mort, les blessures, mais aussi les privations de plus en plus importantes de la vie quotidienne.

Surtout, les rapports au sein de la famille ont été modifiés : ici, c'est un gamin qui prend soin de l'adulte. « C'est une insupportable

inversion des générations, explique l'historienne Manon Pignot*. La place des individus qui composent la société a été bouleversée. Les mères enterrant leurs fils, les enfants s'occupent de leurs pères.» En juillet 1915, M. Hutpin, maître de l'école de la rue Sainte-Isaure, donne comme sujet de rédaction : « La guerre se prolonge, le père est parti depuis de longs mois et donne trop rarement de ses nouvelles. Au logis que hantent l'inquiétude et la misère, la mère se lamente et souhaite que la guerre finisse à n'importe quel prix. Vous supposez que l'enfant s'inspire des renseignements reçus à l'école et adresse à sa mère de patriotiques consolations en lui faisant comprendre la nécessité de la paix dans la victoire et s'efforce de relever son courage chancelant.» En avril 1916, il en propose un autre : « Quels sentiments éprouvez-vous à la vue d'un soldat mutilé ? » ■

* Auteur de « La guerre des crayons » (éd. Parigramme)

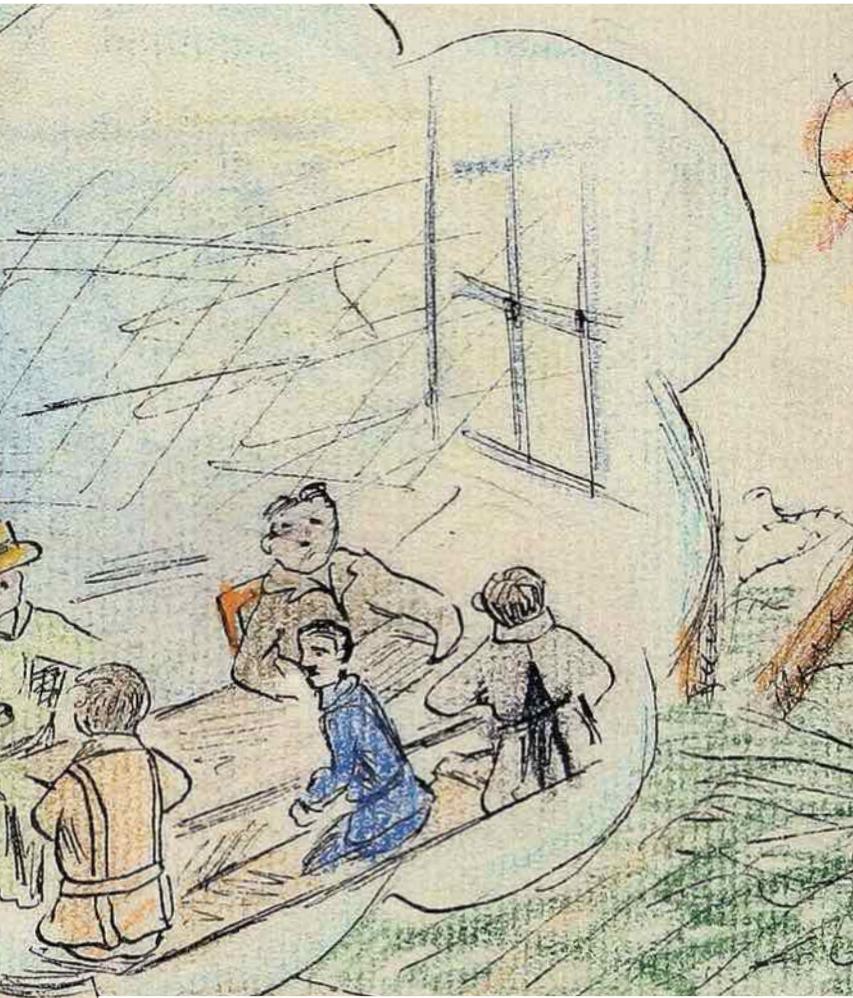
et d'« Alloré enfants de la patrie : génération Grande Guerre » (éd. Seuil).



© « Le soldat qui monte la garde pense à son fils qui passe le certificat d'études, le 22 juin 1916 » Horn. À droite : « Souvenir d'un petit réfugié : ce que j'ai vu. Prise du village de Boussois, le 27 août 1914 (Nord) ». Debièvre. Collection Le Vieux Montmartre / musée de Montmartre.

Ci-dessus : ce dessin, très réaliste, montre la grande connaissance qu'ont les enfants du quotidien des soldats. A dr. : arrivé à Paris à la fin de l'été 1914, le jeune Debièvre a quitté la Belgique devant l'avancée des Allemands, quand le conflit est encore une guerre d'escarmouches. Son dessin témoigne de la confusion des premiers temps.

POUR LA PROPAGANDE, LES ENFANTS SONT LES « PETITS POILUS DE L'ARRIÈRE »



Tils doivent se montrer dignes de leurs pères en gagnant leurs propres batailles – être des écoliers exemplaires, mais aussi faire la quête, écrire aux soldats, voire sermonner leurs familles quand elles se plaignent et même rapporter ce qui s'y dit.

En décembre 1916, l'instituteur de l'école de la rue Sainte-Isaure donne plusieurs sujets de rédaction à ses élèves, dont : « Dites pour quelles raisons vous vous efforcerez de bien travailler à l'école cette année » ; ou encore : « La guerre se prolonge au-delà de ce que l'on avait pensé tout d'abord. N'en résulte-t-il pas des obligations pour ceux qui restent à l'arrière et particulièrement pour les enfants ? Lesquelles ? Développez le sujet sous la forme d'une lettre à un ami. »

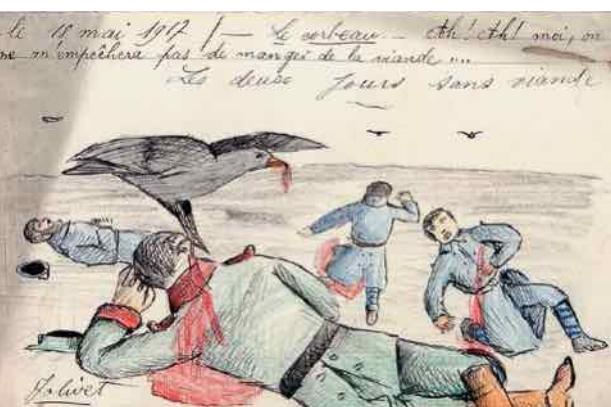
Puis, en octobre 1917 : « Vous avez entendu des gens se plaindre que la guerre a rendu les approvisionnements difficiles et coûteux, les voyages pénibles, le chauffage et l'éclairage pleins d'incertitude et d'embarras. Que pensez-vous de ces plaintes, qu'auriez-vous pu y répondre ? »

Le discours est volontairement culpabilisant car rien n'est comparable aux sacrifices des poilus. « Née en 1908, Françoise Dolto a raconté dans ses Mémoires que, si elle n'avançait pas assez son tricot, sa mère lui disait qu'elle n'était pas patriote et que, à cause d'elle, un soldat était en train de mourir de froid ! » confie Manon Pignot. ■

A lire : « 1914-1918, Françoise Dolto veuve de guerre à 7 ans », de Manon Pignot et Yann Potin, (éd. Gallimard).



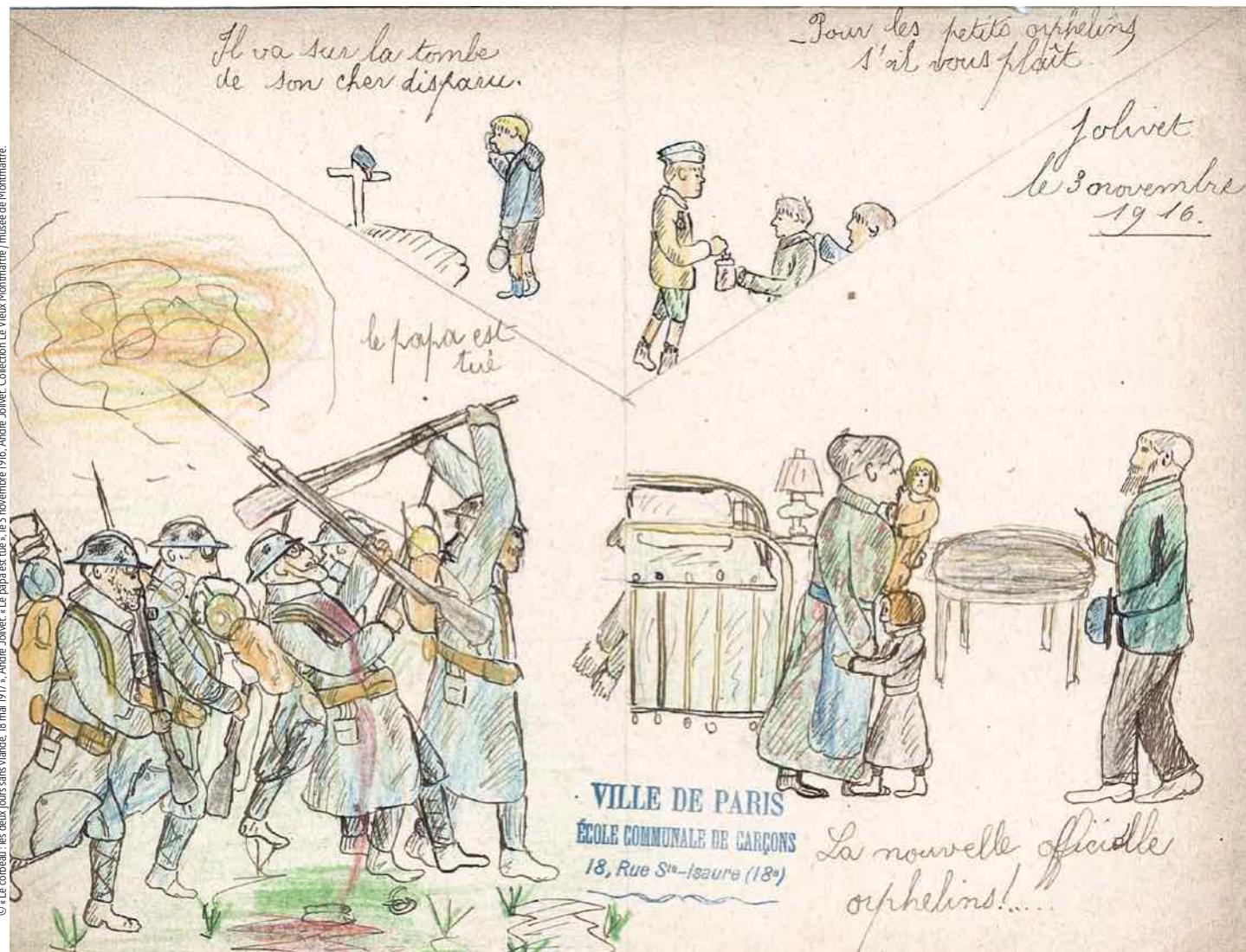
ILS N'IGNORENT RIEN DU FRONT, DE SES DRAMES ET DE SA VIOLENCE



Les enfants connaissent la réalité du front. A l'époque, il n'était d'ailleurs pas question de les épargner. On ne leur cache pas que la guerre tue, même si on leur dit qu'elle tue surtout les Allemands ! En plus du discours officiel, les plus jeunes entendent les récits de leurs proches, des permissionnaires, des blessés... En règle générale, leurs dessins sont très réalistes mais aussi très patriotiques, glorifiant le sacrifice de leurs pères.

Pourtant, celui d'André Jolivet, qui deviendra un compositeur célèbre, intitulé « Les deux jours sans viande » (à g.), est unique en son genre. Manon Pignot explique : « C'est une œuvre qui, sous couvert d'humour, montre l'un des plus grands tabous de la Grande Guerre : l'abandon des corps dans le no man's land du champ de bataille, leur putréfaction, les attaques des rats et des corbeaux... C'était une réalité tenue secrète par l'état-major, la presse ne publie jamais de photo de cadavres. » Jolivet n'a que 12 ans, mais il est déjà sorti de l'enfance. Et avec cette illustration, il raconte aussi son ordinaire entre privations et rationnements : à Paris on a instauré « deux jours sans viande » par semaine, un acte « patriotique » imaginé pour, dit la propagande, « garder les protéines pour les soldats ». En vérité, on manque de tout et les enfants souffrent de la faim et du froid.

En décembre 1916, le maître propose comme sujet de dissertation : « Noël au front : la veille de Noël, des colis parviennent au front et sont distribués aux soldats des tranchées ; ceux-ci les dévorent, ce qu'ils y trouvent, exclamations joyeuses, le contenu est fraternellement partagé : racontez impressions, souvenirs, sentiment de chacun. » On imagine que l'intitulé plutôt enjoué doit permettre aux enfants d'appréhender l'absence, l'angoisse et tranche avec l'horreur vécue par les hommes dans les tranchées. ■



© « Le corbeau : les deux jours sans viande », 18 mai 1917, André Jolivet. Collection Le Vieux Montmartre / musée de Montmartre.

Dans ce dessin, Marcel Guilmart met en scène deux mondes : le sien, celui des femmes et des enfants, au cimetière, et celui, très violent, des combattants sur le front, là où la mort les attrape brutalement.



LA FRANCE, EN PIONNIÈRE, CRÉE LE STATUT DE PUPILLE DE LA NATION DÈS 1917

Comment savoir ce qu'ont ressenti ces enfants aux premiers coups de canons, quand leurs pères, leurs oncles, leurs frères sont partis ? Puis quand ce sont les mères qui, à leur tour, ont quitté le foyer pour remplacer là l'agriculteur, ici l'ouvrier ? Quatre années d'hostilités les ont fait grandir trop tôt, trop vite, eux qui n'étaient pas préparés à la séparation. L'absence, l'éloignement, l'attente, la peur de ne plus se revoir ont entraîné des bouleversements dans les comportements. «On assiste à une véritable "révélation" des pères, explique Manon Pignot. Pour la première fois, ils rédigent des lettres pour leurs enfants et ils tentent ainsi de continuer à être présents malgré la séparation. Ils ne se sont pas mis à aimer leurs enfants, mais ils se sont mis à le leur dire, à le leur écrire, ce qui ne se faisait pas tellement auparavant. En 1916, le contrôle postal constatait d'ailleurs : "Le sentiment paternel semble grandir avec la guerre." C'est cette guerre qui inaugure le XX^e siècle, elle encore qui déclenche l'invention du père moderne.

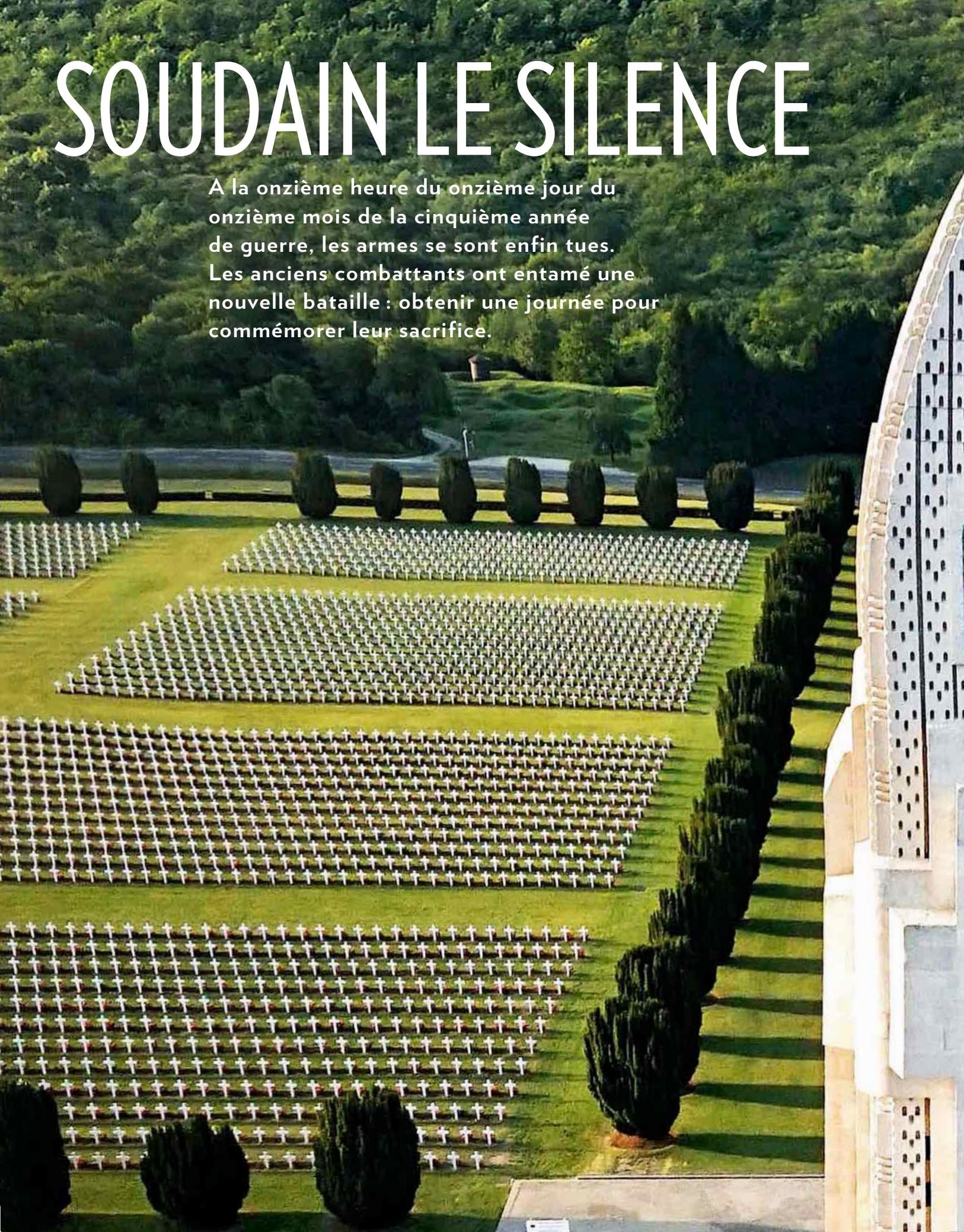
Les relations entre générations changent alors radicalement. Elles donneront naissance aux structures parentales et sociales actuelles.» Une des premières batailles des femmes, au lendemain de l'armistice, sera celle des veuves de guerre pour récupérer l'autorité parentale et pouvoir ainsi être tutrices de leurs enfants.

Cette guerre a ébranlé la famille à jamais. Elle perturbe l'ordre naturel des choses. La séparation puis le deuil ont fait porter le poids des morts, de leur mémoire sur les épaules des plus jeunes : à eux d'entretenir le souvenir des absents, de continuer à les faire vivre, et parfois de reprendre le rôle de chef de famille. Et si par chance le père rentre, à eux encore de composer avec cet homme nouveau souvent détruit par ses années au combat. Et puis ce sont les enfants qui donnent – responsabilité immense – un sens à cette guerre : elle est la «der des ders», celle qui a été faite pour qu'eux y échappent.

En créant, dès 1917, le statut de pupille de la nation, la France reconnaît le sacrifice des «petits poilus de l'arrière». Ces enfants qui ont grandi à partir de 1914 sont «ceux du siècle», rappelle Manon Pignot : mineurs pendant la Première Guerre mondiale, adultes à la suivante, jeunes retraités en 1968 et grands-parents aux dernières heures du XX^e siècle. Une génération construite dans la séparation, l'attente, la violence, l'espoir, le silence et le deuil. ■

SOUDAIN LE SILENCE

A la onzième heure du onzième jour du
onzième mois de la cinquième année
de guerre, les armes se sont enfin tues.
Les anciens combattants ont entamé une
nouvelle bataille : obtenir une journée pour
commémorer leur sacrifice.





DOUAUMONT, NÉCROPOLE DU SOUVENIR

Imaginé au lendemain de l'armistice en mémoire de ceux qui sont morts à Verdun, l'ossuaire a été inauguré en 1932. Il abrite les restes d'environ 130 000 soldats inconnus, français et allemands.

PHOTO VIRGINIE CLAVIÈRES



LE SOLDAT INCONNU A ÉTÉ CHOISI PARMI 8 DÉPOUILLES

Le 10 novembre 1920, le cercueil du soldat inconnu, désigné par Auguste Thin, pupille de la nation et plus jeune engagé volontaire de son régiment, quitte la citadelle de Verdun pour Paris escorté par un détachement du 132^e R.I. et par le député André Maginot (col de fourrure), alors ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre.



«Le sens du 11 Novembre évolue»

RÉMI DALISSON, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS EN HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERVIEW CAROLINE FONTAINE

Paris Match. Que s'est-il passé le 11 novembre 1918 ?

Rémi Dalisson. A 11 heures, sur le front, on sonne le clairon. C'est la fin des combats. Il reste encore à gagner la paix et à organiser la mémoire d'une guerre impensable : que faire de cette tragédie qui a touché toutes les familles et saigné une génération ?

Comment la France a-t-elle alors trouvé la manière de célébrer cet immense sacrifice ?

Pour trouver un accord, il faudra quatre ans de polémiques extrêmement violentes sur le sens d'une journée pour honorer les morts, sur la date et le cérémonial. Il n'existe alors qu'une seule fête nationale, le 14 Juillet, qui était férié et chômé. L'élément déclencheur c'est le jumelage, en 1920, de la célébration du cinquantenaire de la III^e République avec le 11 novembre. Mais ce n'est pas encore une fête régulière. Doit-elle l'être ? N'est-ce pas trop coûteux ? Doit-elle être chômée au moment où l'on a besoin de toutes les forces du pays ? Il faut attendre 1922 pour régler ces questions.

Pourquoi un si long délai ?

Cette lenteur est révélatrice des tensions liées à la mémoire de cette guerre. Pourquoi sont-ils morts ? Pour sauver la République ou pour la détruire ? Pour les anciens poilus, il faut commémorer afin que ça ne se reproduise plus jamais et il faut célébrer tous les morts, y compris les "boches", comme on disait à l'époque. Il y a une dimension pacifiste. Du côté des politiques, c'est plus compliqué. Pour certains, il faut glorifier la République qui, contrairement à d'autres régimes, a survécu. Pour l'extrême droite, le 11 Novembre doit être l'occasion d'inventer un nouveau régime inspiré par exemple de l'Italie fasciste. Pour l'extrême gauche, il s'agit de dénoncer le capitalisme à l'origine de cette guerre...

Et après 1922 ?

A l'époque, le poids de la guerre est immense : partout vous croisez des veuves, des orphelins portant des brassards noirs, et notre pays commence à se couvrir de monuments aux morts. Quand la journée du 11 Novembre est officiellement instituée, elle s'installe très vite, parce que c'est la fête des anciens combattants que l'on crée. Et des anciens combattants, il y en a dans toutes les familles ! Dès 1925, le rituel est consolidé : défilé, minute de silence, prise d'armes, "Marseillaise", sonnerie aux morts, dépôt de gerbe... Il ne bougera plus. En revanche, le sens du 11 Novembre évolue.

C'est-à-dire ?

Au début, il y a peu de cérémonies militaires. Les anciens

combattants refusent de glorifier l'armée et la guerre. Au contraire : des poilus font des discours dans lesquels ils racontent l'horreur des tranchées, les enfants des écoles sont conviés et on leur apprend la haine de la guerre. Du côté des forces politiques, chacune utilise cette journée pour parader. Dans les années 1930, dans toute la couronne parisienne, il y a des affrontements physiques entre ligues d'extrême droite et jeunes communistes. Parfois, il y a des morts. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le 11 Novembre est pour Vichy un symbole du sacrifice à la patrie, mais c'est aussi, pour les résistants, la République victorieuse de l'Allemagne : à partir de 1942, le 11 novembre à 11 heures on envoie des tracts, on fait des petits sabotages, on s'arrête 11 minutes dans les usines... **Il y a donc plusieurs 11 Novembre !**

Oui, il y a souvent un 11 Novembre classique et un autre subversif. Dans les années 1970 on utilise cette journée pour manifester contre le service militaire, on barbouille les monuments aux morts pour protester contre toutes les guerres. Les anniversaires décennaux sont aussi des moments importants. Ainsi, en 1938 on est dans la montée des périls. La célébration organisée par le Front populaire est une manifestation pacifiste mais c'est aussi une démonstration de force parce que l'on craint la guerre : c'est la première fois qu'autant d'avions défilent dans le ciel. En 1948, on célèbre le 11 Novembre avec la République, en 1958, le retour de De Gaulle, qui est un ancien combattant de 14...

Aurait-on oublié la Grande Guerre sans le 11 Novembre ?

Les commémorations du 11 Novembre jouent leur rôle, c'est certain. Mais la guerre de 14-18 est présente à l'école, elle est visible dans l'espace public – c'est la seule qui ait des monuments aux morts partout. Le poilu est une figure iconique : il y a des romans, des films, une mémoire entretenu. Aujourd'hui, le 11 Novembre est un symbole républicain, celui de la nation en armes défendant la République. Même si, dans la loi, cela a changé : en 2012 Nicolas Sarkozy a voulu que le 11 Novembre soit la commémoration de tous les morts pour la France – passés et à venir. Ce qui risque de brouiller le sens des commémorations. Il faudrait garder une date rien que pour la Grande Guerre. Cela a du sens de célébrer seule la dernière grande victoire de la République sur le terrain militaire. ■

Rémi Dalisson est notamment l'auteur de « 11 Novembre, du souvenir à la mémoire » (éd. Armand Colin) et d'« Histoire de la mémoire de la Grande Guerre » (éd. Soteca-Belin).

Ils ont vécu deux guerres mondiales. Quatre poilus au garde-à-vous posent avec leurs médailles devant la flamme de la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de triomphe le 11 novembre 1951, trente-trois ans après l'armistice de 1918, six ans après 1945.

PHOTO WILLY RIZZO



RECONSTRUIRE



LES CORPS... ET LES ÂMES

Dès le mois de septembre 1914, l'arrière voit arriver du front les premiers blessés. En 1918, on estime leur nombre à près de 4 millions. Ils ont survécu, mais à quel prix ? Retrouver une place dans la société d'après-guerre pour les mutilés n'a pas été chose facile.



ON MÉDAILLE LES HÉROS ESTROPIÉS

Cérémonie de remise de la croix de guerre, le 27 novembre 1915, sur la place d'Armes, à Versailles. Au milieu d'amputés de la première heure à qui l'on a remis la décoration – créée au mois d'avril de la même année pour récompenser les actes de bravoure –, pose une jeune fille de 17 ans. Emilienne Moreau, surnommée l'héroïne de Loos, reçoit elle aussi la distinction, avec palme, pour ses faits de résistance. Son image sera largement utilisée par la propagande pour remonter le moral de la population et des troupes.

Entre les défigurés, les amputés, les fous et les blessés de tout ordre, « la boucherie internationale » dont parle Céline n'a pas laissé grand monde intact

L'amour sans visage. L'auteur de « La chambre des officiers » revient pour Match sur l'histoire de son grand-père maternel, Eugène Fournier, « blessé de la trogne » au Chemin des Dames. Resté défiguré malgré les opérations, il se mariera cependant avec Germaine de treize ans sa cadette.

PAR MARC DUGAIN

I

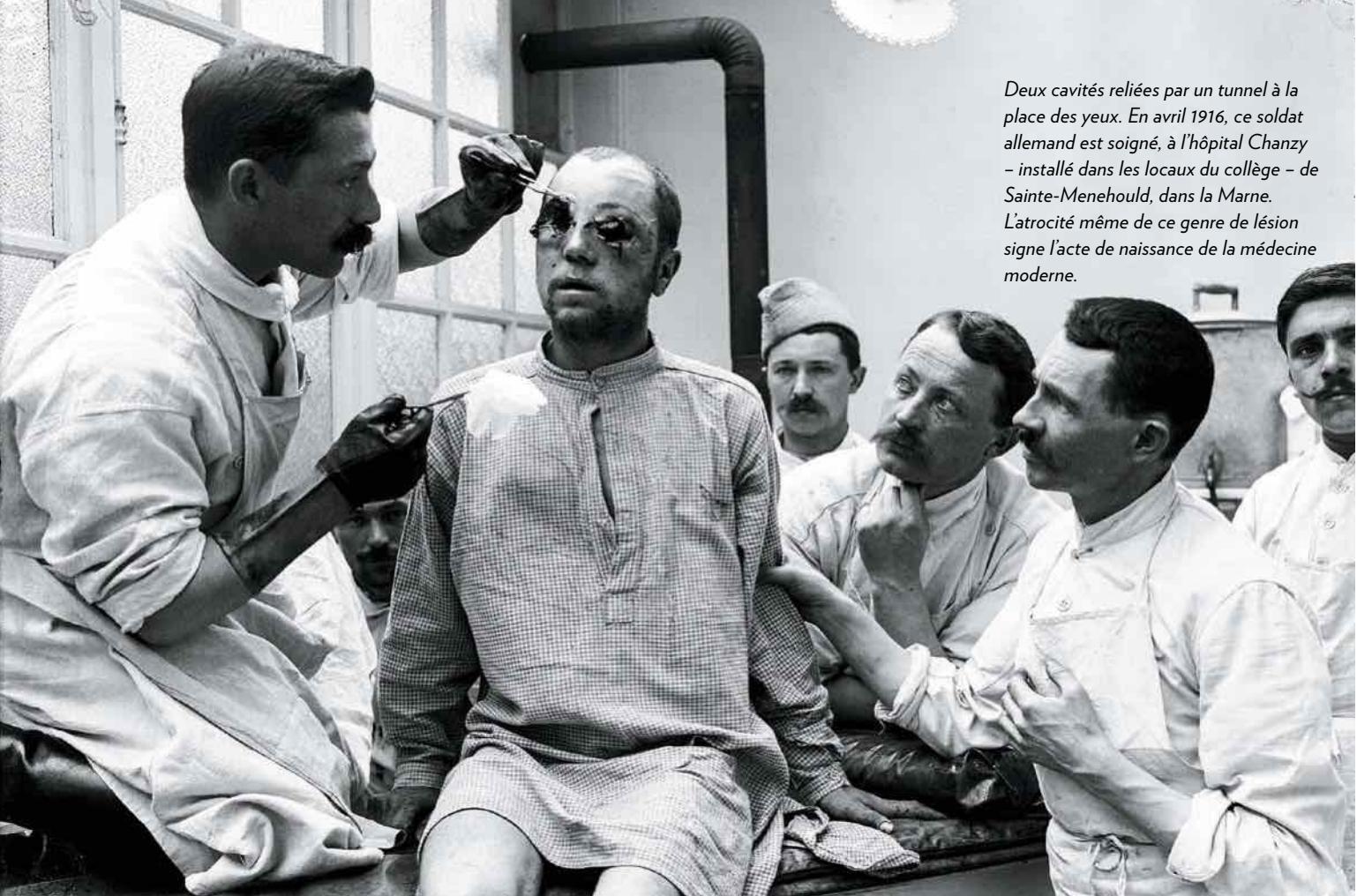
l était le vestige mouvant de la Grande Guerre. Le bandeau qu'il ajustait pour sortir, il l'enlevait à la maison, découvrant un puits, celui d'un visage meurtri par un éclat d'obus qui avait bouleversé son avenir au petit matin d'un jour de reconnaissance au Chemin des Dames. Officier du génie, on ne lui demandait pas de combattre mais d'imaginer les solutions pour faire passer la troupe, ici à gué, là sur un pont de fortune, qu'il était chargé de concevoir à la hâte.

Cinq ans d'hôpital au Val-de-Grâce pour reconstruire un visage, opération après opération. La chirurgie tâtonne mais pas la douleur. La béance s'installe du nez au menton. Bouche, palais, tout est parti. Mon grand-père sort de l'hôpital un an après la célébration de la victoire, un rideau de chair descendu sur ses blessures qui ne dissimule rien de leur gravité. Les photos dont on dispose de lui avant la guerre sont celles d'un homme aux longs cils, regard vert franc, traits réguliers. « Un bel homme », aurait-on dit à l'époque. Quand il quitte les vapeurs d'éther, la rumeur de la « chambre des officiers » et ceux de ses amis condamnés à attendre de nouvelles greffes de nourrisson ou de porc, il est méconnaissable, y compris de lui-même. On ne l'a pas autorisé à se regarder dans un miroir pendant ces cinq ans de reconstruction. Il se découvrira dans le regard des autres, particulièrement des femmes qui tournent la tête, horrifiées. Ses yeux épargnés par la guerre les voient pourtant ces femmes tout à la joie de la paix, de retrouver ceux de leurs hommes que la guerre a épargnés. Entre les défigurés, les amputés, les fous et les blessés de tout ordre, la « boucherie internationale » dont parle Céline

n'a pas laissé grand monde intact, sans parler des morts par millions dont la vie a été siphonnée par cette première de tentative de suicide collectif, celui d'une civilisation rompue à la destruction moderne.

Lui qui se savait séduisant avant la guerre est prêt à renoncer. Jamais une femme ne voudra de lui. C'est compter sans leur dévotion, leur abnégation, et leur capacité unique à sublimer le réel rarement récompensées. Elle a treize ans de moins que lui. Elle sort d'une pension où sa mère s'est délestée de sa fille pour se remarier très vite après la mort de son premier mari dans les inondations de 1910, au tout début du boulevard Saint-Germain. Une de ses complices d'internat lui présente un dimanche ce cousin dont tout le monde s'accorde pour dire que c'est un héros. La première chose qu'elle a saisie de lui, c'est certainement qu'elle ne pourrait jamais l'embrasser. Comment le pourrait-elle alors qu'il n'a plus de lèvres mais deux greffes de peau qui lui ferment la bouche, couloir sans fin ? Les femmes ont changé. Non seulement elles ont pris des responsabilités mais inconsciemment, au-delà de l'abnégation, elles symbolisent la raison. Quelle mère faudrait-il être pour envoyer de son plein gré son fils au front ? Elles ont acquis une sorte de magistère. Non seulement parce qu'elles ont fait tourner la boutique pendant quatre ans, mais parce qu'elles ont prouvé leur supériorité. Un siècle plus tard, elles ne sont pas même parvenues à l'égalité.

Qu'est-ce qui va déterminer l'amour de ces deux êtres ? Elle, meurtrie par son enfance, est à même de comprendre la souffrance, y compris domestique comme celle de broyer tous les aliments pour les (*Suite page 72*)



Deux cavités reliées par un tunnel à la place des yeux. En avril 1916, ce soldat allemand est soigné, à l'hôpital Chanzy – installé dans les locaux du collège – de Sainte-Menehould, dans la Marne. L'atrocité même de ce genre de lésion signe l'acte de naissance de la médecine moderne.



Jamais les médecins n'avaient été confrontés à pareilles blessures. Certaines donnent lieu à des expérimentations parfois hasardeuses. Ici, la tentative de greffe osseuse entre deux soldats, en mars 1917, à l'hôpital militaire établi au Grand Palais, à Paris.

rendre digestes. La compassion pourrait suffire. Combien de blessés ont épousé leur infirmière ? Mais cela ne suffit pas. Il faut habiller les sentiments naissants d'une reconnaissance pour le sacrifice. Ne prétend-on pas qu'ils sont partis à la guerre pour protéger du cruel ennemi leurs fils et leurs compagnes. La période est encore à installer les survivants sur un piédestal. La monstruosité des blessures est-elle banale au point que cette toute jeune femme puisse imaginer d'épouser cet officier dont le visage ne dit rien de l'âge ? Il a une trentaine d'années, il pourrait en avoir cent. Restent ses yeux et ses mains d'une égale douceur. Elle épouse une icône, la société a fait de lui un exemple et il se plaît à ce personnage. Pour compenser sa laideur objective, il travaille son élégance avec l'aide de sa jeune femme, qui l'accompagne chez un tailleur où on lui confectionne les plus beaux costumes trois pièces, gilet en satin. Elle lui choisit une canne d'agrément à pommeau d'argent sculpté en canard. Aucun des deux ne pense jamais à remettre en question ce qui s'est passé, cette folie meurtrière dont il s'est sorti de justesse. Ce serait ouvrir une nouvelle blessure que personne ne saurait refermer.

Ils sont de toutes les célébrations, il prend du grade au sein d'une association d'anciens combattants où se regroupent tous les hommes et les quelques femmes pour qui montrer son visage en public est une épreuve. Au bout de quelques années, les hommes défigurés qui n'ont pas trouvé de femmes sont l'exception. Mais aucune femme «gueule cassée» n'a trouvé d'homme. Pas même un blessé de la face. L'homme défiguré inspire, la femme défigurée repousse, dégoûte. On n'en parle pas, d'ailleurs on ne parle de rien sauf de cette guerre qu'on a faite pour que ce soit la dernière sans s'avouer qu'elle n'était indispensable qu'à des intérêts industriels et politiques. La vie reprend jusqu'à la prochaine. A ce moment-là de l'histoire, personne ne sait que la guerre n'est pas finie, qu'on n'a signé ni l'armistice ni la paix, mais une pause, pour recharger, améliorer, sophistiquer les moyens de destruction et les idéologies qui les portent.

D'idéologie en 1914, il n'y en avait pas, on se disputait des territoires, l'Alsace et la Lorraine. L'Alsace de sa mère, et pourtant sa grand-mère était servante de Louis II de Bavière, le roi fou. En 1940, il croisera sur un quai de la gare de l'Est deux de ses cousins allemands en uniforme de la Waffen-SS. Mais on ne laisse pas l'absurde entrer dans les esprits, il causerait plus de dommages que la guerre elle-même. Elle fait parade de son mariage, ses médailles sont à elles. On chuchote sur son mérite, une gueule cassée, c'est quand même autre chose qu'un unijambiste. Et puis tout le monde le sait, il y a pénurie d'hommes. Il n'y a qu'à voir les monuments aux morts érigés sur la place des villages, les plaques fixées sur les murs des églises où est inscrite la longue liste des défunt, ponction dont les campagnes ne se remettront jamais. Là, le père et ses deux fils. Là-bas, trois fils.

Pour certains, c'est son courage qui l'a poussée vers cet homme, pour d'autres, elle n'a tout simplement pas fait la fine bouche. C'était quoi son avenir après tout à cette petite orpheline dont on dit de surcroît qu'elle

pourrait être juive (en tout cas son nom de jeune fille en atteste) ? Et puis ça lui permet de se pousser du col dans les cérémonies où on la photographie avec le président Lebrun et tant d'autres gloires de la politique du moment qui ont fait de l'ancien combattant un fonds de commerce sans fin. Il serait son ascension sociale. Voilà comment on parle des femmes à l'heure où elles n'ont reçu en contrepartie de leur engagement qu'à peine un peu plus de considération. Lui part tous les matins. Au début, il prenait les transports en commun. Puis les années passant, il n'a plus supporté les regards obliques posés sur son visage meurtri dans le métro. Alors il marche, une heure et demie aller, une heure et demie retour tous les jours pour aller travailler dans le centre de Paris. Pendant toutes ces années, elle est préparatrice dans la pharmacie de leur rue.

Ils viennent d'avoir une fille, bienheureux qu'elle ne soit pas née défigurée, on ne sait jamais, la superstition... C'est l'occasion pour sa femme de l'appeler «papa» et elle ne l'appellera plus jamais autrement. Elle a beaucoup enduré sans jamais se plaindre. D'abord le silence dans lequel il s'enfonce, lassé de sa propre voix, de son élocution de mammifère blessé encerclé par une meute. Puis les malaises digestifs répétés. Son masticateur qu'il tient fermement en main en toute occasion, même lors d'un dîner à l'Elysée, ne suffit plus à broyer la nourriture, il faut un hachoir de plus en plus fin. Elle s'enfonce dans la dépression comme elle le ferait dans un bain de roses, avec le sourire, mais ne parvient plus à dissimuler cette lassitude, celle de toutes les femmes dont le héros des premiers temps s'est transformé en charge écrasante. Elles sont des centaines de milliers comme elle, un tiers

femme, un tiers mère, un tiers infirmière, dont le sacrifice a été bien au-delà de la guerre.

Et puis il a fallu supporter sa dépression à lui, quand les bruits de bottes ont de nouveau peuplé l'actualité. «La der des ders» était une fiction. Tout cela pour rien. En plus il découvre que sa femme est juive pour de bon, non qu'il soit antisémite mais en voilà des tracas... Elle survivra grâce à lui, cachée derrière ses médailles. Elle a conscience que les femmes ne sont pas à la place que leur vaudrait leur intelligence, leur courage et leur dévotion. Elle encourage sa fille à faire des études. Bientôt celle-ci sera une des premières femmes à diriger une entreprise importante. Mais elle s'offusque quand celle-ci épouse un handicapé civil, même vaillant. Pourquoi perpétuer cette malédiction ?

Le héros de 14 meurt à 76 ans, en marchant, d'avoir confondu les lumières de sa maison dans le Vercors avec celles de la ville tout en bas d'un précipice. Quant à elle, il lui reste trente ans à vivre, sans prendre soin de personne, isolée dans cet âge où elles sont de moins en moins à pouvoir se souvenir ce qu'était être une femme dans l'immédiate après-guerre de 14-18. ■ Marc Dugain

PUIS, LES ANNÉES PASSANT, IL N'A PLUS SUPPORTÉ LES REGARDS OBLIQUES POSÉS SUR SON VISAGE MEURTRI DANS LE MÉTRO. ALORS IL MARCHE...



Le Musée du service de santé des armées, au Val-de-Grâce à Paris, rend hommage au travail des personnels médicaux militaires, notamment aux chirurgiens des « gueules cassées » de la Grande Guerre. C'est ici que, le 5 janvier 1915, le service des blessés de la face a été créé. Les moulages en cire, qui faisaient à l'époque office de radiographie, montrent les étapes de la reconstruction faciale entre les opérations.



Les lésions aux membres représentent 70 % des blessures de guerre. Si, au début du conflit, on essaie d'éviter les amputations, on s'y résout vite pour éviter les infections. Cet homme revenu à la vie civile a reçu des prothèses après avoir perdu ses deux bras.

Les blessures invisibles

Dans toute cette histoire, ce que l'on entend d'abord c'est un grand silence. Une chape de plomb qui recouvre les crimes et les souffrances, et dissout les mémoires. Longtemps, il n'a pas été question de ces hommes dont l'âme a été blessée en 14-18.

PAR CAROLINE FONTAINE

P

endant la Première Guerre mondiale, plusieurs centaines de milliers de soldats ont été pris en charge par le service de santé des armées en raison de troubles mentaux⁽¹⁾. Mais, à l'époque, selon les psychiatres, les combats ne rendent fous que les plus faibles, ceux ayant déjà des antécédents «émotifs» dit-on alors, ou ceux dont le cerveau a été commotionné. Des années durant, l'armée française a nié l'existence des névroses de guerre – le commandement a d'ailleurs fait fusiller certains soldats, soupçonnant les uns de simuler, les autres d'avoir cherché à déserter... Or, non seulement on peut souffrir d'un syndrome post-traumatique seul, mais, de surcroît, 85 à 90 % des blessures physiques se doublent d'une meurtrissure psychologique. En 1918, ils sont donc nombreux à être sujets à des troubles plus ou moins marqués. Chez certains, ils apparaîtront des années plus tard. A ceux qui sont internés à vie s'ajoutent ceux dont le quotidien est rongé par l'angoisse, les nuits peuplées de cauchemars, reviviscence d'épisodes traumatisques, et dont la souffrance sera trop longtemps occultée.

«C'est là [en Champagne, en janvier 1915] que j'eus pour la première fois l'idée de ce que pouvait être réellement la guerre. [...] Le sol était jonché de cadavres, les nôtres reconnaissables à leurs képis et leurs pantalons rouges, ceux des Allemands à leurs capotes grises et leurs casques à pointe. Nous devions rejoindre par petits groupes de cinq à six hommes le 130^e à une centaine de mètres en avant de nous, et pour cela parcourir en courant un grand espace découvert sous le feu des mitrailleuses allemandes. Du parapet de la tranchée, attendant mon tour de m'élanter, je voyais mes camarades courir, s'arrêter, tituber et s'écrouler au sol, stoppés net par les balles allemandes ; certains se tordaient de douleur. Peu d'entre eux réussissaient à parcourir ce terrain découvert et rejoindre les hommes du 130^e. [...] Un des nôtres n'eut pas le temps de se garer à l'arrivée d'un obus et fut littéralement déchiqueté et projeté dans les airs, et on voyait ses restes qui pendaient aux branches d'un sapin.» Il aura fallu à Pierre Crocq, soldat traumatisé,

plus d'un demi-siècle pour se lancer dans l'écriture de ses Mémoires de guerre. Dans sa famille, le silence est roi. Jamais, ou presque, il n'a mentionné son passé militaire devant ses enfants. «Au milieu des années 1960, je l'ai surpris, fortuitement, en train de raconter la bataille de la Main de Massiges à l'aîné de ses petits-enfants, Marc-Antoine, mon fils», se souvient Louis aujourd'hui âgé de 90 ans. Ce dernier, psychiatre militaire, demande alors à son père de consigner ses souvenirs. Pierre Crocq mettra plus de dix ans pour remplir quinze grandes feuilles blanches d'une écriture très serrée, raturée, avec de nombreux ajouts dans la marge que ses fils ont utilisées pour un livre⁽²⁾.

Instituteur dans le civil, Pierre Crocq a donc fini par raconter le quotidien terrible, le manque de confort, d'hygiène, de nourriture et ses «huit grandes batailles» – la Champagne, deux fois Verdun, la Somme... La mort, il l'a bien connue. Son absurdité d'abord : un soldat, choqué par l'assaut, probablement incapable de se mouvoir comme c'est souvent le cas pour les traumatismes de guerre, est retrouvé caché dans un trou d'obus. Il sera fusillé devant tout le régiment, obligé ensuite par le commandement à défiler devant le corps. «Spectacle vraiment pénible», écrit Crocq. La mort, il l'a vue souvent venir – comme cette fois où la charge allemande est telle qu'il doit tirer sans relâche sur l'ennemi «au point que mon fusil me brûlait les mains», certain d'y passer. La mort, il l'a entendue – «J'eus l'impression que mon casque [...] m'arrachait la tête», note-t-il en se souvenant de l'explosion d'une mine non loin de lui. La mort, il l'a sentie dans son corps – cette douleur après la déflagration d'un obus, «mon épaule était toute meurtrie et noire et je ne pouvais pas remuer le bras». La mort, il l'a frôlée à plusieurs reprises, comme ce 17 mars 1917, où, grièvement blessé à Verdun, jambes, bras et visage criblés par des éclats de grenade, il croit être devenu aveugle.

«Le soldat est libéré du tabou de l'homicide, il a le droit de tuer», décrypte le Pr Frank de Montleau, chef du service de psychiatrie de l'hôpital d'instruction des

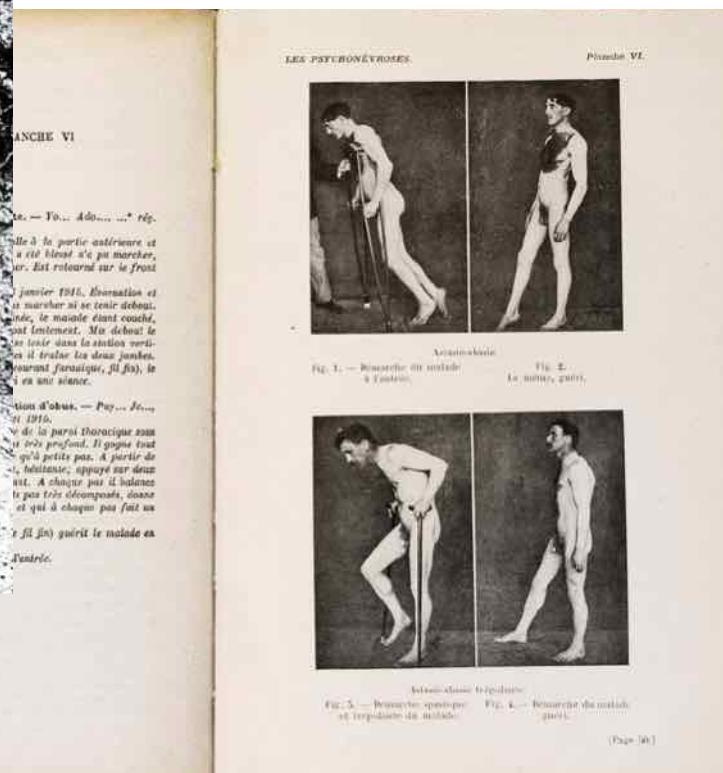


Ci-dessus : blessés et sous le choc, à Verdun en 1916. La planche ci-contre, tirée de « Psychonévroses de guerre » (1917), de Gustave Roussy et Jean Lhermitte, montre des exemples d'astasie-abasie, incapacité à se tenir debout, déclenchée ici par les combats.

armées Percy, à Clamart. Mais on lui demande un prix pour cela : le risque de mourir, la vision de la mort, l'exposition au mal. Confrontée aux blessures ou à la mort, l'illusion d'immortalité que nous avons tous vaillante.» L'état de stress post-traumatique, ou névrose de guerre, cette blessure invisible, naît de cette rencontre.

Pour le soldat Pierre Crocq, la guerre s'arrête ce 17 mars 1917. Il y laissera entre autres un œil, y gagnera la croix de guerre et la médaille militaire. « C'est mon premier souvenir, confie son fils Louis. J'avais 3 ou 4 ans et je l'ai vu enlever son œil de verre et le poser sur la cheminée. Et ma sœur aînée me disait qu'il pouvait se dévisser la tête ! » Louis se souvient aussi de voir son père, une lame de rasoir à la main, extraire les éclats d'obus qui, avec les années, migraient à la surface de son corps. Toute sa vie, Pierre a été en proie à d'intenses cauchemars, et sa femme a raconté ses hurlements pendant son sommeil. Lors du conflit suivant, il fait creuser à ses enfants une tranchée dans le jardin familial, à Rennes, et crée, dans le sous-sol, un abri derrière un tas de bois...

Longtemps pourtant, ce père de cinq enfants – deux filles et trois garçons – n'a rien laissé filtrer de ses années de guerre. Une vie à l'ombre du silence, une de ces existences en demi-teinte vécues par beaucoup de ceux qui souffraient sans le savoir d'une névrose de guerre. Dans son dernier ouvrage sur les blessés psychiques de la Grande Guerre⁽³⁾, écrit longtemps après qu'il est devenu général, longtemps après qu'il a pris sa retraite, longtemps après la mort du père, Louis Crocq a décrit ces « destins compromis » : « Anxieux, inquiets, dominés par le sentiment d'insécurité qui leur dicte des comportements de prudence excessive ; répugnant à prendre des initiatives, ils n'ont plus d'ambition, renonçant au développement des carrières professionnelles



brillantes qui s'offrent à eux. Leur vie sociale ne connaîtra pas l'épanouissement. Leur vie de famille sera aussi altérée, perdant toute spontanéité et transparence dans la communication avec les leurs, comme si une paroi opaque les séparait d'eux... » Le portrait de Pierre.

Est-ce alors vraiment « fortuit » si Louis, qui se destinait à la philosophie, est devenu psychiatre des armées ? « Le hasard », jure-t-il. Pourtant, à une époque où le sujet était tabou, c'est bien Louis qui, écoutant ceux qui rentraient d'Algérie et regardant ce qui se passait aux Etats-Unis après la guerre du Vietnam, a développé et fait connaître en France l'état de stress post-traumatique, dont son propre père était atteint. Louis n'a jamais partagé son diagnostic avec lui. Au soir de sa vie, était-ce bien nécessaire de remuer ce passé ? « Il y avait dans ma famille une très grande pudeur, justifie ce pionnier de la névrose de guerre, qui enseigna aussi sa spécialité à l'université Paris-V. Je ne voulais pas lui faire honte en attirant l'attention sur ses symptômes. Je pensais que c'était aussi bien qu'il l'ignore. » En France, il faudra attendre 1992 pour que les blessures psychologiques soient reconnues officiellement – grâce, en partie, aux travaux de Louis Crocq – et ouvrent droit à une juste indemnisation. Mais aujourd'hui, chez certains militaires, notamment dans les régiments d'élite, le syndrome de stress post-traumatique est toujours perçu comme un signe de faiblesse. Alors que personne – on le sait désormais –, même le plus aguerri des hommes, n'en est à l'abri. ■

1. « *Du front à l'asile, 1914-1918* », d'Hervé Guillemain et Stéphane Tison, Alma éditeur.
2. « *De la Somme à Verdun, épreuves d'un poilu de 14-18* », de Pierre Crocq, éd. L'Harmattan.
3. « *Les blessés psychiques de la Grande Guerre* », de Louis Crocq, éd. Odile Jacob.
A lire aussi, du même auteur chez le même éditeur « *Les traumatismes psychiques de guerre* ».

Les derniers morts de la dernière heure

Ironie de l'histoire, un Peugeot et un Renault ont, côté français, ouvert et fermé la liste de ceux qui sont tombés au champ d'honneur.

PAR LAURENT VALDIGUIÉ

Officiellement, c'est lui. Il s'appelle Augustin Trébuchon. Un jardin de la mémoire à son nom a été inauguré en 2012 dans la clairière de Rethondes. Ce berger de Lozère au visage rond serait le dernier des 1,4 million de poilus morts pour la France. Aîné de six enfants, orphelin et «exemptable», il s'était pourtant engagé à Mende dès le 4 août 1914. Pendant quatre ans, ce joueur d'accordéon adoré de ses camarades avait été de tous les combats: la Marne, Verdun, l'Artois, la Somme. Blessé deux fois, décoré de la croix de guerre («soldat d'un calme remarquable», mentionne sa citation), il n'avait eu qu'une seule permission, en 1917. La paix revenue, il devait se marier et reconnaître du même coup la fillette de sa promise, probablement sa propre fille. Mais, ce matin-là, vers 10h50, à une dizaine de minutes près, une dernière balle allemande en a décidé autrement. Augustin Trébuchon avait 40 ans.

Les deux camps avaient signé l'armistice à 5 heures. Fin des combats prévue à 11 heures, «heure française», précisait le communiqué du maréchal Foch, diffusé le long des 700 kilomètres de tranchées. Mais à Vrigne-Meuse, les fantassins du 415^e régiment d'infanterie, celui d'Augustin Trébuchon, avaient reçu

pour ordre, la veille, dans une brume intense et un froid de chien, de conquérir la rive droite du fleuve. Une sorte de baroud d'honneur, à deux pas de l'endroit où les chars nazis perceront en 1940.

Ce jour-là, un peu plus haut sur la frontière belge, un autre régiment, le 411^e d'infanterie, avait lui aussi reçu un ordre d'attaque, avec pour mission de franchir la frontière et d'occuper le premier village de Wallonie. Un saut de puce destiné à figurer sur les cartes des livres d'histoire comme les deux ultimes avancées des armées victorieuses. Pour preuve, le 11 novembre à 15 heures, le



Longtemps on a pensé qu'Augustin Trébuchon, décoré de la croix de guerre, était le dernier mort de la 14-18.

dernier communiqué officiel de la guerre évoque ces deux «conquêtes»: «Nous avons atteint la frontière belge. A la suite de durs combats, nous avons forcé les passages de la Meuse entre Vrigne et Lumes.» Dans les deux cas, aucune mention des pertes de la dernière matinée.

A l'époque, comme pour jeter un voile sur cet épisode, l'état-major, dans un de ces arrangements avec la vérité dont il a le secret, ordonne même que les décès d'Augustin Trébuchon et des 67 autres soldats du 415^e régiment d'infanterie tués le même jour, soient antidatés au 10 novembre. Ces 68 morts seront enterrés à la hâte sur place le 13 novembre, leur régiment ayant reçu l'ordre, à 7 heures du matin, de plier bagage d'urgence sans pouvoir leur rendre les honneurs. Comme si l'armée avait craint un mouvement de protestation. «Mourir le dernier jour de la guerre, c'est mourir deux fois», écrit alors Charles de Menditte, le chef de bataillon du 415^e, laissant deviner l'amer-tume de ses hommes. Autre signe de méfiance vis-à-vis de la troupe, le 11 novembre, sur tout le front, des consignes strictes avaient été données «de ne pas fraterniser avec l'ennemi». Comme si, depuis Paris et depuis les tranchées, l'armistice n'avait pas tout à fait le même visage. Vue d'en haut, la victoire. Vue de la première ligne, la fin de la tuerie...

PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom	RENAULT	
Prénoms	Auguste Joseph	
Grade	soldat 5 ^e classe	
Corps	411 ^e Régiment d'infanterie	
N° Matricule	1898 au Corps — Cl. 1917	
	1008 au Recrutement	St. Brieuc
Mort pour la France le	11 novembre 1918	
	Robechies (Belgique)	
Genre de mort	Cue à l'ennemi	
Né le	6 décembre 1897	
à Saint-Trémoel	Département	Côtes du Nord
Arr ^r municipal (p ^r Paris et Lyon), à défaut rue et N°		
Cette partie n'est pas à remplir par le Corps	Jugement rendu le	
	par le Tribunal de	
	acte ou jugement transcrit le 10 Novembre 1918	
	Saint-Trémoel Côte du Nord	
N° du registre d'état civil		
534-708-1921. [26434]		

Il faudra attendre 1929 pour que, sous la pression des anciens combattants, un monument soit érigé sur la colline du dernier assaut de Vrigne-Meuse. Sur l'ouvrage, une inscription en dit long sur l'état d'esprit des poilus : « Le vrai tombeau des morts, c'est le cœur des vivants. » Mais l'obélisque qui surplombe le champ de bataille ne comporte aucun nom de soldat tombé ce 11 novembre. Le 415^e ne sera pas non plus invité à descendre les Champs-Elysées pour le grand défilé de la victoire de 1919. Pas plus que, pendant des années, il ne sera rendu un quelconque hommage à Augustin Trébuchon, tombé en catimini... Comme d'autres ce matin-là.

En raison de cette chape de plomb, il est d'ailleurs difficile de savoir si le berger de Lozère fauché entre 10h45 et 10h55 est vraiment le dernier. Ce sont des collégiens de Dinant, en Belgique, qui, lors de recherches scolaires récentes, vont semer le doute. En étudiant aux archives la fiche matricule d'un soldat breton enterré dans leur ville, ils ont été surpris par une mention : « Heure du décès : 10h58. » L'historien René Richard, de l'association Bretagne 14-18 va mener l'enquête : le « vrai » dernier mort de la Première Guerre mondiale s'appelle Auguste Renault. Cadet d'une famille de six garçons, né à Saint-Trémoel en 1897, ce poilu avait

La fiche de corps du soldat Renault.

été incorporé en 1916 au sein du 48^e régiment d'infanterie de Guingamp. Il avait fait Verdun avant d'être transféré au 411^e, ce régiment missionné pour une ultime charge sur la frontière belge.

Pour reconstituer les événements, René Richard a retrouvé des récits d'anciens combattants du 411^e, puisque le journal de marche du régiment a disparu. Ce matin-là, Auguste Renault et ses camarades entrent sans encombre en Belgique où ils sont accueillis par des civils qui leur annoncent que les Allemands « viennent de partir ». Il est 10 heures. Dans les rangs, tout le monde sait qu'il ne reste « qu'une heure de guerre » et que les hostilités cesseront à 11 heures.

Le plan de marche prévoyait de s'arrêter au premier village belge, à Bailleuvre, sur la route de Chimay. C'est là qu'Auguste Renault devait finir la guerre. Mais, devant le recul allemand, un commandant improvise et décide de « pousser en avant ». Puis un colonel et un lieutenant-colonel rejoignent les avant-postes à cheval et décident de « stimuler l'ardeur des unités de pointe ». Eux aussi, probablement bercés par l'euphorie de la victoire, ordonnent d'avancer vers le village suivant : Robechies. Le lieutenant Porst, à la tête de la section d'Auguste Renault, invite ses hommes à se mettre en marche une dernière fois. Mais à l'arrière, l'artillerie française n'a pas été prévenue de cette ultime avancée. Pas plus qu'elle ne l'a été du recul de l'ennemi. Un premier tir d'obus de 75 français tombe dans le



Le caporal Jules Peugeot, tué — « assassiné », dira Raymond Poincaré — un jour avant le début officiel des hostilités.

dos des hommes de Porst. Sans faire de dégâts. Le lieutenant lance une fusée à six étoiles blanches, code ce jour-là pour faire allonger le tir. Il est 10h58. Venue de l'arrière, une seconde bordée d'obus fend le ciel en sifflant. Après quatre ans de guerre, Auguste Renault sait faire, au son, la différence entre tous les calibres et ce sont encore les 75 français. Mais le soldat Renault s'écroule. S'il est une mort idiote, en voilà une... Il est 11 heures à la montre du lieutenant Porst, accablé. Le probable dernier mort français de la guerre a été tué par un tir bleu-blanc-rouge. Dans les rangs du 411^e, note René Richard, certains étaient persuadés qu'il s'agissait « d'une salve d'honneur » lancée par les artilleurs pour saluer la victoire. Au prix d'une vie...

C'est donc un Renault qui clôt la liste des tués au front. On retiendra que c'est un Peugeot qui l'avait commencée (ni l'un ni l'autre n'avaient de lien avec les deux familles de l'automobile). Jules Peugeot, fils d'un père employé chez Japy et d'une mère institutrice, était maître d'école lui aussi. Il venait de terminer son service quand la guerre l'a rappelé sous les drapeaux au 44^e régiment d'infanterie de Lons-le-Saunier.

Ce 2 août 1914 à Joncherey, dans l'arrondissement de Belfort, les deux armées sont sur le pied de guerre. Une patrouille à cheval allemande de huit hommes conduite par un Alsacien qui connaît bien la région, le sous-lieutenant Albert Mayer, franchit la frontière pour une mission de reconnaissance. Les « Prussiens », comme hurle à leur vue une paysanne, tombent sur l'escouade de quatre hommes commandés par le caporal Peugeot. Des tirs sont échangés entre les deux chefs, comme dans un combat de chevalerie. Peugeot, en s'écroulant à terre, tire. Mayer, blessé au ventre, tombe à son tour. Ils succombent ensemble, premiers morts des deux pays, tués l'un et l'autre dans une sorte de match nul préfigurant les quatre ans à venir. Ils avaient 21 et 22 ans.

Ce premier affrontement a fait grand bruit à l'époque, dénoncé comme une violation de frontière et du droit international. La guerre ne sera déclarée officiellement par l'Allemagne que le lendemain. Ainsi, la première victime de la Grande Guerre est morte en avance, en temps de paix... ■

UN SI JOLI VILLAGE

Cent ans après, dans cette petite bourgade du Lot qui fut durement touchée, la guerre résonne encore.





LE POILU D'ESCAMPS VEILLE POUR L'ÉTERNITÉ

Dominant la vallée, à l'ombre d'un platane, non loin du cimetière, le monument aux morts honore le nom des villageois morts pour la patrie.

PHOTO PHILIPPE PETIT

Dix-huit fils ne sont jamais rentrés au pays

Escamps a vécu la guerre au rythme des annonces de décès tant redoutées, des retours en permission et du départ des plus jeunes. Longtemps après l'armistice, les hommes ont continué à mourir.

PAR CAROLINE FONTAINE

Le poilu est là, qui domine la place. Il veille à l'ombre d'un majestueux platane qui le protège du soleil de midi. Il se tient bien droit, face à l'église, le regard fixe, insensible aux cloches qui sonnent de jour comme de nuit. Il a les mains jointes posées sur son fusil et il donne l'impression d'être sur le point de repartir à l'assaut du « boche ». Sous ses pieds, le socle sur lequel est écrit : « Escamps à ses enfants morts pour la France 1914-1918 ». De chaque côté sont gravés neuf noms, qu'il convient de lire à voix haute, comme l'a fait pour la première fois, en octobre 1922, Casimir Vaysse, ancien combattant, maire de 1908 à 1940, lors de l'inauguration du monument. Ce jour-là, on est allé chercher l'estrade de l'instituteur pour que les habitants massés sur la petite place puissent tous entendre. Le curé, l'abbé Delpon, retenu au loin pendant les années de guerre, a sorti l'harmonium dont il joue merveilleusement. Il fait chanter aux enfants l'« Hymne aux morts ». Les drapeaux sont hissés, une couronne de fleurs a déjà été déposée devant le poilu. Le village est là, des plus jeunes aux plus anciens les chapeaux à la main, les rescapés et partout le noir du deuil et le voile des veuves.

Il ne doit manquer à l'appel aucun ancien combattant. Même Joseph Bras, mobilisé à 20 ans en avril 1918 sur le front de l'Ouest – il y a gagné une « médaille commémorative de Syrie-Cilicie » – est revenu à temps. « Renvoyé dans ses foyers » le 25 mars 1921 dit sa fiche matricule, ce document de l'armée qui détaille les affectations des soldats. Alors en octobre 1922, gageons qu'il est là. Sûrement non loin de Camille Ourcival, dit « Camillou », né lui aussi en 1898, seul survivant d'une fratrie de quatre, sur laquelle le sort s'est acharné. Il y a sans doute Paul Simet, blessé par des éclats d'obus (« attitude en main d'accoucheur des 4 derniers doigts de la main gauche », dit sa fiche matricule) et Henri Ourcival

qui mourra en 1939, à cause des gaz inhalés. La guerre aura mis trop de temps à l'avoir pour qu'il figure sur le monument. Pour en être, il fallait, comme Louis Donnadieu, mourir avant l'inauguration. Lui aussi est décédé des suites du gaz. En octobre 1922, cela ne fait que treize mois qu'on l'a enterré aux côtés de son unique fils, Joseph, né le 26 mars 1920 et qui n'aura vécu que cinq mois.

Voilà le maire qui prend la parole. En ce jour d'octobre 1922, depuis l'estrade de l'instituteur, il égrène les noms des morts pour la France : Bonnac Baptiste, Bonnac Henri, Combarieu Henri, Delteil Basile, Delteil Benjamin, Donnadieu Louis, Fourès Célestin, Guiral Ludovic, Lonjou Pierre, Labro Jean-Pierre, Labro Hippolyte, Oulié Gabriel, Ourcival Camille, Ourcival Gaston, Ourcival Germain, Ourcival Jérémi, Ourcival Germain, Ourcival Roger. Parmi eux, trois fratries : les deux Bonnac, les deux Labro et trois des Ourcival. « Vous vous souvenez ! tonne le maire. Qui ne se souvient de ce soir d'août où la voix profonde des cloches sonna, en pleine œuvre de paix, l'appel aux armes, appel qui serra tous les coeurs d'une angoisse indicible, mais qui nous trouva tous prêts et résolus ? » En 1914, ils sont environ 360 à vivre dans les 98 maisons que compte Escamps, jolie bourgade composée d'une dizaine de hameaux rapprochés. Cette année-là, le 1^{er} août tombe un samedi. Il est 20 heures quand sonne la mobilisation décrétée à 15 heures à Paris. « L'angoisse saisit tout le village », écrit Mme Vaysse, institutrice et épouse du maire, qui décrit les habitants filant en grande hâte charrier le blé. Dès le lendemain, charrettes et chevaux emmènent les jeunes dans leurs régiments d'affectation. L'état de siège est placardé devant la mairie. Le 5, les gendarmes font enlever les affiches publicitaires du bouillon Kub – l'entreprise est soupçonnée d'abriter un « vaste système d'espionnage » allemand. Le 8, le maire écrit au préfet : « Il a été convenu qu'à partir



Le monument a été érigé en 1922. Dans les années qui suivent, les villageois s'y retrouvent tous les dimanches à la sortie de la messe. A dr, l'une des deux plaques commémorant les morts de la « der des ders ». Les accolades signalent les fratries.



d'aujourd'hui les travaux agricoles seront faits en commun et que les familles privées de bras par le départ de plusieurs de leurs membres seront aidées par ceux qui restent.» L'institutrice note dans son carnet que les routes sont bien gardées – quatre hommes y veillent la nuit – et les étrangers arrêtés.

La routine n'a pas le temps de s'installer que, déjà, la guerre est là. Les premiers mois sont les plus mortels : plus de 2000 tués par jour en 1914 selon le funeste décompte de l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau. Avant la fin août, Gabriel Oulié, 21 ans, incorporé en octobre 1913, décède de ses blessures en captivité ; Henri Bonnac, même âge, parti la même année faire ses classes, est « tué à l'ennemi » ; Roger Ourcival, 25 ans, disparaît dans la Meuse. Ce jeune caporal au front « découvert », aux « yeux gris », haut de 1,63 mètre, le « nez long » et la bouche « petite », selon la description de sa fiche matricule, s'était engagé pour trois ans, en 1908, en mairie de Cahors, devançant l'appel de sa classe. Rappelé par la mobilisation, cet étudiant, jeune marié, part pour ne plus revenir. Une très longue attente commence pour la famille : son corps n'a jamais été retrouvé et son décès n'est inscrit dans les registres de la mairie qu'en 1928. Les anciens se souviennent que son père, remarquable charpentier, entreprit plusieurs pèlerinages à Lourdes en sa mémoire. Cent ans après sa mort, au cimetière d'Escamps, vissée sur la tombe où reposent ses parents, il reste la photo de Robert, la moustache soigneusement taillée. En 14-18, pour la première fois de l'histoire militaire française, les combats ne sont pas arrêtés pour permettre aux soldats de relever les dépouilles de leurs camarades afin de les rendre aux familles.

Escamps est un fier village du Lot, construit sur ce qui devait être un ancien lac, car ici on compte près de 40 puits, ce qui tranche avec les terres arides et calcaires des causses de Limogne. La commune est en terre paysanne – blé, avoine, orge, chanvre, brebis et truffes les bonnes années – alors, parmi les 18 soldats du monument, la plupart sont « cultivateurs » avec un « degré d'instruction 3 » – ils savent lire, écrire, compter. Mais on trouve aussi un maçon, deux menuisiers et deux étudiants. Ils ont entre 20 et 44 ans au moment où la mort

les fauche. L'un est lieutenant, deux sont caporaux, les autres sont des soldats du rang. Malgré les 700 kilomètres de ligne de front, certains se sont croisés ou... manqués. En mai 1915, Jérémie Ourcival arrive au 11^e régiment d'infanterie, celui de Germain, l'un de ses frères ainés, disparu neuf mois plus tôt lors de la première bataille de la Marne. Le 23 juillet 1915 quand Gaston, son autre frère ainé, est fauché à Perthes-lès-Hurlus, Jérémie doit être à ses côtés – leurs deux régiments participent à cette même grande offensive de Champagne. Lui-même décède un an plus tard, à 20 ans, à l'hôpital de Besançon. En 1917, au lendemain de ses 20 ans celui qu'on surnomme Camillou, est incorporé dans l'artillerie, arme moins exposée que celle de ses frères, probablement pour préserver le dernier de cette lignée.

Les 18 du monument servent en majorité dans l'infanterie, là où l'on meurt le plus, alimentant l'idée que les paysans sont de la chair à canon. Un seul d'entre eux est affecté à un régiment du service de santé, un autre au génie, et quelques-uns, comme Louis Fourès, dans des régiments d'infanterie territoriale. Ce dernier décède le 12 avril 1918 « à l'hôpital d'évacuation B 51 », dans l'Aisne. Il a 44 ans et sa hiérarchie note sur son registre militaire : « Excellent soldat très courageux. A été grièvement blessé à un poste de combat. Décorations : médaille militaire, croix de guerre avec palme. »

Un autre, Hippolyte Labro, passé lieutenant quelques mois avant d'être tué, en novembre 1917, est félicité par ses chefs. Première citation en juillet 1915 : « Sous-officier très courageux, attitude remarquable au feu, notamment le 14 juin où il a été fortement contusionné pendant le bombardement des tranchées sans abandonner son poste. » Seconde citation la même année : « Le 1^{er} octobre a porté sa section à l'avant dans un ordre parfait jusqu'à l'objectif qui lui était désigné, a fait une quinzaine de prisonniers et a ramené dans nos lignes deux mitrailleuses tombées (*Suite page 82*)

EN 14-18, POUR LA PREMIÈRE FOIS DE L'HISTOIRE MILITAIRE FRANÇAISE, LES COMBATS NE SONT PAS ARRÊTÉS POUR PERMETTRE AUX SOLDATS DE RELEVER LES DÉPOUILLES DE LEURS CAMARADES AFIN DE LES RENDRE AUX FAMILLES

précédemment entre les mains de l'ennemi.» Il y gagne une «croix de guerre étoile d'argent et étoile de vermeil». Sa veuve, Elise, a passé le reste de sa vie à Cahors «avec une autre veuve qu'elle hébergeait», se souvient Gabriel Puech, 82 ans, un ancien du village. Les enfants d'Escamps sont «tués à l'ennemi» ou ils meurent «des suites de leurs blessures» dans des hôpitaux. Ainsi c'est une plaie pénétrante à l'abdomen qui a raison du jeune Ludovic Guiral, le 9 mai 1916 en Belgique. Certains ne survivent pas aux infections, comme Joseph Delteil, décédé un an plus tôt des «suites de maladies contractées en service», une «fièvre typhoïde compliquée de péritonite par perforation intestinale», précise le registre de l'état civil. Les corps d'au moins cinq des 18 du monument n'ont pas été retrouvés et les autres dorment dans des nécropoles aux noms exotiques pour ceux du Lot – Le Pont-de-Marsan à Minaucourt-le-Mesnil-lès-Hurlus (où reposent 21 319 poilus), le Bois-du-Puits à Aubérive (6 809 corps), le Bois-Roger à Ambleny (11 233 corps)...

Sur une photo d'époque, ils sont 28 anciens combattants, mais quatre au moins manquent. Dix-huit morts sur 32 survivants, soit un ratio de près d'un sur trois, largement au-dessus de la moyenne nationale – moins de 18 % des mobilisés ne sont pas rentrés. C'est de ça, peut-être, que parle aujourd'hui Patrick Ourcival, petit-fils de Camillou, seul survivant d'une fratrie de quatre, quand il dit avec colère : «Mon grand-père était traumatisé, il disait que c'était facile d'envoyer les paysans au casse-pipe, c'étaient toujours les mêmes qui partaient, jamais les gens bien placés. C'était la saloperie. Ça l'est encore.» Gabriel Puech, l'ancien, confie : «Camillou, je m'en souviens bien, il était nerveux. Le jour de son mariage, il est dans sa charrette avec la mariée et le vent lui prend son chapeau. Il s'énerve. Sa femme s'est penchée et a dit : "Il ne va pas être commode!"» Patrick a raison, la guerre est une «saloperie», et dans ce petit village de paysans, elle a tracé des sillons de sang.

Puis, enfin, le dénouement le 11 novembre 1918 et les cloches qui sonnent à tout rompre annonçant le retour des hommes. Mais, il faudra attendre le 28 février 1919 pour que le premier mariage depuis le début des hostilités soit célébré à la mairie. Il unit Marie Ourcival et Paul Simet, l'homme à la main crochue. Les veuves, elles, se parent du deuil pour ne plus l'enlever, comme Marie, épouse de Germain Ourcival. Sa petite-nièce, Anne-Marie Estival, ne se souvient d'elle qu'avec «son chapeau noir sur son chignon». Les poilus s'organisent pour ne jamais oublier. En 1922, cédant aux «habitants de la commune d'Escamps» qui «ont manifesté le désir d'élever un monument», le conseil municipal décide d'ériger le sien pour 4 300 francs. Le même jour, le maire propose de demander une subvention de 400 francs à l'Etat «pour construire une grille autour du monument». Cette année-là, en moyenne trois monuments sont inaugurés chaque jour, 30 000 seront édifiés entre 1918 et 1925. Les femmes ont fait tourner le village pendant la guerre, mais l'année 1922 est aussi celle de la fin de l'émanicipation : à l'unanimité, le conseil municipal s'oppose

«formellement à l'établissement d'une école mixte». Trois ans plus tard, les élus décident «de remplacer le poilu en ciment armé [...] complètement détérioré, par un poilu en fonte ciselée offert par la maison Jacomet de Villedieu au prix de 1 100 francs». A chaque décès de poilu, les anciens combattants achètent une couronne de perles sur laquelle est écrit «à notre camarade».

Il a fallu du temps pour, un à un, identifier les 18 poilus du monument. Du temps et de la chance. Il existe parfois, dans ces villages, d'anonymes gardiens chargés de perpétuer les mémoires, de rendre vivants les morts, de raconter les histoires qui font société. A Escamps résident Jean-Claude Portal et son épouse Henriette. Depuis les années 1980, inlassablement, Jean-Claude, alors inspecteur des Postes, questionne les anciens, farfouille dans leurs souvenirs, interroge les archives et remplit des cahiers d'écolier à spirale. En 1983, il écrit «sa première brochure», dit-il, «Histoire de l'église d'Escamps et de ses desservants», suivie d'autres publications. C'est à lui que l'on doit d'avoir exhumé les souvenirs de l'institutrice pendant la guerre, lui qui nous a guidé dans les lieux compliqués – ils sont nombreux à porter le même nom et parfois aussi le même prénom. C'est lui encore qui a identifié sur la photo la plupart des 28 anciens combattants et c'est lui aussi qui, au cimetière d'Escamps, a regardé une à une les tombes pour enfin retrouver Robert Ourcival, disparu en août 1914, dont on ne savait rien.

Heureusement qu'ils sont là, car le temps a passé – «la guerre de 14, ça porte loin», dit joliment Gabriel Puech. Désormais, le 11 novembre, plus personne ne lit les noms des «morts pour la France». «S'il n'y avait pas le monument, on n'en parlerait plus, assure Laurent Moles, ancien édile, dont l'arrière-grand-père, un poilu, a taillé les pierres aux coins de l'édifice. Au fur et à mesure des années, ça finissait avec le maire, l'adjoint et deux anciens. Maintenant, on le commémore le troisième dimanche de juillet avec la fête du village.» Cent ans après, les mémoires ont officiellement tourné la page même si, sans qu'elles le sachent, la guerre y a laissé des traces profondes.

Et le monument a continué de «vivre». Rien pour la guerre de 1939-1945, car le village, qui ne compte plus que 200 habitants, ne déplore aucun mort (mais 4 prisonniers). En revanche, le 19 juillet 2009, le maire y a fait apposer une nouvelle plaque, «19 mars 1962 cessez-le-feu en Algérie», en l'honneur des trois anciens combattants du village. C'est ici aussi qu'a un temps vécu Frédéric Gerschel, grand reporter à Paris Match puis au «Parisien». Parti couvrir une autre guerre, celle contre Daech en Irak, il a été très grièvement blessé dans un accident au Kurdistan irakien. Dans la maison qui domine Escamps vit encore sa maman. La guerre est une «saloperie» dirait Patrick Ourcival, petit-fils de Camillou, unique survivant d'une fratrie de quatre. ■

C.F.

IL A FALLU DU TEMPS POUR, UN À UN, IDENTIFIER LES 18 POILUS DU MONUMENT. DU TEMPS ET DE LA CHANCE



Häst, denpare ä Börnigen 13-11-18

Ma très chère Marcelle,
J'ans posté de joie en apprenant lundi 11 après-midi
la signature de l'amnistie avec l'Allemagne je viens te dire
que, non plus dans quelques mois ni dans quelques semaines,
mais dans quelques jours seulement, j'aurai le bonheur
de te surer dans mes bras. Espérant que tu partages
ce bonheur je t'envoie mes plus sincères bises. Disques
toujours - Ton René

Verlag S. Fischer, Berlin 43
Paroles d'un grand-père, cela leur fit plaisir
également à nous aussi.



Mardi 1er juillet 1851.
Mademoiselle Marcelle
Yenne. Écris ce que tu veux faire de Ligne
pour nous faire l'air de Mais
nuelle sur Mademoiselle et vous
souhaiter bien le bonheur à tous
et une bonne santé est surtout ne
vous faites pas de mal à tout
ARTICLE. — Petit
Magis je sui toujours Embonne ^{je t'aime}
Sante est pris ma présente carte vous
entendue de même la Mademoiselle je
vous disais que nous sommes plus à
vouloir aux Marguerites à La Côte des
Ormes et non à La Côte des
Bœufs pour quelques jours et nous l'avons
fini. La Marne est grand. Bœuf pour
l'heure pour la direction d'Embrun il
y a un peu de temps.



Merci à l'historienne Martine Aubry qui nous a aidé à trouver « notre » monument. A lire : « 36 000 cicatrices. Les monuments aux morts de la Grande Guerre », de Martine Aubry et François Hébel, éd. du Patrimoine.

CARTE POSTALE

CORRESPONDANCE

ADDRESS

SE

~~Mademoiselle~~
Barcelle Lourde
à Escamps
par Labenque
(Lot)

LE TRÉSOR DE GUERRE DE MARCELLE

Son père est au front, sa mère est décédée après avoir mis au monde « le petit Louis », alors Marcelle est seule, chargée de cet enfant et d'une exploitation agricole. Elle reçoit des centaines de cartes – de son père, de son fiancé, d'un cousin... – que sa petite-fille Patricia Ourcival a précieusement conservées dans deux magnifiques albums. Son père lui dit de vendre les agneaux, les vieilles brebis, de semer l'avoine, d'acheter une barrique de vin, s'inquiète des choux... On y lit l'amour paternel : « J'ai trouvé que vous en aviez fait plus que je ne croyais et toujours j'ai peur que vous ne deveniez malade et vous n'en avez pas besoin. Ce qui ne sera pas fait, tant pis. » Alors qu'elle lui annonce qu'elle ira à Cahors pour Pâques, il lui écrit : « Il te faut prendre Louis et lui acheté [sic] quelque chose et comme ça il sera content [sic] et qu'à l'avenir il soit encore plus sage. »

Début novembre 1914, Marcelle reçoit l'une des nombreuses cartes qui lui enverra Henri Ourcival, son futur mari, qui mourra à cause des gaz vingt ans après son retour. « Ma très chère Marcelle, [...] Les trains ne peuvent plus avancer car les ponts sont coupés [...]. Pense si ça doit barder. Nous entendons très bien le canon. Nous allons au feu directement. [...] Je ne cesse de penser à toi. Doux baisers. » En décembre, il lui demande des détails sur la « blessure de mon cousin Simet », le Paul à la « main crochue ». En janvier 1915, il parle du temps – « il fait froid » – et en post-scriptum interroge : « Qui donc ma [sic] fabriqué le cache-nez ? » Et enfin : « Ma très chère Marcelle, transporté de joie en apprenant lundi 11 après midi la signature de l'armistice avec l'Allemagne, je viens te dire que, non plus dans quelques mois ni dans quelques semaines, mais dans quelques jours seulement j'aurais le bonheur de te serrer dans mes bras [...] ». Caroline Fontaine

Caroline Fontaine

UNE FAMILLE DÉCIMÉE

Ils étaient dix frères Ruellan...

PAR GUILLAUME DE MORANT

Sur cette photo du bonheur familial, prise au tournant du XX^e siècle, ne manque que Louis, tué en 1916, et Stanislas, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, revenu vivant. Le lieutenant Auguste est là, bien droit, encore valide. Malade et donc mobilisé à l'arrière, il est réformé à 100 % en 1917 et passera le reste de sa vie entièrement paralysé.

Une silhouette sombre longe le mur de granit qui borde la rue déjà plongée dans la pénombre. Dans ce quartier cossu de Paramé, on entend encore la rumeur étouffée du ressac. Pas d'autre bruit. L'ombre vérifie que son brassard noir est bien en place, puis toque à la lourde porte de chêne. Une infirmière, qui, elle, a gardé sa tenue blanche, entre-bâille l'huis et reconnaît le visiteur quand il murmure : « Votre frère Bernard est mort dans l'exercice de son devoir. Soyez courageuse. » Madeleine Ruellan a 22 ans. Elle est infirmière volontaire depuis que ses frères

sont prisonniers des tranchées qui dévorent les familles de France. Sept frères. Ce 15 février 1915, c'est la première visite du curé de sa paroisse. D'habitude, c'est le maire qui se charge de la sinistre besogne, mais les Ruellan sont des catholiques fervents, le maire a délégué... Madeleine ouvrira quatre fois la porte au prêtre. Ensuite, c'est la poste qui lui apportera les lettres bordées de noir. Bernard avait 26 ans et s'était établi comme éleveur à Philippeville, en Algérie. Dès la déclaration de guerre, le 1^{er} août, il avait pris le bateau pour rejoindre la métropole et s'engager au 3^e régiment de zouaves. Le 12 février 1915, une

balle le frappe au cœur. Il repose désormais, comme le dormeur du val. Madeleine gardera toute sa vie sa dernière lettre : « Je fais le sacrifice de ma vie en demandant au Bon Dieu de me prendre de préférence à mes frères mariés. »

Trois mois plus tard, le curé revient. Pour André,
29 ans. Eleveur à Montevideo, il aurait pu se contenter de vendre de la viande aux armées. Il prend le premier paquebot pour Bordeaux. Le 16 mai 1915, il charge à la tête de sa section. Une balle en plein front.

Dès le début de la bataille de Verdun – qui prendra 137 000 Français –, Henry, le



jeune artilleur de 23 ans, est enseveli vivant le 17 février 1916 dans sa casemate de la forêt de Hesse. C'était le plus proche de Madeleine, un an à peine les séparait.

Louis aussi, le quatrième, avait survécu à toutes les premières grandes batailles, jusqu'à ce soir de novembre 1916. Cette fois, le curé n'a rien dit quand Madeleine a ouvert la porte : elle a vu un spectre. Le prêtre n'a pas pu dire un mot. Elle connaît la formule par cœur : mort dans l'exercice de son devoir. Louis et sa femme, Marguerite Denoix de Saint-Marc, ont cinq enfants. Le capitaine Louis Ruellan ne prendra jamais leur petit sixième dans ses bras. La tuerie a fait six orphelins de plus.

Un temps, Madeleine pense en avoir fini avec le carnage. C'est elle, en dépit de son jeune âge, qui est devenue le pivot de la famille après la mort des parents. Elle se marie, s'installe dans la jolie station balnéaire de Saint-Cast, à 40 kilomètres à l'ouest de Paramé, et coule non pas des jours heureux mais des heures plus calmes. Apparemment.



En 1938, alors que le voisin allemand inquiète, cette affiche est placardée dans toutes les écoles de France : aux six frères « morts au champ d'honneur » sont ajoutés Xavier, qui décède en 1930 des suites des gaz inhalés en 1918, et Auguste aussi, au motif que son état « s'aggrava pendant les trois années où il fut mobilisé »

Mais elle a un nouveau rendez-vous avec la mort, celle de Jean-Berchmans, le chasseur alpin qui se bat près d'Ypres, car les montagnards protègent les plaines basses. Le 31 mai 1918, alors que la fortune des armes paraît sourire aux Alliés, sa compagnie est prise sous le feu de mitrailleuses. Jean ordonne à ses hommes de se mettre à l'abri, puis se dresse pour repérer le nid mortel. Il meurt debout, d'une balle en pleine tête.

Quelques jours avant l'armistice, encore un message funèbre. Jules, que tous appellent Julius, était aumônier militaire, mais, après avoir donné tant d'absolutions et béni tant de cercueils, il a décidé d'en découdre en première ligne dans un bataillon de chasseurs alpins, comme Jean. Le 1^{er} octobre 1918, il monte à l'assaut à la tête de la 1^e compagnie du 23^e bataillon, alors que les Allemands reculent partout. La victoire est proche. Lui ne connaîtra pas « La Marseillaise » de l'armistice. Une balle le prive de son rêve.

Le septième frère Ruellan mettra douze ans à mourir des suites atroces d'un bombardement à l'ypérite. Comme pour les six morts précédents, Madeleine épingle le ruban rouge de la Légion d'honneur sur son uniforme, devant les derniers Ruellan. Madeleine décide alors de prendre la parole, pour la première fois. Elle réunit les survivants. Ils se confient, racontent l'incroyable destin de cette famille. C'est à nous qu'elle s'adresse, enfin, car ses cahiers ont été retrouvés dans une armoire enfouie dans un grenier... en 2011 ! Les archives de Saint-Malo ont recueilli ce témoignage exceptionnel. « Héros et martyrs », comme le dit le livre de Marc Jean*, c'est vrai. Mais ces frères nous prouvent d'abord que l'espoir demeure... tant qu'il y aura des hommes. ■

* « *Les dix frères Ruellan. Héros et martyrs, 1914-1918* », de Marc Jean, éd. Cristel.

DISPARU SUR LE CHAMP DE BATAILLE

**Un siècle après la Grande Guerre,
la terre rend encore des corps. Ainsi,
celui du sous-lieutenant Leguay, dont les
restes ont pu être rendus à sa famille.**

LAGRANGE Eugène
9^e Zouaves
MORT POUR LA FRANCE LE 27.09.1915

ARTHUR LEGUAY EST SORTI DE L'OUBLI

En 2012, Théophane, 14 ans, tient le portrait de son arrière-grand-oncle devant sa tombe toute récente, à la nécropole de Minaucourt. On estime à plus de 670 000, le nombre de disparus sur le front de l'Ouest.

PHOTO HUBERT FANTHOMME



On a retrouvé le soldat Leguay

PAR CAROLINE FONTAINE

Les croix sont restées blanches comme la craie. Dans ce grand rectangle découpé dans la forêt, elles sont 9015. Sous chacune reposent jusqu'à quatre poilus, à quelques centaines de mètres de leurs tranchées de première ligne. Ils sont 21 319 dans le cimetière militaire de Minaucourt, dans la Marne. Et plus aucune famille, depuis longtemps, ne vient fleurir leurs tombes. Sauf ce dimanche ensoleillé du 7 octobre 2012. Deux cents personnes se bousculent en arc de cercle autour d'une croix en contrebas. Des militaires en uniforme. Une vieille dame assise dans un fauteuil. Des enfants de tous âges. Des élus en écharpe tricolore, un ancien ministre, un sous-préfet. Un clairon. Des fermiers du coin. Un diacre en aube. Et, au milieu d'eux, une famille française. Celle du sous-lieutenant Leguay, porté disparu depuis près d'un siècle et dont le corps vient d'être retrouvé. Ils sont venus du Mans, du Maroc, d'Angleterre, des Pays de la Loire, de Paris... Les descendants directs du sous-lieutenant sont une cinquantaine. Ils font face à la croix blanche à son nom, devant laquelle sont posés ses deux médailles militaires, celles religieuses, des pièces en argent... et un casque rouillé percé d'un gros éclat d'obus en son centre.

L'impact date du 30 septembre 1915. Il est 4 h 45, ce matin-là, quand l'attaque est déclenchée. Décidée par Joffre, cette « seconde offensive de Champagne » doit faire reculer les Allemands sur 25 kilomètres. Arthur Leguay a peu dormi. Il est arrivé le 15 septembre en gare de Vitry-le-François. Depuis, il attend. Le 26 au soir, cantonné « dans un petit ravin », à la bougie, « sous la pluie », il écrit une longue lettre à sa femme, sans savoir que c'est la dernière : « Ma petite chérie... D'après les renseignements que nous a donnés l'officier adjoint au commandant, tout va très bien. Dans notre secteur, la ligne allemande est presque complètement crevée... Il paraît que nous allons être chargés de la poursuite de l'armée allemande et que nous aurons ordre de ne nous arrêter qu'au bord du Rhin... C'est dire que l'on veut un succès complet... Au moment où je t'écris, les batteries d'artillerie lourde arrosent le terrain de façon à disloquer complètement l'armée ennemie... Tout le monde a le sourire. Mon entorse est presque guérie,



Arthur Charles Leguay est né au Mans le 15 novembre 1878. Zingueur de profession, il est marié et a trois enfants.

mais d'ici huit à quinze jours je demanderai une permission.» Le moral semble bon. Presque trop...

Le 30 septembre, l'objectif du 2^e bataillon de chasseurs à pied a un nom prédestiné : l'ouvrage de la Défaite. Dans ces coteaux qui partagent en deux la plaine de Champagne, les Allemands ont construit, en creusant la craie, une solide base de défense. L'ouvrage de la Défaite est un gruyère percé de nids de mitrailleuses, mais les poilus l'ignorent encore. Baïonnette au canon, la musette pleine de grenades, les soldats sortent des abris trempés de première ligne « au pas de gymnastique », comme le préconise le règlement, et se lancent dans le no man's land le dos courbé pour éviter les balles. De trou d'obus en trou d'obus. Sur la droite, une mitrailleuse allemande crétète déjà. Sur la gauche, un officier ennemi lance une contre-attaque. Des centaines de soldats sont cloués au sol. Tête contre boue. Des heures durant. Au centre, « quatre sections entraînées par leur élan et dans le sentiment d'être suivies et appuyées », note le journal de marche, continuent d'avancer, franchissent des réseaux de barbelés, débouchent sur des batteries d'artillerie allemandes. « Surpris, neuf servants ennemis sont abattus à coups de revolver », selon le journal. Le sous-lieutenant Leguay est parmi les poilus qui parviennent, essoufflés, autour des canons ennemis. Le temps pour les Allemands de régler leur tir, et la canonnade s'abat déjà sur eux. A cet instant, le sous-lieutenant Leguay tombe, blessé au côté gauche. Ses chasseurs le voient s'asseoir en s'appuyant sur sa main droite. Le haut du corps redressé, il crie encore : « En avant, mes enfants ! En avant ! »

Très vite, les poilus doivent refluer. Ils auront tenu cette position une matinée. Jamais plus, jusqu'à la fin de la guerre, des uniformes français n'approcheront cet endroit. Arthur Leguay, lui, est resté sur place. Porté disparu. Quelques jours plus tard, son chef écrit à sa femme, Madeleine. Une de ces longues lettres adressées aux veuves par ceux qui ont envoyé leurs maris au feu. Des passages entiers doivent être communs à toutes : « Je veux vous dire tout d'abord mon admiration et celle des officiers restants pour la conduite héroïque de votre mari », commence le commandant, plein d'élan.



Voici les objets qui ont été retrouvés le 16 mai 2012 sur la dépouille d'Arthur Leguay : son casque, percé d'un éclat d'obus, sa plaque d'identité, ses deux médailles religieuses, quelques pièces de monnaie, son gobelet écrasé et une cuillère. Ci-dessous : la plaque militaire qui a permis son identification.



« Il est parti à l'assaut avec le sourire aux lèvres – ce sourire que nous lui connaissons bien, car il ne le quittait jamais –, magnifique d'enthousiasme, de crânerie et d'allant, entraînant ses chasseurs, qui l'adoraient, toujours plus loin, au-delà des tranchées de deuxième ligne allemande, gagnant de vitesse toutes les autres fractions du bataillon dans la certitude de la victoire qui ne faisait aucun doute pour nous. » Voilà pour les faits. L'officier en vient à la suite, incertaine : « Nous pensons qu'il a dû être recueilli par les Allemands. Ses chasseurs n'ont pas eu l'impression que sa blessure fût mortelle. » Le 6 octobre 1915, la seconde offensive de Champagne est stoppée par les Allemands ; 138 376 hommes ont été tués, blessés ou portés disparus.

Madeleine Leguay va devoir se contenter de ces lignes. Combien de milliers de fois les a-t-elle relues ? En octobre 1915, elle écrit une lettre à sa belle-sœur : « En me ressassant cette phrase qui est gravée dans ma tête, "On ne peut pas dire qu'il soit tué, on l'a vu tomber blessé", je me dis : tombé pour ne plus se relever peut-être, mon pauvre Arthur. Et après une petite lueur d'espoir, ah ! bien petite, je me dis : s'il n'a pas été blessé mortellement, il a peut-être été relevé et soigné là-bas. » Rien n'est jamais venu. Ni mari, ni lettre, ni soldé d'ailleurs, ni pension. Il faudra attendre un courrier du ministère de la Guerre, daté du 10 mai 1919, pour qu'elle puisse enfin y prétendre. Et la vie continue. Il le faut bien. Madeleine a trois jeunes enfants, Jeanne, Pierre, Jacques, et sa situation financière est compliquée. Comme des milliers d'épouses de disparus, elle s'en est allée à son tour sans jamais avoir pu fleurir la tombe de son époux.

La guerre finie, partout, les tranchées seront remblayées. Les poilus survivants sont redevenus paysans. La forêt s'est mise à digérer lentement les bunkers et les barbelés. La terre吸orbe tout. A son rythme. Et engloutit lentement les débris des deux armées, la ferraille des bombes, leurs vieux fusils et les os de leurs soldats. Mais rarement la terre rend les corps. Le matin du 16 mai 2012, il a fallu un concours de circonstances, dont le premier élément est la mâchoire en acier d'un bulldozer débroussaillant le long du camp militaire de Suippes. Le second facteur s'appelle Eric Marchal. Avec une poignée

d'amis, sur leurs deniers personnels, ce militaire, grand gaillard aux cheveux ras a entrepris de restaurer un secteur du front, la Main de Massiges. Chaque week-end, ils viennent creuser à la pioche pour arracher à la craie les vestiges de la Grande Guerre et recréer des tranchées. Eric sait qu'après le passage du bulldozer il va trouver des objets rouillés, de vieux barbelés. Cette fois, avec son ami Philippe, ils tombent sur un os ! « On a appelé la gendarmerie et le service des sépultures, raconte-t-il. Ils ont trouvé le bassin, les jambes... et le casque. » La craie l'a rendu, presque intact. Et, avec lui, le crâne d'Arthur. Ce casque a raconté la mort. Le sous-lieutenant a été tué par une pluie d'obus. Ses chasseurs avaient raison. La première blessure n'était pas mortelle.

Ce n'est pas la première fois qu'Eric tombe sur des restes de poilus. Mais jamais sur une telle histoire. « Sa plaque d'identification était encore lisible, dit-il. C'était très émouvant. Je me suis dit : "Bon sang, un soldat qu'on peut identifier aujourd'hui..." » Encore dix ans sous terre et il aurait été trop tard. » Marchal se transforme en détective et sur un site de généalogie, retrouve un de ces descendants venus en nombre saluer cet ancêtre dont ils avaient conservé la mémoire. Si les barbelés rouillés des tranchées réhabilitées de la Main de Massiges pouvaient parler, que raconteraient-ils ? Le bruit des bombes, le cri des blessés, l'odeur des cadavres ? Ou le nouvel an 1916, trois mois après la mort du sous-lieutenant ? « Pendant quelques heures, les deux camps ont fraternisé. On sait qu'ils ont trinqué », raconte Jean-Pierre, un ami d'Eric. Jusqu'à ce qu'un officier allemand décide d'un barrage d'artillerie punitif sur les deux lignes. Si les barbelés pouvaient parler, c'est ce nouvel an qu'ils devraient raconter. Les dialogues des soldats, ce soir-là. Leurs chants, dans les deux langues. Ils réciteraient aussi ces vers du poète allemand Schiller, griffonnés sur un bout de papier enroulé autour d'une pierre et lancé cette nuit-là vers les tranchées françaises : « Là où les forces sauvages règnent absurdement / Aucune œuvre ne peut se construire. » ■



UN TRAITÉ À MARCHE FORCÉE

Le 24 juin 1919, à la veille de l'ouverture des ultimes négociations, le Français Georges Clemenceau, président du Conseil des ministres, l'Américain Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, et le Britannique Arthur Balfour, lord de l'Amirauté et secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, visitent le château de Versailles. Ils s'apprêtent à rejoindre la galerie des Glaces, l'endroit même où l'Empire allemand avait été proclamé en 1871.



LE TEMPS DE LA PAIX, LE TEMPS DE L'APRÈS

Un an sera nécessaire pour mettre un terme juridique à cette guerre véritablement mondiale. Entre juin 1919 et l'été 1920, le traité de Versailles et quatre autres accords indissociables seront signés entre les belligérants pour éteindre le feu qui a ravagé l'Europe. Cent ans plus tard, ce traité fait toujours débat. Les vaincus se sont sentis lésés et les peuples défaites n'ont pas eu leur mot à dire.

FRANCE

Quand la Grande Guerre a-t-elle fini ?

PAR ANTOINE PROST

PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS, PRÉSIDENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA MISSION DU CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La question peut sembler saugrenue. Chacun sait que la guerre de 14-18 se termine avec l'armistice du 11 novembre 1918 et le traité de Versailles du 28 juin 1919. Nous commémorons le 11 novembre le moment si longtemps attendu où les canons se sont tus. Les soldats ne risquaient plus d'être tués, et ceux qui les aimait pouvaient enfin respirer. Quelle délivrance ! Et n'était-ce pas la victoire ?

Assurément, c'est ainsi que les Français de 1918 ont ressenti l'armistice, et nous aurions vécu ce moment comme eux. Sans voir l'ambiguïté de cette victoire : les Allemands occupaient encore la Belgique et le nord de la France ; ils n'étaient pas faits prisonniers ; ils allaient rentrer en Allemagne en bon ordre, applaudis par la population et le gouvernement, en héros invaincus qui avaient glorieusement défendu le sol national des envahisseurs. Clemenceau et Foch n'ont en effet pas voulu poursuivre jusqu'à Berlin pour ne pas faire tuer sans nécessité un soldat de plus. Reste que la victoire alliée n'a pas été perçue outre-Rhin comme une défaite.

Pour les Français de 1918, la guerre se réduisait en fait à l'affrontement franco-allemand qui les touchait directement. Un siècle plus tard, nous pouvons prendre un peu de distance et nous rappeler que nous n'étions pas seuls concernés. La guerre était « grande » parce que mondiale, pour la première fois dans l'histoire. Elle n'a pas cessé comme par un coup de baguette magique. Elle s'est terminée à la fois plus tôt et plus tard. Quand sonne le clairon du 11 novembre, la Bulgarie, l'Empire ottoman, l'Autriche-Hongrie ont déjà signé leurs armistices depuis quelques jours ou quelques semaines. Surtout, les soviets sont au pouvoir depuis un an, l'empire russe a disparu, le tsar est mort depuis quatre mois et la paix avec l'Allemagne a été signée à Brest-Litovsk depuis huit mois, ce qui avait permis à Ludendorff de se renforcer sur le front occidental et de le percer à plusieurs reprises au printemps 1918.

D'autre part, les combats n'ont pas cessé partout le 11 novembre : le sang a continué longtemps à couler, abondamment. La guerre civile déchire la Russie rouge, attaquée depuis ses périphéries par des armées blanches qu'aident les Alliés. Des Républiques soviétiques se battent contre des nationalistes en Finlande et dans les pays Baltes. Des Etats en formation tentent de se donner des frontières aussi larges que possibles aux dépens de leurs voisins qui font de même. La Pologne et l'Ukraine, soutenue par l'Armée rouge, s'affrontent. L'armée polonaise est à Kiev en mai 1920, et l'armée ukrainienne aux portes de Varsovie en juillet. Les Grecs entreprennent la conquête du plateau

anatolien à partir de Smyrne, d'où Mustafa Kemal les refoulera avant de les massacer en 1922 sous le regard impassible de la flotte britannique. Les Balkans et le Moyen-Orient se déchirent.

Ces armées improvisées et fanatiques, dans un espace dévasté par la maladie, la famine, l'interruption des échanges commerciaux, l'absence de monnaie fiable, s'entre-tuent et tuent avec une effroyable brutalité : villages incendiés, récoltes pillées ou détruites, hommes, femmes, enfants, vieillards assassinés avec une indicible cruauté. Ce n'est pas la paix, mais un enfer pire que la guerre qu'on croit terminée. Il faut attendre 1923 pour que la situation se stabilise à peu près.

L'ASPIRATION À UN MONDE NOUVEAU

Pareilles catastrophes épargnent les nations occidentales constituées depuis longtemps, mais celles-ci n'en sont pas moins traversées par de violents conflits. Le peuple ne supportait plus les restrictions, les prix qui avaient doublé ou triplé depuis 1914, les conditions de travail de la guerre industrielle ; la lassitude cérait la place à la révolte. L'année 1918 avait été partout secouée par des manifestations – des émeutes parfois – de ménagères et des grèves dures. Et quand disparaîtra le risque d'être envoyé au front, ce sera en 1919-1920 une sorte de tsunami social : la révolution, à l'imitation de la Russie, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, affamées par le blocus allié et l'incurie des administrations militaires, d'immenses grèves en Grande-Bretagne, en France et en Italie, où les usines d'automobiles sont occupées.

Partout, la guerre avait fait naître de grands espoirs : on se battait pour un monde meilleur. Puis les soldats comme l'opinion avaient remis en question sa légitimité. En 1918, elle avait perdu tout prestige ; elle apparaissait avant tout comme un immense massacre, une boucherie, et il n'y avait qu'un cri : « Plus jamais ça ! » Il fallait que ce soit la « der des ders ». Pourquoi et jusqu'à quand durera-t-elle ? Pour quelles raisons, quels objectifs, les Etats s'obstinent-ils à faire tuer tant d'hommes ? Leur refus d'avouer leurs buts de guerre les rendait suspects : aucune conquête territoriale ne justifiait la mort de masse.

Cette volonté conduisait à deux exigences. La première concernait l'ordre international : pour éviter le retour de la guerre et une nouvelle catastrophe mondiale, on devait limiter la souveraineté des Etats et les soumettre, d'une façon ou d'une autre, à une sorte d'autorité supranationale chargée d'arbitrer les conflits. D'autre part, dans l'ordre intérieur, on ne pouvait admettre que l'Etat fasse tuer de jeunes hommes

par centaines de milliers sans leur dire pourquoi. L'Etat n'est pas tout-puissant et il ne peut faire des citoyens ce qu'il veut : il doit rendre des comptes. C'est une exigence démocratique. « Ils ont des droits sur nous », dira justement Georges Clemenceau des soldats.

LE MOMENT WILSON

Cette double exigence explique l'immense popularité du président des Etats-Unis, Woodrow Wilson. Ses « quatorze points » (programme pour mettre fin à la guerre et garantir la paix, en janvier 1918) ont formulé une attente qui travaillait les opinions publiques du monde entier. Par leur refus de la diplomatie secrète, la volonté d'une paix sans annexions et sans indemnités et l'appel à la création d'une association générale des nations pour garantir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de tous les Etats, les quatorze points traçaient la promesse d'une paix durable.

Wilson, qui était associé aux Alliés, a joué un rôle décisif. C'est à lui, pas au commandant en chef, Foch, ou à un dirigeant allié comme Clemenceau, que se sont adressés les Allemands, le 3 octobre, non pour demander un armistice mais pour dire qu'ils étaient prêts à négocier la paix sur la base des quatorze points. Ils choisissaient un interlocuteur dont ils attendaient une paix entre égaux. Wilson, en accord avec ses alliés, a négocié la reddition allemande : il a exigé que la paix soit l'œuvre du peuple allemand lui-même, précipitant la fin du régime impérial. Et il annonce aux Allemands, le 5 novembre que, sur la base des principes qu'il a posés, les Alliés ont la volonté de faire la paix avec le gouvernement allemand. La conférence de paix qui se réunit à Paris en janvier 1919 commence donc par construire la Société des nations (SDN) ; elle trouve très rapidement un accord sur son organisation et elle s'attaque au traité de paix.

LES TRAITÉS

La guerre ayant été mondiale, les traités qui la concluent concernent le monde entier, jusqu'à la Chine, dont les concessions allemandes sont données au Japon. Il y a eu plusieurs traités, ils n'ont pas tout réglé et ils pouvaient évoluer. La carte de l'Europe est entièrement remaniée. De nouveaux Etats, la Pologne, la Tchécoslovaquie, s'édifient sur les ruines des empires. La Serbie, qui deviendra la Yougoslavie, s'étend jusqu'à l'Adriatique et triple sa population. La Hongrie perd les deux tiers de la sienne. Les Français et les Anglais se font confier par la SDN des mandats en Syrie et au Liban, contrairement aux engagements qu'ils avaient pris envers les Arabes. Les conséquences de ces choix seront lourdes et durables, mais les

problèmes posés étaient insolubles : constituer de nouveaux Etats-nations assez grands pour être viables, compte tenu du rapport des forces en présence et de la marqueterie d'ethnies, de langues et de religions qui fragmentaient ces régions, tenait de la quadrature du cercle. Et pourtant des millions de personnes ont été déplacées.

L'Allemagne perdait l'Alsace-Lorraine et des territoires devenus polonais ou tchèques, tandis que l'on refusait à l'Autriche, ou plutôt à ce qui en restait, de s'unir à celle-ci comme elle le souhaitait. Privée de ses colonies, largement désarmée, l'Allemagne restait une grande puissance pour l'avenir. En revanche, elle était humiliée. D'une part, le traité de Versailles lui était imposé sans la moindre discussion, alors qu'elle avait négocié

avec la France celui de 1871. De l'autre, il était évident qu'elle devrait payer des réparations à la France et à la Belgique, qui avaient subi d'énormes dommages du fait des combats et de l'occupation, alors que, sur ce point, elle-même sortait intacte de la guerre. Mais légitimer juridiquement ces réparations en lui imputant la responsabilité de la guerre par l'article 231 était lui infliger, en outre, une condamnation morale qu'elle n'a pas acceptée.

Ce diktat rendait-il inévitable une guerre de revanche ? C'était l'opinion, souvent reprise, des pacifistes des années 1930, soucieux naïvement d'apaiser Hitler. Elle n'est pas fondée. Les Français avaient été

profondément humiliés en 1871. Ils ont nourri un vrai désir de revanche jusqu'à l'épisode boulangiste, mais en 1914 ils n'envisageaient plus de reconquerir l'Alsace-Lorraine par les armes.

Avec le temps, le fait accompli s'était imposé. L'Allemagne a d'abord évolué de même : elle signe en 1925 les accords de Locarno qui entérinent ses frontières ; elle entre à la SDN sur un pied d'égalité avec les autres membres ; en 1928 elle adhère au pacte Briand-Kellog qui met la guerre hors la loi. Le traité de Versailles semblait alors avoir réussi et assuré la paix en Europe. Parler d'une guerre de trente ans c'est oublier la crise économique et exonérer Adolf Hitler de toute responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale.

L'historiographie récente*, anglo-saxonne notamment, est beaucoup plus sévère envers l'application des traités qu'envers les traités eux-mêmes. La défection des Etats-Unis, qui ne ratifient pas le traité et n'entrent pas à la SDN, comme la politique des signataires, ont compté plus que les traités eux-mêmes. Comme le dit Margaret MacMillan en conclusion de son grand livre, la guerre de 1939 résulte de vingt années de décisions prises ou évitées, et non des arrangements de 1919. ■

* « Les artisans de la paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde », de Margaret MacMillan, éd. JC Lattès. « Ils ont refait le monde. 1919-1920, le traité de Versailles », de Jacques-Alain Sédouy, éd. Tallandier.



« Les démobilisés chargés de bagages se pressent vers la sortie ». Cette photo, prise la veille à la gare de l'Est, est parue dans le quotidien « Excelsior » du dimanche 2 février 1919.

ALLEMAGNE Le traumatisme de la défaite

PAR GERD KRUMEICH

HISTORIEN ALLEMAND, SPÉIALISTE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Voici dix ans, les archives militaires françaises organisaient une exposition dont le titre peut sembler curieux : « L'étrange victoire, 1918 ». Etrange victoire des Alliés ? Oui, car personne côté allié n'avait imaginé, à l'automne 1918, que la guerre pourrait se terminer aussi rapidement. On savait qu'elle serait gagnée, mais Foch, commandant en chef des armées alliées, pensait qu'il faudrait une grande offensive au printemps 1919 pour en finir enfin avec cette armée allemande qui tremblait, dont les soldats prenaient la fuite, mais dont les cadres restaient stables et dont la défense sur la ligne Siegfried risquait d'épuiser les soldats alliés, terriblement éprouvés eux aussi.

Soudain, le 1^{er} octobre 1918, le grand état-major allemand enjoignit le gouvernement de demander d'urgence un armistice et de faire appel au président américain Woodrow Wilson pour organiser une suspension des combats sur les positions d'alors. Si ces négociations n'aboutissaient pas, on reprendrait la guerre, puisque, entre-temps, on aurait renforcé les troupes de première ligne.

Cette idée d'une sorte de pause provisoire au cours d'une guerre totale était absurde. Et bien entendu les Alliés n'en furent pas dupes. Au cours du mois d'octobre, le président Wilson signifia au gouvernement allemand, sous forme d'un échange de notes, que des négociations ne s'ouvrirraient que si l'Allemagne déposait les armes de manière qu'il lui soit impossible de reprendre l'offensive. Et il ajoutait qu'on ne parlementerait plus avec les tenants de l'ancien régime et du militarisme prussien. Finalement, il devrait être entendu que l'Allemagne payerait tous les dommages que les pays alliés et leurs peuples avaient subis à la suite de « l'agression » allemande de 1914.

LA DÉBANDADE A COMMENCÉ DÈS LE DÉBUT DES POURPARLERS

Face à de telles conditions, Paul von Hindenburg, chef du grand état-major, et son Generalquartiermeister Erich Ludendorff auraient préféré reprendre les armes, mais le gouvernement civil du prince Max de Bade, composé de représentants des partis majoritaires au Reichstag, finit par obtempérer et envoya une délégation auprès du maréchal Foch, dans la clairière de Rethondes. La raison de cette résignation était simple : dès que les soldats au front surent que des pourparlers de paix étaient entamés, ce fut la débandade.

Des centaines de milliers d'hommes abandonnèrent leur poste, une désertion massive à laquelle personne ne sut plus mettre un terme.

Les appels du gouvernement et des chefs de parti à démontrer de la fermeté, à signifier aux Alliés qu'on était prêt à organiser une « levée en masse » (c'était la suggestion de Walther Rathenau, industriel, homme politique et écrivain, dans un article retentissant publié le 7 octobre) ne furent nullement suivis, bien au contraire. Le 7 novembre 1918 eut lieu une énorme manifestation sur la Theresienwiese à Munich, organisée par les socialistes indépendants autour de leur chef de file, Kurt Eisner. Environ 50 000 personnes se rassemblèrent pour crier leur refus de continuer la guerre. Ce mouvement de protestation se termina par une révolution. Le lendemain, le royaume de Bavière fut proclamé République et le roi et son administration prirent le chemin de l'exil. Le 8 novembre, Kurt Eisner, devenu ministre-président, s'adressant au président américain et aux Alliés, déclara que la République bavaroise voulait créer une Allemagne démocratique, qui n'aurait rien en commun avec l'empereur Guillaume II et ses sbires, dont la responsabilité dans l'éclatement de la guerre, en 1914, était avérée. Et Eisner publia bientôt des documents, sortis des archives bavaroises, visant à prouver que la guerre avait été prémeditée par le gouvernement allemand de 1914, les épurant toutefois des passages qui auraient pu signifier le contraire...

LES TROUPES ALLEMANDES ONT EU QUINZE JOURS POUR SE RETIRER DE FRANCE

La révolution bavaroise eut lieu le jour même où la délégation allemande se présenta à la clairière de Rethondes. Ferdinand Foch, très au fait des récents événements outre-Rhin, en profita pour faire savoir au chef de la délégation adverse, Matthias Erzberger, que les Allemands n'avaient plus rien à négocier. Et en effet, les conditions de l'armistice furent celles d'une capitulation pure et simple. On accorda un délai de quinze jours aux troupes du Reich pour se retirer de France et de Belgique ; on confisqua le gros des machines de guerre et de transport, on exigea la restitution immédiate des prisonniers alliés sans cependant s'engager sur le retour des captifs allemands. Et « last but not least » : le blocus naval, qui coûta des dizaines de milliers de vies civiles en Allemagne, ne fut pas levé.

Le jour de l'armistice fut un jour de liesse chez les vainqueurs. En Allemagne, au contraire, il passa presque inaperçu. Ce 11 novembre, la révolution atteignait son apogée à Berlin et les partis de gauche, s'emparant du pouvoir dans tout le pays, croyaient que les termes de la paix que concluraient les Alliés avec la jeune démocratie allemande seraient bien plus doux que ceux qu'auraient obtenus l'ancien régime. Ce fut une grave erreur.

Le 18 janvier 1919, la conférence de paix s'ouvrit à Paris sous les auspices du président de la République française. Les Allemands n'y étaient pas admis. On ne discute pas avec des criminels, on les accuse et on les punit, comme le proclama Raymond Poincaré devant les délégués : « Ce qui vous donne toute qualité pour établir une paix de justice, c'est qu'aucun des peuples dont vous êtes les mandataires n'a trempé dans l'injustice. L'humanité peut vous faire confiance, parce que vous n'êtes pas de ceux qui ont violé les droits de l'humanité. [...] La vérité, toute couverte de sang, s'est déjà évadée des archives impériales. La pré-méditation du guet-apens est aujourd'hui clairement démontrée. »

Les Allemands, convoqués à Paris en avril seulement, n'avaient aucun droit à discussion, les échanges avec le camp vainqueur se résumant à des écrits. C'est ainsi qu'ils prirent connaissance des « conclusions » de la commission des responsabilités et des auteurs de la guerre, où il était dit et répété que l'Allemagne était coupable d'une guerre pré-méditée depuis longtemps. C'est ainsi qu'ils découvrirent, en mai, les termes de la paix. L'Allemagne ne serait pas admise au sein de cette Société des nations, mise sur les rails par le traité de Versailles et qui en fut et resta l'élément le plus remarquable, le plus juste et le plus porteur d'avenir. Les Alliés demandaient l'extradition de l'empereur Guillaume II et d'un certain nombre de responsables militaires pour crimes contre l'humanité. Enfin, l'article 231 du traité exigeait que l'Allemagne paye pour tous les dommages subis par les Alliés et leurs peuples du fait de l'« agression » commise.

CE FUT UN TOLLÉ DANS TOUT LE PAYS, MAIS IL FALLUT SIGNER QUAND MÊME

« Au moins 7 millions de morts gisent enterrés en Europe, tandis que plus de 20 millions de vivants témoignent, par leurs blessures et leurs souffrances, que l'Allemagne a voulu, par la guerre, satisfaire sa passion pour la tyrannie », souligne la note qui accompagnait la dernière mouture du traité de paix, remise aux Allemands par Georges Clemenceau, le 16 juin

1919. Ce fut un tollé en Allemagne, où le peuple – à qui on l'avait dit et répété depuis 1914 – avait toujours pensé qu'il était pris dans une guerre de légitime défense. Mais il fallut signer quand même. Vraiment ? Ils étaient nombreux, officiels et autres, ceux qui en arrivèrent à la conclusion qu'on aurait dû continuer la guerre au lieu de se soumettre à des exigences aussi déshonorantes. Les soldats français auraient-ils vraiment marché sur Berlin en pleine révolution et contre la démocratie ?

De cette question et de cette signature a surgi le drame de la République de Weimar, provoquant son instabilité fondamentale. Les si dures conditions de paix ont fait naître des débats houleux dans le pays. Pourquoi l'Allemagne avait-elle dû rendre les armes de façon aussi précoce ? Pourquoi n'avait-il pas été possible de négocier avec les Alliés ?

Friedrich Ebert, le nouveau chef de l'Etat après l'abdication du Kaiser, un social-démocrate, n'avait-il pas salué les troupes qui rentraient dans Berlin angoissé en leur criant : « Aucun ennemi ne vous a vaincu » ? Pour les partis de droite la réponse fut toute simple : c'était la révolution qui avait causé la dissolution d'une armée vaincue sur les champs de bataille, et c'était les partis de gauche qui étaient responsables de la défaite. Pour ces derniers, au contraire, c'était l'armée et les militaires,

Ludendorff en particulier, qui

n'avaient pas rendu compte fidèlement et de façon réaliste de la situation sur le front, qui avaient leurré le Parlement et le peuple et qui avait par trop tardé à proposer des négociations de paix. Les extrémistes, notamment le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, le parti nazi, fondé en 1920, allaient plus loin. Ils accusaient les « juifs bolcheviks » d'avoir tout fait pour empêcher l'Allemagne de gagner la guerre. Un « coup de poignard dans le dos » pour lequel Adolf Hitler, promit, dès son premier discours, revanche et punition des coupables.

Cette thèse du coup de poignard dans le dos (« Dolchstosslegende ») divisa profondément le peuple allemand. Ce divorce entraîna une incapacité de conclure une « trêve des morts », une commémoration commune de la tragédie, comme on le fit en France et ailleurs. C'est ce divorce qui fut la racine du mal – pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Jardin –, et dont sut profiter, dix ans plus tard, dans une situation économique et sociale catastrophique, Hitler, qui avait promis de restituer son honneur à l'armée vaincue et de briser le « traité de la honte » de 1919. ■

« Ils ont fait la paix. Le traité de Versailles vu de France et d'ailleurs », sous la direction de Serge Bernstein, avec Gerd Krumeich, éd. Les Arènes.



Des prisonniers allemands du camp de Saint-Hilaire-au-Temple, dans la Marne, en avril 1917. La plupart de ces captifs – au nombre de 421 000, au moment de l'armistice – ne pourront rentrer chez eux qu'au début des années 1920.



PAR-DELÀ LA MORT

Voici l'un des 325 000 documents numérisés ou déposés aux Archives nationales lors de la Grande Collecte, l'un des plus émouvants aussi. Ce sachet en toile de jute, contenant le carnet militaire du poilu « mort pour la France » et ses lettres reçues, était remis par le maire à la veuve ou à la mère. Celui-ci renferme les documents de Jacques Laussert, tué à la cote 304, près de Verdun, le 30 mai 1917.

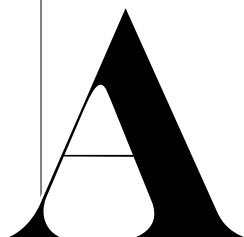


LA GRANDE COLLECTE ET LA COMMÉMORATION DU CENTENAIRE DE 14-18

De la solennité du monument aux morts à l'intimité du témoignage

PAR **JOSEPH ZIMET**

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA MISSION DU CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



deux reprises depuis l'automne 2013, les Français ont été invités à rechercher dans leurs archives familiales les derniers documents et témoignages de la Grande Guerre encore en leur possession. Des greniers, des caves et des tiroirs des vieilles commodes ont alors jailli des torrents d'émotion et de larmes enfouis depuis un siècle dans le silence et l'intimité des familles. Ici, des lettres et des carnets de soldats racontant au quotidien l'angoisse du départ et de la séparation familiale, l'épreuve du feu et l'expérience de la mort de masse ; ailleurs, des photographies, des plaques de verre ou des carnets de croquis habilement dessinés par un poilu avant un assaut ; là, des cartes postales, des médailles et des objets d'artisanat de tranchée bouleversants.

Ces reliques, précieusement conservées depuis la fin de la guerre ou simplement retrouvées à l'occasion du centenaire, ont été apportées par les familles lors d'une opération originale intitulée la Grande Collecte initiée par le ministère de la Culture et la Mission du centenaire et qui s'est appuyée sur une centaine de services d'archives disséminés sur l'ensemble du territoire national. Pendant plusieurs jours, de longues files d'attente se sont formées devant les services d'archives. Au total, plus de 20000 personnes ont déposé ou donné environ 1 700 fonds d'archives et plus de 325 000 documents ont pu être numérisés. Ces chiffres sont exceptionnels pour des services d'archives habitués à plus de confidentialité. Ils traduisent en réalité l'engouement des Français pour un exercice qui dépasse le strict

cadre commémoratif. La Grande Collecte résume le centenaire de 14-18. Elle souligne l'attachement des Français à la mémoire de la Première Guerre mondiale et révèle sa dimension intime et familiale. S'ils ne fréquentent plus en masse les cérémonies publiques, les Français n'en demeurent pas moins attachés au souvenir de la terrible épreuve que fut la Grande Guerre. A l'occasion du centenaire, les rites commémoratifs se sont renouvelés et enrichis. L'ardeur patriotique qui gonflait les voiles de la mémoire combattante a cédé le pas à la passion généalogique.

Des millions de documents d'archives ont été récemment numérisés et rendus accessibles au grand public qui peut désormais facilement parcourir sur Internet les fiches des 1,4 million de soldats de la Première Guerre mondiale ayant obtenu pour la plupart la mention «mort pour la France», le registre matricule d'un aïeul et même le journal des marches et des opérations (JMO) de son régiment*. La Grande Guerre est une mémoire vivante qui suscite depuis de nombreuses années des pratiques culturelles. Elle se vit désormais davantage sur Internet que sur les lieux de mémoire physiques du conflit. Le centenaire est une commémoration... 2.0 !

En illustrant la sphère privée et la part intime du combattant, les archives familiales apportées par les Français offrent un formidable complément aux collections publiques. La Grande Collecte a ainsi apporté de la chair aux fonds (*Suite page 98*)



QUATRE ANNÉES DE SOUFFRANCE DANS CE REGARD

*Ils rentrent enfin chez eux en ce début février 1919.
Mais avant d'en avoir terminé, les hommes doivent se plier à une série de procédures, notamment se rendre au dépôt démobilisateur pour recevoir leur solde.*

d'archives publiques. On n'en attendait aucun scoop ni aucune révélation susceptible de changer le cours de l'interprétation de la guerre. Les archives de la Grande Collecte éclairent toutefois d'un jour nouveau certains aspects de la guerre : expérience combattante, relations sociales au front, relations intimes et familiales...

Phénomène social lié à la commémoration, le succès de la Grande Collecte est aussi un phénomène patrimonial qui est venu considérablement enrichir les collections d'archives de notre pays. Dès 2014, des expositions ont été organisées au sein de services d'archives départementales à partir de ces documents privés déposés ou donnés par les Français. La Grande Collecte est une expérience participative qui a été au diapason de la commémoration.

L'engagement des Français dans la commémoration et leur appétence à raconter la guerre de leurs aïeux a été au cœur de la dynamique sociale du centenaire de 14-18. Une majorité des projets

de célébration se sont structurés autour d'un récit : récit du parcours d'un combattant à partir de son carnet de guerre ou de dessins, récit d'une commune à partir des archives conservées ou du journal du maire. Beaucoup de projets pédagogiques et de créations artistiques ont été rendus possibles grâce à la redécouverte de témoignages. La Grande Collecte a ainsi consolidé des patrimoines documentaires essentiels pour la compréhension et l'illustration du conflit.

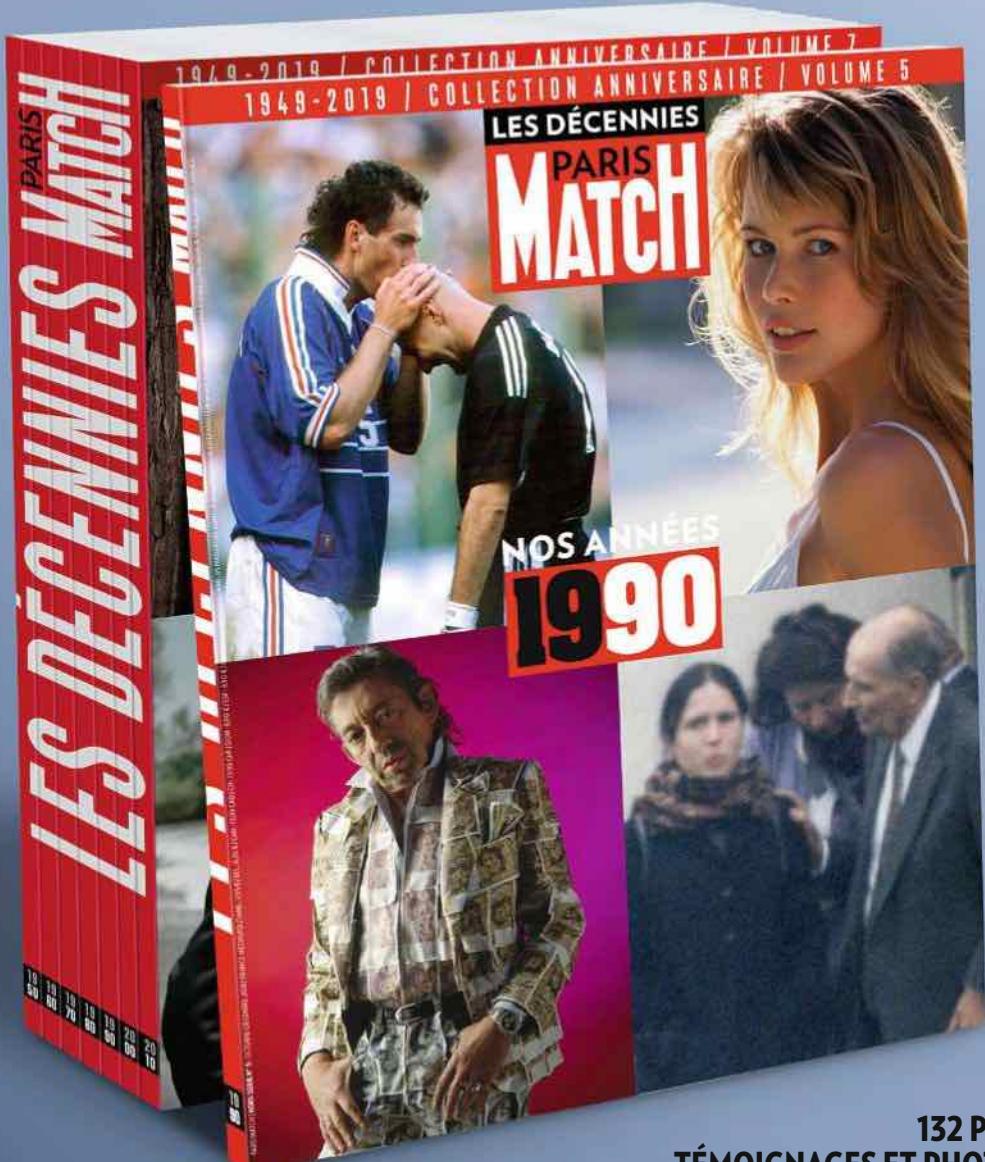
Avec la Grande Collecte, la commémoration s'est renouvelée et enrichie. Elle s'est ouverte à de nouveaux espaces. D'une certaine façon, le centenaire de 14-18 a fait migrer l'intensité du souvenir de la Première Guerre mondiale de l'espace hautement symbolique du monument aux morts vers celui du témoignage intime. ■

Joseph Zimet

* Ces archives sont consultables sur le site
Mémoire des hommes du ministère des Armées :
memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

**POUR LES 70 ANS DE PARIS MATCH,
REVIVEZ LES GRANDS MOMENTS DE NOTRE HISTOIRE
À TRAVERS 7 HORS-SÉRIES EXCEPTIONNELS**

GOUTALARTWORKS



**132 PAGES DE RÉCITS,
TÉMOIGNAGES ET PHOTOS EXCLUSIVES**

Les secrets de Mitterrand

Bill Clinton, de l'élection au scandale Lewinsky

Le règne des top models

Peur sur Paris, Marseille, Louxor

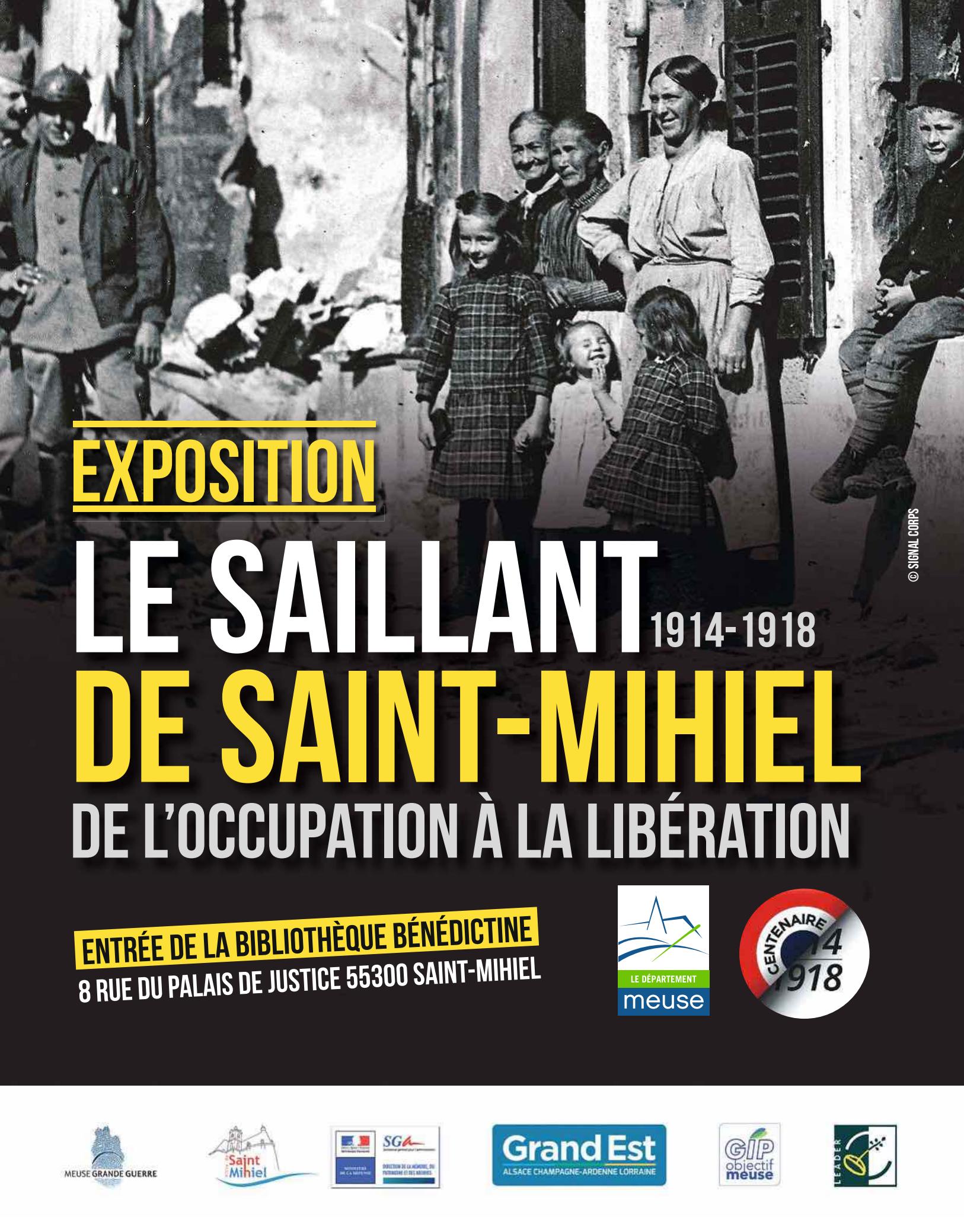
Conflits du monde : guerre du Golfe, massacres au Rwanda...

Affaires criminelles : la secte du Temple solaire, « Omar m'a tuer »...

Adieu Diana, Barbara, Yves Montand, Michel Berger...

Pour commander la collection complète :
www.decennies.parismatchabo.com

**LE VOLUME 5 DE LA COLLECTION
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



EXPOSITION

**LE SAILLANT 1914-1918
DE SAINT-MIHEL
DE L'OCCUPATION À LA LIBÉRATION**

© SIGNAL CORPS

**ENTRÉE DE LA BIBLIOTHÈQUE BÉNÉDICTINE
8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 55300 SAINT-MIHEL**

